

La couverture journalistique du 7 octobre un an après

Annexe 1

Presse francophone

Octobre 2025

Étude

LA COUVERTURE JOURNALISTIQUE DU 7/10, UN AN APRES.

Annexe 1 : corpus presse francophone.

A. LE SOIR	
1. Le Soir — 4/10/2024	5
a. UNE	5
(1) La grande déprime des Juifs de Belgique, un an après le 7 octobre.	5
b. INTÉRIEUR.....	6
(1) Guerre au Proche-Orient — La communauté juive désemparée, un an après le « cataclysme » du 7 octobre	6
(2) Discrimination L'antisémitisme en augmentation, mais dans une moindre mesure	11
(3) Guerre au Proche-Orient - Dans le camp de Chatila, au Liban, les Palestiniens soutiennent la résistance	13
(4) Décodage « Les réfugiés rentrent en Syrie parce qu'ils n'ont pas d'autres options »	16
(5) Riposte. L'armée libanaise répond pour la première fois aux tirs israéliens.....	19
(6) Guerre au Liban - Deux journalistes belges blessés dans une frappe israélienne	21
2. Le Soir — 5/10/2024	22
a. UNE	22
(1) Les Traumatismes du 7 octobre — 11 pages spéciales	22
(2) Le monde retient son souffle	23
b. INTÉRIEUR.....	25
(1) Guerre au Moyen-Orient - Un an après le 7-Octobre, l'engrenage de la guerre semble inarrêtable ...	25
(2) Nucléaire. Où en est vraiment l'Iran avec son projet de bombe atomique ?	29
(3) « Bibi at war » : Netanyahu de la débâcle à la revanche	31
(4) Le Hamas de plus en plus contesté dans la bande de Gaza.....	34
(5) Guerre au Moyen-Orient - Gaza, Israël, Liban : les traumatismes sans fin du 7-Octobre	37
(6) En Israël. Une société qui s'est repliée sur elle-même	38
(7) À Gaza. Un an plus tard, une société broyée	41
(8) Témoignages - « On est choqués de l'échec de la communauté internationale »	44
(9) « Je n'arrêterai pas avant le retour d'Ofer », otage à Gaza	47
(10) « Israël veut empêcher l'imaginaire de paix au Liban »	50
(11) Témoignages - « Je me suis sentie totalement abandonnée »	52
(12) « Dans l'avion, je me demandais si j'avais pris la bonne décision ».....	54
(13) « Il n'y a que la mort et la destruction. Pourquoi ? »	57
2. Le Soir – 7/10/2024	59
a. UNE	59
(1) MOYEN-ORIENT. Les Israéliens construisent la mémoire du 7-Octobre sur la route 232. (P4 & 5)...	59
b. INTÉRIEUR.....	60

(1)	Aucun signe d'un cessez-le-feu	60
(2)	Une cérémonie pour combler le sentiment de solitude des Juifs de Belgique	62
(3)	Cours du pétrole. Flambée des prix ou décrue : le baril suspendu à la riposte israélienne.	64
(4)	Sur la route 232, théâtre du massacre du Hamas, les Israéliens construisent la mémoire du 7-Octobre.	66
3.	Le Soir – 8/10/2024	71
a.	UNE	71
(1)	Un an après le 7-Octobre, des commémorations douloureuses. P4	71
b.	INTÉRIEUR.....	72
(1)	Tout Israël commémore le pire massacre de son histoire.	72
B.	LA LIBRE.....	7
1.	La Libre — 4/10/2024.....	75
a.	UNE	75
(1)	L'Iran, un pays sur le point de disposer de l'arme nucléaire. pp 12-13.....	75
b.	INTÉRIEUR.....	76
(1)	Le programme nucléaire de l'Iran, désormais "puissance du seuil", une cible de choix pour Israël ..	76
(2)	Deux journalistes belges ont frôlé la mort à Beyrouth.....	79
2.	La Libre — 5/10/2024.....	81
a.	UNE	81
(1)	Un an après le 7 octobre, le monde toujours sous le choc — Six pages spéciales —	81
b.	INTÉRIEUR.....	82
(1)	Le rappel des événements - Un traumatisme absolu suivi d'une punition implacable	82
(2)	Retour sur les lieux de l'attaque du Hamas - Autour de Gaza, un anniversaire sous le signe de l'incertitude	84
(3)	Titre À Gaza. La pire crise humanitaire	86
(4)	Une réconciliation plus lointaine que jamais - Dans une terre sainte déchirée, le chemin ardu des fiseurs de paix	87
(5)	Le Regard israélien - L'invisibilité des victimes civiles persiste	89
(6)	La situation des otages - L'impossible libération des Israéliens détenus à Gaza	91
(7)	Les perspectives - Une région en proie aux guerres et en quête d'une inaccessible paix	93
(8)	La tactique du Hezbollah - Malgré les pertes, le mouvement chiite n'abdique pas	95
(9)	L'Intensification - Deux mille sites visés	97
3.	La Libre — 7/10/2024.....	98
a.	UNE	98
(1)	Pas de trêve pour le premier anniversaire du 7 octobre — pp12-14 & édito p.48	98
b.	INTÉRIEUR.....	99
(1)	"Un soutien aussi indéfectible ne s'est jamais manifesté pour un crime contre l'humanité"	99
(2)	7 Octobre Plus d'un millier de personnes à Uccle lors d'une cérémonie en hommage aux otages..	103
(3)	La poursuite des frappes sur Gaza et le Hezbollah libanais accompagne le premier anniversaire du "7 Octobre"	104
(4)	Édito — Un engrenage meurtrier en plein emballement	106

4.	La Libre — 8/10/2024.....	107
a.	UNE : Néant.....	107
b.	INTÉRIEUR.....	107
(1)	L'armée libanaise n'est pas en mesure de défendre le pays contre Israël	107
(2)	Premiers Belges rapatriés du Liban.....	110
(3)	À Gaza, "toutes les structures de santé ont été prises pour cible de manière spécifique" par Israël	
	111	
C.	LA DH	113
1.	La DH— 5/10/2024	113
	Néant.....	113
2.	La DH — 7/10/2024	113
a.	UNE	113
(1)	7 octobre, un an après. Les témoignages glaçants des victimes — pages 2 et 3	113
b.	INTÉRIEUR.....	114
(1)	L'édition de fabrice melchior - Le monde doit à nouveau danser	114
(2)	Témoignages - Il y a un an, la folie du Hamas s'abattait sur Israël	115
(3)	Analyse - "Il y a un climat hostile aux juifs de Belgique"	118
3.	La DH — 8/10/2024	120
a.	UNE : Néant	120
b.	INTÉRIEUR : Néant	120
D.	L'AVENIR	121
1.	L'Avenir — 4/10/2024	121
a.	UNE : Néant	121
b.	INTÉRIEUR.....	121
(1)	Liban — Deux journalistes belges ont frôlé la mort	121
(2)	Israël/Liban - Israël annonce avoir frappé le QG du renseignement du Hezbollah	123
2.	L'Avenir — 5/10/2024	124
a.	UNE : Néant	124
b.	INTÉRIEUR.....	124
(1)	Moyen-Orient — L'avion rapatriant des Belges depuis le Liban a atterri à Eindhoven	124
(2)	Attaque du 7 octobre - Netanyahu, l'unique gagnant du conflit?	126
(3)	"Je pense que le Hamas a sous-estimé les conséquences de l'attaque"	128
(4)	Le traumatisme absolu et une punition implacable	129
3.	L'Avenir — 7/10/2024	131
a.	UNE : Néant	131
b.	INTÉRIEUR.....	131

(1)	Israël— En état d'alerte, Israël prépare une riposte contre l'Iran	131
(2)	Pour des médecins de guerre au Liban, un terrible air de déjà-vu	133
(3)	90 Belges ont quitté le Liban	134
(4)	Édito. Un an après, l'embrasement total.	135
4.	L'Avenir — 8/10/2024	136
a.	UNE : Néant	136
b.	INTÉRIEUR.....	136
(1)	Israël - Son fils a été enlevé par le Hamas: il témoigne à Bruxelles.....	136
(2)	Moyen-Orient.....	138
E.	LA CAPITALE SUDPRESSE	139
1.	La Capitale — 4/10/2024	139
a.	UNE : Néant	139
b.	INTÉRIEUR : Néant	139
2.	La Capitale — 5/10/2024	139
a.	UNE : Néant	139
b.	INTÉRIEUR.....	139
(1)	Sud Liban. Israël aurait frappé plus de 2.000 sites.....	139
3.	La Capitale — 7/10/2024	140
a.	UNE : Néant	140
b.	INTÉRIEUR.....	140
(1)	Commémorations du 7 octobre - Gaza: le terrifiant bilan humain d'une année de guerre	140
(2)	Macron choque Netanyahu.....	142
(3)	L'édito du jour - Le pire danger pour Israël, c'est Netanyahu.....	143
4.	La Capitale — 8/10/2024	144
a.	UNE	144
(1)	Bruxelles P6 — Le fils d'Alon détenu par le Hamas !.....	144
b.	INTÉRIEUR.....	145
(1)	Bruxelles - Alon Nimrodi se bat pour la libération de son fils retenu en otage à Gaza	145
(2)	Antisémitisme à Bruxelles - « Les enfants vivent discrètement pour être plus tranquilles »	147
F.	RAPPORT LE ICAL SOMMAIRE.....	1

A. LE SOIR

1. Le Soir — 4/10/2024

a. UNE

- (a) Espace occupé par le 7 octobre et ses conséquences : 2 %
(b) Images du 7 octobre : 0%



(1) *La grande déprime des Juifs de Belgique, un an après le 7 octobre.*

- (a) Type : Annonce
(b) Axe : Conséquences
(c) Longueur : 69 signes
(d) Auteur : (SA)
(e) Tonalité critique : signes = 0
(f) Description : du 7/10 : 24 signes (35%)
(g) Angle critique : non
(h) Illustrations : 1(voir ci-dessus)

b. INTÉRIEUR

- (a) Estimation du nombre de signes par page (sur base du nombre de signes des pages 4 et 5 du Soir du 5/10) : $13761/2 = 6880$
- (b) Nombre total de pages info : 17
- (c) Publicités : $4 \times \frac{1}{2}$ page = 2 p.
- (d) Estimations de signes nets info hors publicité : $15 \times 6880 = 103200$.
- (e) Articles axe 7/10 (en pourcentage de signes/édition) : 12,6%
- (f) Réminiscence (en pourcentage de signes sur l'édition) : 1,7%
- (g) Articles axe conséquences (en pourcentage de signes/édition) : 21,8%
- (h) Pourcentage de tonalité critique: 1%

(1) *Guerre au Proche-Orient — La communauté juive désemparée, un an après le « cataclysme » du 7 octobre*

- (a) P 4 et 5
- (b) Type : reportage
- (c) Axe : 7/10
- (d) Longueur : 12.935 + 104 signes
- (e) Auteur : Pascal Martin
- (f) Tonalité critique : 532 signes soit 4 %
- (g) Réminiscence : 1591 signes (13 %)
- (h) Angle critique : non
- (i) Illustrations : 6 (photos de cinq intervenants.)



Le 7 octobre 2023 a ouvert une période d'incertitude pour de nombreux juifs de Belgique. « Israël n'est plus le refuge. » Ils sont nombreux à confier un sentiment d'abandon. D'autres relativisent le climat ambiant, tout en affirmant que jamais l'onde de choc du conflit israélo palestinien n'a à ce point meurtri les esprits.

Reportage

Pascal Martin

De la peur et de la colère. Du désespoir. Mais aussi de la tempérance : un appel à prendre du recul et à faire preuve de résilience, comme s'il s'agissait d'un mauvais moment à passer. « Parce qu'il n'y a aucune raison qu'après des siècles de coexistence pacifique, Juifs et Arabes ne finissent par trouver une solution pour vivre en paix », insiste le grand rabbin Albert Guigui.

Mais à la veille du premier anniversaire du « 7 octobre », journée marquée par l'attaque du Hamas contre des villes et des installations israéliennes situées près de Gaza, la communauté juive de Belgique parle surtout de souffrance. Sa souffrance. Elle pointe la pression qu'exerce sur elle une partie de la société belge. Une pression morale, mais aussi physique, qui est parfois allée jusqu'à la violence.

Les chiffres sont là. Ils traduisent une augmentation du nombre d'actes antisémites. Du jamais vu depuis qu'ils sont recensés, même si « les choses se calment », constate Unia, le centre de lutte contre la discrimination et pour l'égalité des chances (lire ci-contre). « On s'est habitué à ce que l'antisémitisme augmente chez nous chaque fois que la guerre reprend au Proche-Orient », constate Philippe Markiewicz, le président du Consistoire, l'organe qui représente le culte juif auprès de l'Etat belge. « Son onde de choc atteint les communautés juives et arabo-musulmanes à l'étranger, menaçant leur vivre-ensemble. Mais cette fois, le conflit dure depuis un an et pourrait encore continuer un certain temps. Cette longueur conjuguée à la violence explique en partie le poids du pessimisme ambiant. »

Cette fois, il n'est plus question de secousse ou de déflagration, mais d'un « cataclysme », d'un « tremblement de terre » qui annoncerait des années sombres pour les Juifs de Belgique. Les massacres du 7 octobre sont qualifiés de « retour vers la Shoah », voire de « petite Shoah » par plusieurs de nos interlocuteurs. « C'est la première fois », poursuit Philippe Markiewicz, « qu'autant de Juifs sont tués depuis la Seconde Guerre mondiale et la libération des camps ». « C'est une menace essentielle, fondamentale, qui nous ramène au souvenir du génocide », résume Simone Susskind, sénatrice PS et ex-présidente du Centre communautaire laïc juif (CCLJ). « Avec le 7 octobre, Israël n'apparaît plus comme le refuge. »

« Il n'est pas simple de s'appeler Levy ou Cohen »

La plupart des Juifs qui témoignent dans cet article vivent très mal le fait d'être désignés comme responsables d'un conflit auquel ils ne peuvent rien. Ils se disent accablés d'insultes sur les réseaux sociaux, au point de devoir changer d'identifiant pour échapper aux menaces. « Il n'est pas simple de s'appeler Levy ou Cohen par les temps qui courent... », nous dit-on. A l'ULB, l'Union des étudiants juifs de Belgique égrène les intimidations dont elle est la cible : « Un de nos membres a retrouvé une pancarte barrée de Zionism is white supremacist devant sa porte, par exemple. » « Il faudrait me payer pour sortir avec une kippa en ville », nous dit un chef de communauté. André Gantman, un conseiller communal anversois proche de Bart De Wever, décrit ainsi un état d'esprit souvent exprimé : « Ceux qui croient que l'antisémitisme est mort avec Hitler dans son bunker se trompent. »

Le 7 octobre a révélé une « fragilité ». La sénatrice MR Viviane Teitelbaum évoque « un trauma doublé d'un sentiment de double peine ». « Ce qui s'est passé ce jour-là m'a ramenée face à une réalité que je pensais appartenir définitivement au passé. Celle des pogroms, de la Shoah. Nous pensions qu'elle faisait à jamais partie des récits de nos grands-parents et parents, et qu'elle s'était arrêtée là. Mais une personne que je connais est pourtant morte brûlée vive le 7 octobre dans un kibbutz. » Quant à la double peine, elle s'exprime selon la libérale bruxelloise par une « vague d'antisémitisme très forte », ainsi que par « un sentiment de solitude et d'abandon ».

Cet antisémitisme, nous dit-on en plusieurs endroits, a changé de nature depuis l'invasion israélienne de Gaza, responsable à ce jour de quelque 41.000 morts palestiniens. Il ne s'agit plus seulement du « vieil antisémitisme chrétien », mais d'une haine qui prend prétexte de la critique d'Israël et du sionisme pour viser tous les Juifs de la planète. Le constat n'est pas nouveau. Mais il s'exprimerait désormais de manière décomplexée en surfant sur la réprobation qu'engendre dans une partie de la population belge le « massacre de Gaza ».

Sentiment d'abandon

L'empathie dont a joui la communauté juive après les horreurs perpétrées par le Hamas le 7 octobre n'aurait duré que quelques jours, avant de se retourner contre elle en réprobation. « En détestation ». La volte-face d'une partie de l'opinion exacerberait le sentiment d'abandon ambiant. « La communauté est désormais seule à pleurer les morts du 7 octobre et à espérer la libération des otages israéliens », dénonce Joël Rubinfeld, le fondateur de la Ligue contre l'antisémitisme, ex-vice-président du Parti populaire de Mischaël Modrikamen. A l'entendre, la population belge se laisserait influencer par une presse acquise au Hamas. Les Juifs souffriraient de l'absence d'empathie et de réactions favorables venues de gauche.

Mais pas seulement. Alexander De Croo – « qui n'est pourtant pas le pire » – emporte auprès de Joël Rubinfeld une mention spéciale pour avoir été félicité par le Hamas. Le mouvement palestinien avait « apprécié les positions claires et audacieuses » que le chef du gouvernement belge et son homologue espagnol Pedro Sanchez avaient exprimées au poste-frontière de Rafah, qui relie l'Egypte à Gaza. C'était en novembre 2023. En réalité, De Croo avait plaidé pour le droit d'Israël à défendre ses citoyens et dénoncé l'horreur « barbare » du Hamas tout en demandant la libération immédiate de « tous les otages innocents ». « Le Hamas doit mettre fin à ce cycle de violence qu'il a déclenché le 7 octobre. L'opération militaire qu'Israël mène pour stopper les attaques terroristes doit respecter le droit international humanitaire », avait déclaré le Belge.

« Ce qui mine le moral des gens », renchérit Jacques Gurnicky, le président de la communauté juive de Charleroi, « c'est la pression qu'il nous faut supporter, c'est le sentiment que la Belgique nous trahit. Les Juifs sont ici depuis un siècle. Ils se comportent en bons citoyens. Mais la Belgique ne fait rien. » Jacques Gurnicky pointe l'enquête policière sur la profanation de quelque 85 tombes juives au cimetière de Marcinelle, il y a presque un an. Des étoiles de David avaient été arrachées. Les coupables n'ont jamais été identifiés. « Il n'a fallu qu'une heure pour que l'information fasse le tour de la planète », se souvient-il. « Des Israéliens en ont conçu l'idée que nous sommes en danger en Belgique. C'est un comble. J'ai reçu des messages de soutien du monde entier. Ici, en revanche, personne n'a bougé. »

Ce sentiment d'abandon est exposé depuis plusieurs mois par le Comité de coordination des organisations juives de Belgique (CCOJB) et le Forum der joodse organisaties (FJO), les coupoles des associations juives de Belgique. « C'était le thème d'une lettre ouverte au Premier ministre De Croo envoyée il y a plusieurs mois, soit au plus haut niveau », rappelle Yves Oschinsky, le président du CCOJB. Mais nous ne recevons pas de signaux pour l'instant. » Pourquoi ? « Nous avons eu la malchance de tomber dans une année électorale durant laquelle plusieurs partis ont axé leur campagne sur le communautarisme, tirant bénéfice d'un anti sémitisme d'atmosphère... »

Plusieurs de nos interlocuteurs estiment encore que la communauté juive de Belgique est victime de sa taille modeste (40.000 personnes « recensées »). Elle pèse donc peu dans les urnes. « En France, en revanche, 600.000 Juifs, ça compte », poursuit Jacques Gurnicky. « Et quand les politiques manifestent aux côtés des pro-Palestiniens, ce n'est pas pour soutenir Gaza, mais parce que l'antisémitisme est rassembleur », martèle Joël Rubinfeld. Il cogne : « Le clientélisme communautaire du PS et d'Ecolo risque d'attirer les ultras » et de préparer l'avènement d'un « nouveau totalitarisme » en faisant le nid des « islamistes qui représentent une menace pour 12 millions de Belges. Dans vingt ans, la communauté juive aura disparu de Belgique parce que le politique ne joue plus le rôle de digue, mais parce qu'il accompagne la vague... »

Ces propos sont inaudibles pour Philippe Markiewicz. « La communauté n'est nullement abandonnée à son sort. Mais il faut être extrêmement vigilant sur le plan sécuritaire, et la police fait tout ce qu'elle peut », estime le président du Consistoire. Il précise que le Premier ministre Alexander De Croo sera présent comme d'autres responsables politiques à la cérémonie d'hommage qui se tiendra ce lundi 7 octobre à la Grande Synagogue, rue de la Régence.

A l'Union des progressistes juifs de Belgique (UPJB), Henri Goldman fait la part des choses entre « sentiment d'insécurité et insécurité réelle » quand on évoque l'inflation des actes antisémites. Il préfère parler d'un « antisémitisme d'atmosphère » là où d'autres dénoncent un « antisémitisme d'Etat ». Lui aussi dédouane les autorités belges. « Il n'y a pas d'actes concrets, pas d'attentats (depuis 2014 et l'attaque contre le Musée juif, NDLR). Que voulez-vous que les autorités fassent de plus ? », interroge-t-il. **Henri Goldman convie au passage les Juifs de Belgique à s'intéresser davantage à la manière dont leurs compatriotes réagissent à la situation au Proche-Orient. « Ils devraient mieux comprendre que, pour beaucoup de gens, le 7 octobre ne justifie pas la mort de 40.000 personnes à Gaza. »**

« Ce qu'on appelle un idiot utile »

Comment sortir de l'angoisse ? De la sidération ? Il n'existe pas de panacée pour remédier à ce qu'un interlocuteur nomme « la grande dépression des Juifs de Belgique ». Une piste de solution revient toutefois dans les conversations : la mise en place d'un coordinateur national contre l'antisémitisme qui aurait le pouvoir et le budget nécessaires pour lancer une véritable stratégie de lutte contre ce fléau – prérogatives que n'a pas l'actuel mécanisme de coordination interfédéral de la lutte contre l'antisémitisme. Au CCOJB, Yves Oschinsky place « beaucoup d'espoir » dans le futur gouvernement et dit avoir reçu des signaux positifs des Engagés, du MR et de la N-VA. La perspective de voir Bart De Wever prendre la tête du gouvernement est accueillie avec soulagement par plusieurs interlocuteurs. « De Wever connaît bien la communauté juive », avance le libéral anversois Claude Marinover. « Son arrivée est de bon augure pour la mise sur pied d'un coordinateur pour la lutte contre l'antisémitisme, même si à Anvers le climat s'est apaisé depuis l'hiver dernier. »

A Anvers toujours, le désarroi qui habite une partie de la communauté juive intéresse aussi l'extrême droite, devenue par une pirouette de l'histoire pro-juive et/ou pro-Israël. Un juif orthodoxe figure ainsi en bonne place sur la liste du Vlaams Belang. « Ce qu'on appelle un idiot utile », tacle à la N-VA André Gantman.

Pour tous, la longueur de la guerre en cours, relancée par l'entrée de Tsahal au Liban et par la riposte iranienne, est un fardeau. La plupart de nos interlocuteurs s'accordent à dire que seule la libération des otages permettra de sortir de l'impasse. Et d'apaiser le climat. En Israël, mais aussi en Belgique. « Mais le Hamas n'en veut pas, il veut continuer la guerre... », entend-on. **C'est oublier qu'en Israël, les (nombreux) détracteurs du Premier ministre Binyamin Netanyahu lui reprochent de privilégier sa survie politique à un compromis liant cessez-le-feu et libération des otages.**

A défaut d'alternative politique, Simone Susskind porte ses espoirs sur les sociétés civiles palestiniennes et israéliennes afin de déminer le terrain et de construire l'avenir. « A défaut d'alternatives politiques, elles sont seules à pouvoir aujourd'hui tracer un chemin vers la paix. »

Au quotidien, le grand rabbin Albert Guigui s'emploie à donner « force et courage aux membres de la communauté dans la difficulté ». « Il y a tout au Proche-Orient pour vivre bien », se désole-t-il. « Il n'y a pas de raison que les Arabes et les Juifs ne puissent faire ce que les Européens ont réussi à faire après-guerre. » Albert Guigui espère que la montée de l'antisémitisme constatée ces derniers mois n'est due qu'au conflit,

« qu'il ne s'agit pas d'une vague de fond, qu'on ne reviendra pas aux années 30 ». « A l'époque, il s'agissait d'un antisémitisme d'Etat. Aujourd'hui, l'Etat protège les Juifs... »

Pascal Martin

(2) *Discrimination L'antisémitisme en augmentation, mais dans une moindre mesure*

- (a) p. 4 et 5
- (b) Type : article
- (c) Axe : conséquences
- (d) Longueur : 3413 + 80 signes
- (e) Auteur : Pascal Martin
- (f) Tonalité critique : 0
- (g) Réminiscence : 0
- (h) Angle critique : non
- (i) Illustrations : 1 (photo de l'intervenant).

P.Ma.

Dans son dernier rapport paru en janvier dernier, Unia, l'ex-Centre pour l'égalité des chances, relevait que dans les dossiers d'antisémitisme traités ces cinq dernières années, le nombre de messages de haine (85 %), en ce compris le négationnisme (20 %) et des délits de haine (10 %), était en forte hausse. Il s'agissait, ajoutait Unia, d'une particularité par rapport à l'ensemble des dossiers traités pour lesquels, d'année en année, entre « 65 et 70 % portent sur des cas de discrimination ».

Ce rapport examinait également l'impact du conflit entre Israël et le Hamas sur le nombre de signalements reçus. En deux mois, entre le 7 octobre 2023 et le 7 décembre 2023, 91 signalements avaient été enregistrés, dont 66 faisant explicitement référence à l'ascendance juive. A titre de comparaison, en 2022, le centre avait reçu en moyenne entre quatre et cinq signalements par mois.

Dégradations et violences

Depuis, « on assiste toujours à une augmentation, mais dans une moindre mesure », détaille Patrick Charlier, le directeur d'Unia. « Cela s'est globalement calmé. Beaucoup d'allégations antisémites sont rapportées, mais elles ne le sont pas toutes en réalité. Certains poussent dans ce sens lorsqu'ils ont affaire à des condamnations d'Israël, alors que l'on n'est pas dans le registre de l'antisémitisme. »

Le dernier cas « sérieux » concerne la chronique de l'écrivain flamand Herman Brusselmans parue cet été dans le magazine *Humo*. Unia a officiellement déposé plainte contre Herman Brusselmans au motif qu'il a violé l'article 20 de la loi contre le racisme et qu'il a incité à la haine et la violence envers les personnes d'origine juive.

L'antisémitisme s'exprime également par des dégradations et/ou des violences « mais il y en a moins pour l'instant ». Patrick Charlier pointe surtout une « atmosphère hostile aux Juifs qui amène ceux-ci à devoir se justifier par rapport à ce qui se passe à Gaza ». Ce phénomène n'est pas sans rappeler le climat qui régnait autour des musulmans au lendemain des attentats. « Il y a une difficulté à vivre aujourd'hui pour un Juif en Belgique, pour cette raison. »

« L'antisémitisme se manifeste essentiellement sur les réseaux, mais aussi par les tags. Or ils ne sont pas tous répertoriés par Unia », affirme pour sa part le président du CCOJB, Yves Oschinsky. La stèle érigée au bois de la Cambre en hommage aux résistants qui ont mis à l'arrêt le vingtième convoi emmenant des déportés juifs vers Auschwitz le 19 avril 1943 a été taguée. Le monument dédié aux justes au Mont des Arts a été couvert de graffitis. « Paradoxalement », commente Yves Oschinsky, « car les justes sont des Belges qui ont sauvé des Juifs de la persécution nazie. C'est donc la Belgique qui est attaquée en réalité. Des tags

ont été également relevés sur les murs du palais de justice. Ixelles, Uccle et Bruxelles-Ville ont été les plus touchées, leurs bourgmestres respectifs faisant preuve d'une écoute remarquable. »

En mai dernier, l’Institut Jonathas a diffusé un sondage commandé à Ipsos. Il en ressortait que la société belge reste très marquée par des préjugés antisémites. Bruxelles est la plus touchée, selon cette enquête d’opinion, près d’un Bruxellois sur quatre exprimant de l’antipathie pour les Juifs (22 %). Cette aversion se nourrit de préjugés antisémites bien enracinés, tels que « les Juifs contrôlent les médias et les institutions politiques », avançait Jonathas.

(3) Guerre au Proche-Orient - Dans le camp de Chatila, au Liban, les Palestiniens soutiennent la résistance

- (a) P. 6
- (b) Type : article
- (c) Axe : conséquences
- (d) Longueur : 5361 + 107 signes
- (e) Auteur : Chloé Domat et Inès Gil
- (f) Tonalité critique: 153 signes (3%)
- (g) Réminiscence : 0 %
- (h) Angle critique : oui
- (i) Illustrations : 1.



Entre la peur des bombes et la quête du retour en Palestine historique, les réfugiés palestiniens au Liban soutiennent toujours la lutte contre Israël.

Reportage

Chloé Domat Inès Gil

Correspondantes à Beyrouth

Dans le camp de Chatila, les habitants vivent au rythme de la guerre qui déchire Gaza depuis près d'un an. Des drapeaux de la Palestine dessinent les ruelles étroites aux côtés des affiches d'Abou Obeida, le porte-parole des brigades Al Qassam, la branche armée du Hamas, et son célèbre keffieh rouge.

Chez lui, non loin du club sportif pour les jeunes du camp qu'il a fondé, Majdi Majzoub, 53 ans, ne quitte plus des yeux la télévision qui diffuse en continu l'actualité de la guerre. « [Les Israéliens tentent de reproduire au Liban ce qu'ils ont fait à Gaza](#) », déplore-t-il. Pour ce Palestinien dont la famille s'est réfugiée au Liban durant la Nakba, l'exode de 1948, la lutte armée contre Israël est légitime, « quel que soit le groupe qui la porte », assure-t-il. « Quiconque soutient ma cause et m'aide à retourner dans ma patrie a mon soutien. 70 ans de vie en exil, privés de notre liberté et de notre dignité, cela doit cesser. »

La lutte contre Israël continue

Situé au sud de la capitale libanaise, Chatila est un des premiers camps palestiniens établis au Liban après la création de l'État d'Israël en 1948, et un des secteurs les plus pauvres de Beyrouth. Sur les parois, des clés géantes sont dessinées, elles symbolisent les maisons que les Palestiniens espèrent récupérer à leur retour en Palestine historique.

Dans la pharmacie où elle travaille comme assistante, Jénine, 22 ans, dit soutenir la « résistance ». Pour elle, le Hezbollah incarne la seule force d'opposition à Israël. « Personne ne nous a soutenus, pas même les pays arabes, à l'exception du Hezbollah, que je soutiens à 100 %. » Un avis partagé par Ali, 48 ans. Ce Palestinien, habitant de Chatila, se « réjouit des victoires remportées par le Hezbollah sur le front ». Deux jours après le début de l'invasion terrestre du Liban, l'armée israélienne a essuyé ses premiers revers face au groupe chiite. Repoussée par le Hezbollah dans plusieurs villages libanais à la frontière, huit de ses soldats ont été tués ce mercredi.

Le soutien palestinien au Hezbollah est symbolisé par l'alliance entre le groupe chiite et le Hamas, qui est de plus en plus populaire à Chatila. D'autres groupes palestiniens, comme le Front populaire de la libération de la Palestine (FPLP), appuient le Hezbollah dans les combats armés contre Israël. Ce lundi, trois membres du FPLP ont été tués dans un bombardement à Cola, un quartier du centre de Beyrouth. Quelques jours plus tôt, le camp palestinien d'Ein el-Helweh, où est implanté le Hamas, a été visé par l'aviation d'Israël. Mais à Chatila, la question de la lutte armée est épiqueuse.

Les Palestiniens, qui souffrent d'une marginalisation en raison des lois libanaises discriminatoires et cherchent à revenir sur leurs terres dont ils ont été chassés par les Israéliens, soutiennent traditionnellement les forces armées d'opposition à Israël. Mais depuis la fin de la guerre civile en 1990, la sécurité du camp est assurée par une force locale structurée, qui coordonne les questions sécuritaires avec les autorités libanaises. Les groupes palestiniens implantés dans le camp, « ne sont pas engagés dans la lutte armée », affirme Mohammad, devant les bureaux du FDLP, dont il est membre. « Mais on a peur, les enfants ne peuvent plus dormir. Après les frappes sur Cola et Ein el-Helweh, certains pensent qu'on sera les prochains à Chatila. »

Crainte des bombes israéliennes

Le camp de Chatila est épargné par les bombes, « jusqu'à maintenant », prévient Ahmad, qui tient un stand de café en bordure du souk. « Les sionistes (Israéliens, NDLR) ont tout détruit dans les quartiers voisins », affirme-t-il.

Non loin du camp, **les frappes israéliennes ont rasé des quartiers de la banlieue sud de Beyrouth**. Chaque nuit, le son mortifère des bombes résonne jusqu'à Chatila. Udai, 32 ans, dit craindre « les jets israéliens ». Ce Palestinien né au Liban entend les bombardements sur Dahieh presque toutes les nuits. « Nous sommes proches des quartiers visés, c'est effrayant. » Certains habitants de Chatila ont même fui le camp, affirme Udai, par peur des frappes israéliennes. « Ils partent la nuit dormir chez des proches ou sur la plage, et reviennent ici la journée pour travailler. Les Israéliens disent qu'ils préviennent avant de lancer des bombes, mais c'est faux. Alors, certains ont pris les devants... »

A la sortie du camp, une pancarte immense surplombe un terrain vague tapissé de terre rouge, avec l'inscription : « Massacre de Sabra et Chatila. » En 1982, dans un Liban déchiré par la guerre civile suite à l'assassinat du Président libanais Bachir Gemmayel, une milice chrétienne investit le camp avec l'aide de l'armée israélienne, qui occupait alors Beyrouth. Les miliciens commettent une des plus importantes tueries de la guerre libanaise. Le nombre de victimes n'a jamais pu être déterminé, mais oscille entre 1.500

et 5.000. Pour Zohour, réfugiée palestinienne de 55 ans qui vit non loin du mémorial, « un nouveau massacre est possible ». La mémoire de ce crime impuni est encore vive. Zohour craint le retour des soldats israéliens à Beyrouth : « Ils ont envahi le Sud-Liban. Peut-être qu'ils viendront jusqu'ici pour nous tuer. »

(4) Décodage « Les réfugiés rentrent en Syrie parce qu'ils n'ont pas d'autres options »

- (a) P. 6
- (b) Type : article
- (c) Axe : conséquences
- (d) Longueur : 6109 + 87 signes
- (e) Auteur : Véronique Kiesel
- (f) Tonalité critique : 0
- (g) Réminiscence : 0 %
- (h) Angle critique : oui.
- (i) Illustrations : 0

Véronique Kiesel

Depuis le début des frappes israéliennes sur le Liban la semaine dernière, près de 240.000 personnes ont franchi la frontière syrienne, ont indiqué mercredi les autorités libanaises. Il s'agit en grande majorité de Syriens (176.080) réfugiés au Liban. Mais 63.373 citoyens libanais ont aussi fui de ce côté-là, les autres voies d'évacuation étant coupées.

Le haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés (HCR), Filippo Grandi, a publié sur X des photos de foules entassées à un poste frontière syro-libanais, indiquant que les équipes du HCR étaient présentes à quatre points de passage côté syrien pour aider les nouveaux arrivants, aux côtés des autorités syriennes et du Croissant-Rouge syrien.

Au total, après le déclenchement de la guerre civile en Syrie, ce sont près de 1,5 million de personnes qui avaient trouvé refuge au Liban, ce qui est énorme pour un pays comptant 5 millions d'habitants. La Syrie serait-elle désormais plus sûre que le Liban ? « Les Syriens qui étaient réfugiés au Liban sont dans une situation extrêmement difficile », analyse Hiba Zayadin, chercheuse sur le Moyen-Orient pour Human Rights Watch. « Ils fuient les incessants bombardements israéliens et leur situation est d'autant plus compliquée que, au Liban, dans certains cas, on leur interdit l'accès aux abris. Cela s'inscrit dans une longue histoire de harcèlement, de xénophobie. Ceux qui rentrent en Syrie le font parce qu'ils n'ont littéralement aucune autre option. »

Car avec l'aggravation de la crise économique qui ravage le Liban depuis 2019, un sentiment d'hostilité envers ces Syriens a commencé à se répandre au pays du cèdre. Leurs titres de séjour n'ayant pas été renouvelés, nombreux sont ceux qui ne peuvent plus travailler ni aller à l'école. L'an dernier, 14.000 Syriens ont d'ailleurs été déportés par l'armée libanaise en Syrie.

Un retour à hauts risques

« Nous avons documenté depuis longtemps les risques que les Syriens encourrent en rentrant en Syrie », reprend Hiba Zayadin. « C'est pourquoi, avec d'autres organisations de défense des droits humains et le HCR, nous répétons que la Syrie n'est ni sûre ni appropriée pour des retours massifs. Ceux qui reviennent en Syrie se retrouvent le plus souvent en situation de personnes déplacées, la plupart près des postes-frontières. Certains ont réussi à trouver refuge chez des proches restés au pays, mais la plupart n'ont pas de maison où retourner, leur logement ayant été détruit ou occupé par d'autres. Si la situation se calme au Liban, nombreux sont ceux qui y retourneront. »

Selon l'ONU, en Syrie, près de 17 millions de personnes, soit plus de 70 % de la population, avaient en effet besoin d'aide humanitaire et de protection, selon des estimations dressées cet été. Mais surtout, treize ans après le déclenchement des protestations citoyennes réclamant la démocratisation de la Syrie, réprimées dans le sang par le régime de Bachar al-Assad, la répression de toute opposition se poursuit.

« Les risques d'arrestations arbitraires, de détentions ou de torture continuent d'être documentés en Syrie, y compris pour les personnes qui reviennent au pays », détaille la chercheuse de Human Rights Watch. « Il y a eu plusieurs cas cette année de Syriens déportés depuis la Turquie et le Liban qui ont été détenus, torturés, et dans certains cas assassinés. Il y a aussi eu des disparitions forcées. Pas grand-chose n'a changé en Syrie de ce côté-là. Les hommes qui rentrent redoutent d'être envoyés au service militaire ou de figurer sur l'une des listes de personnes recherchées en Syrie. Et la corruption, les extorsions, la violence aux points de contrôle, ces pratiques illégales ont infiltré le pays tout entier. »

« Je le jure, si la Syrie était sûre, je serais la première à y rentrer. Sûr, ça veut dire un pays qui ne soit plus contrôlé par le régime actuel, qui est pour nous l'antithèse de la sécurité. Si c'était le cas, il ne faudrait même pas que notre retour soit organisé : on s'y précipiterait ! Si j'avais 1 % d'espoir que mon mari et moi allions être en sécurité là-bas, on ne resterait plus au Liban dans des conditions aussi difficiles », expliquait il y a quelques mois une exilée syrienne à Amnesty International.

Une amnistie de façade

La semaine dernière, le président syrien Bachar al-Assad avait pourtant décrété une amnistie pour les crimes commis avant ce 22 septembre. « Il a déjà annoncé des amnisties de ce type », décode Hiba Zayadin. « Aucune n'a permis de diminuer le très grand nombre de prisonniers. La précédente concernait la désertion militaire, sans inclure les crimes liés au terrorisme, motifs de nombreuses détentions. Il y a certes eu une autre amnistie qui les incluait : les gens espéraient que leurs proches seraient libérés, cela ne s'est pas produit. Par ces annonces, le gouvernement veut donner l'impression qu'il entreprend des réformes, mais ce ne sont que des gestes superficiels. Les Syriens ne s'y fient pas. Et nous suivons de près la façon dont le régime de Damas pourrait exploiter ces retours pour obtenir une normalisation diplomatique. »

Un pays toujours en guerre

D'autant plus que, même si la Syrie ne faisait plus la une, ce pays est toujours en guerre. « Six armées étrangères sont restées actives en Syrie, et les dynamiques meurtrières profondément enracinées déclenchent à nouveau des vagues d'hostilité », a expliqué le 10 septembre le président de la Commission d'enquête de l'ONU sur la Syrie, Paulo Pinheiro.

« Certes, les lignes de front sont figées, mais il y a encore un état de guerre sérieux », confirme la chercheuse de Human Rights Watch. « Avec toujours des frappes aériennes du gouvernement syrien et des forces russes dans le nord-ouest. La Turquie occupe toujours deux bandes de terre dans le nord et bombarde la zone contrôlée par les Kurdes dans le nord-est. L'Etat islamique (Daesh) a repris certaines activités près de la frontière irakienne. Et, si pendant un certain temps, les hostilités actives ont diminué, elles se sont intensifiées ces deux dernières années. On ne peut donc vraiment pas affirmer que la Syrie est sûre. »

Véronique Kiesel

(5) *Riposte. L'armée libanaise répond pour la première fois aux tirs israéliens*

- (a) P. 7
- (b) Type : article
- (c) Axe : conséquences
- (d) Longueur : 5618 + 79 signes
- (e) Auteur : Philippe De Boeck
- (f) Tonalité critique: 0
- (g) Réminiscence : 0
- (h) Angle critique : non
- (i) Illustrations : 0

PHILIPPE DE BOECK

Alors que la confrontation entre Israël et le Hezbollah fait rage au Liban, on peut se demander à quoi sert actuellement l'armée libanaise, prise entre deux feux. Jeudi, on a appris que l'armée libanaise avait riposté pour la première fois depuis un an à des tirs israéliens, après la mort d'un deuxième de ses soldats dans le sud. « Un soldat a été tué après que l'ennemi israélien a visé un poste militaire dans la région de Bint Jbeil dans le sud, et le personnel militaire a répondu aux tirs », a indiqué l'armée dans un communiqué.

Le rôle et la place de l'armée régulière dans le conflit sont beaucoup plus complexes qu'on le pense, parce que le Liban n'est pas un pays comme les autres, et son armée non plus. Le régime politique du pays est un équilibre délicat entre les représentants des différentes communautés religieuses. C'est le cas aussi pour l'armée qui est subordonnée aux institutions politiques, dont les membres sont divisés sur la crise en cours.

Ses spécificités

Plusieurs spécificités distinguent l'armée libanaise des autres armées de la région. La première est liée à sa composition multiconfessionnelle et à l'attention accordée aux équilibres confessionnels en son sein (maronites, druzes, sunnites et chiites). Cette particularité est fixée dans la Constitution. Le commandant en chef de l'armée est d'office maronite et le chef d'état-major d'office druze. Le conseil militaire compte, en plus des deux plus haut gradés, quatre généraux représentant les quatre communautés les plus importantes. Au niveau du corps des officiers, la règle est de 50/50 entre chrétiens et musulmans.

La deuxième spécificité est liée à ses trois composantes : armée de terre, marine et force aérienne (mais sans avions de chasse modernes). Elle ne possède d'ailleurs pas de défense antiaérienne. Par conséquent, les 362 F-15, F-16 et autres F-35 de la force aérienne et spatiale israélienne peuvent voler et bombarder en toute tranquillité au-dessus du territoire libanais.

Malgré ses 65.000 hommes (moins que les 100.000 combattants annoncés du Hezbollah), son armement est classique et insuffisant. Ses principaux équipements sont des chars soviétiques de type T54/55 datant du milieu du siècle dernier et M48/60 américains à peine plus modernes. Elle dispose également de véhicules blindés de transport de troupes de type VAB français et M113 américain.

Les Etats-Unis ont toujours refusé d'équiper l'armée libanaise par peur qu'elle ne devienne un danger pour la sécurité d'Israël. Du côté de l'Union européenne, la Facilité européenne de soutien à la paix fournit des fonds à l'armée libanaise pour qu'elle puisse jouer son rôle dans l'application de la résolution 1701, qui visait à mettre un terme à la guerre de 2006 entre le Hezbollah et Israël.

La troisième particularité de l'armée libanaise est justement liée à l'application de la résolution 1701 du Conseil de sécurité de l'ONU et à la stabilité du pays. Le Sud-Liban et la vallée de la Bekaa sont officiellement sous la protection juridique de cette résolution.

Le texte donne un rôle actif à l'armée nationale et demande au gouvernement libanais et à la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul, 10.000 militaires de 50 pays différents) de « déployer leurs forces ensemble » dans le sud du pays afin de s'assurer qu'« aucune arme n'entre sans le consentement du gouvernement libanais ».

Selon cette même résolution, le Hezbollah aurait dû retirer ses groupes armés du Sud-Liban à partir de l'an 2000, et en particulier ses systèmes de missiles capables de viser Israël, mais il n'a pas respecté ses engagements. Avec son offensive contre Israël en soutien au Hamas, le Hezbollah a violé cette résolution de manière flagrante, lançant quotidiennement des missiles depuis cette zone.

Khalil Hélou, général à la retraite de l'armée libanaise et professeur de géopolitique à l'Université Saint-Joseph de Beyrouth, expliquait récemment sur Euronews que le rôle de l'armée libanaise ne se limite pas à défendre les frontières du pays. « Il ne s'agit pas d'une armée classique comme les armées occidentales », explique-t-il. « L'armée libanaise est soumise aux instructions du gouvernement du pays. »

« En cas d'attaque terrestre, les unités déployées dans le sud devront se défendre et défendre le territoire libanais avec les moyens dont elles disposent », poursuit Khalil Hélou. « Mais, fondamentalement, la mission des brigades déployées dans le sud est de collaborer avec la Finul et non de recourir à la violence. Ce n'est donc pas une force de frappe qui va s'opposer à Israël. L'équilibre des forces n'est pas du tout en notre faveur », ajoutait Khalil Hélou.

Une relation complexe avec le Hezbollah

Lorsque le Hezbollah décide de cibler Israël après le 7 octobre 2023, les autres forces politiques libanaises et l'armée sont complètement paralysées. D'autant plus que le Liban est toujours en pleine crise politique, sans gouvernement depuis les élections de 2022, et sans chef d'Etat. « Un affrontement de l'armée avec le Hezbollah résulterait immédiatement en une guerre civile. Le commandement militaire sait que la priorité absolue est la stabilité interne plutôt qu'une guerre qui pourrait s'éterniser entre l'armée et le Hezbollah », ajoute le général Hélou.

A la suite des frappes israéliennes sur les fiefs du Hezbollah et au risque d'offensive terrestre de Tsahal, l'armée libanaise a annoncé lundi avoir repositionné ses troupes dans la zone frontalière. « L'armée repositionne et regroupe ses forces à la frontière sud », a indiqué à l'AFP un responsable militaire libanais sous couvert d'anonymat.

Philippe de Boeck

(6) Guerre au Liban - Deux journalistes belges blessés dans une frappe israélienne

- (a) P. 7
- (b) Type : article
- (c) Axe : conséquences
- (d) Longueur : 1483 + 82 signes
- (e) Auteur : AFP, Belga
- (f) Tonalité critique : Fausse information dans le titre (estimé à 25%)
- (g) Réminiscence : 0 %
- (h) Angle critique : oui (du fait du titre)
- (i) Illustration : 0

Deux journalistes de la chaîne de télévision belge VTM ont été agressés et blessés dans la nuit de mercredi à jeudi à Beyrouth alors qu'ils couvraient une frappe aérienne dans le centre-ville. Le reporter de guerre Robin Ramaekers souffre de « fractures au visage » et le caméraman Stijn De Smet est blessé à une jambe. Ils ont tous deux été hospitalisés.

Les deux journalistes ont été agressés par un groupe d'hommes alors qu'ils venaient d'arriver sur les lieux d'une frappe aérienne israélienne ayant fait sept morts en plein centre de Beyrouth. « Alors que Robin interrogeait des témoins et que Stijn filmait, un groupe d'une vingtaine d'hommes les a accusés de faire de l'espionnage au profit d'Israël », a expliqué la chaîne flamande VTM. La situation a dégénéré, certains agresseurs étant armés, selon les premiers éléments. Le caméraman a été atteint de « deux balles dans la jambe », tandis que le reporter a été emmené dans une cave où il a été battu et retenu plusieurs heures avant d'être relâché.

Les deux journalistes seront rapatriés dès que possible, a assuré la ministre des Affaires étrangères Hadja Lahbib. Les deux hommes, considérés comme des espions selon la ministre, ont été immédiatement assistés par l'ambassade de Belgique. « Notre ambassade et tous ses employés sont à leur côté », a déclaré la ministre Lahbib. Robin Ramaekers a pu quitter l'hôpital et se trouve dans un hôtel. « Et nous allons les rapatrier dès que leur état le permettra. » AFP et Belga.

2. Le Soir — 5/10/2024

a. UNE

- (a) Espace graphique occupé par le 7 octobre et ses conséquences : 41 % (dont 18 % pour l'édito.)
- (b) Images du 7 octobre : 0%
- (c) Espace descriptif du 7 octobre en texte : 5%
- (d) Angle critique : Oui, dans le contexte (la seule image porte sur Gaza)



(1) *Les Traumatismes du 7 octobre — 11 pages spéciales*

- (a) Type : annonce illustrée
- (b) Axe : conséquences
- (c) Auteur : rédaction
- (d) Texte : 54 signes,
- (e) Tonalité critique : 21 signes (39 %)
- (f) Pourcentage descriptif du 7 octobre : 13 signes (24 %)
- (g) Angle critique : Oui
- (h) Illustrations : 1

(2) Le monde retient son souffle

- (a) Type : éditorial
- (b) Axe : conséquences
- (c) Auteur : Baudouin Loos
- (d) Longueur : 3147 signes
- (e) Tonalité critique : 1033 signes (33 %)
- (f) Pourcentage descriptif du 7 octobre : 193 signes (6 %)
- (g) Angle critique : Oui
- (h) Illustrations : 0

Où va le Moyen-Orient ? Où va le monde ? Un an, presque jour pour jour, après l'atroce attaque terroriste massive du Hamas en Israël et ses quelque 1.200 tués dont deux tiers de civils et 36 enfants, le monde retient son souffle. La succession d'événements a en effet conduit la région au bord de l'abîme.

Israël a voulu se venger. Et annihiler toute menace à l'avenir. Le Hamas a donc été décimé à Gaza, un territoire rendu inhabitable par les destructions systématiques de l'armée israélienne qui a aussi tué des civils sans compter, à l'abri du regard des journalistes étrangers, ces témoins indésirables retenus loin des faits. Il y a eu plus de 40.000 morts mais beaucoup considèrent l'estimation frileuse. Parmi les morts, environ 17.000 enfants. Et ce n'est pas fini.

Après, le bras vengeur d'Israël s'est porté contre les islamistes radicaux du Hezbollah, au Liban, qui avaient tenté, en solidarité avec les Gazaouis, d'ouvrir un front au nord sans sembler vouloir une vraie guerre. De nombreuses frappes et assassinats ciblés s'ensuivirent, dont celui du chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah. L'Iran, ce régime totalitaire parrain du mouvement chiite libanais, vient de lancer des représailles sur Israël, sans doute calibrées pour éviter un conflit régional. Mais, dans sa soif d'éradication de ses ennemis, Israël semble décidé à punir les Iraniens à leur tour. Ceux-ci répliqueront s'ils le peuvent. L'engrenage peut mener la région, le monde peut-être, dans une tourmente dont la possible ampleur fait frémir toute personne sensée.

Il ne faut pourtant pas s'y tromper : tout n'a pas commencé le 7 octobre 2023. Des décennies d'occupation et de colonisation des territoires palestiniens, de répression et d'humiliation du peuple palestinien ont précédé l'attaque ignoble du Hamas il y a un an. Et ceux qui pensent que rien ne justifie le 7-Octobre mais que le 7-Octobre justifie tout ont simplement tort.

En Israël, les espoirs de paix du début des années 1990 paraissent bien loin. Presque plus personne n'y parle de paix depuis longtemps. Et, désormais, l'extrême droite, même minoritaire, dicte sa loi. Ce sont des gens ouvertement racistes qui clament que Dieu leur a donné cette terre. Binyamin Netanyahu, qui prolonge la guerre pour éviter de devoir rendre des comptes sur la faillite sécuritaire du 7-Octobre, ne leur refuse rien. Les otages israéliens encore retenus à Gaza en savent quelque chose : jamais le Premier ministre n'a envisagé un cessez-le-feu sérieux qui eût conduit à leur libération.

L'Occident, dans ce sinistre tableau, joue un rôle lamentable. Les Etats-Unis, seuls, auraient pu empêcher Israël de se fourvoyer dans un massacre dont la justice internationale examine le caractère possiblement génocidaire. Ils n'ont rien fait. Ou, pire, ils fournissent à l'Etat hébreu les bombes dont il a besoin. Quant aux Européens, ils se distinguent par leur lâcheté et par leur incapacité à défendre les valeurs qu'ils disent chérir, s'attirant l'indignation du reste du monde.

Où va le Moyen-Orient ? Où va le monde ? Ils ne se dirigent pas vers la réparation des injustices, c'est la seule et triste certitude.

Baudouin Loos

b. INTÉRIEUR

- (a) Estimation du nombre de signes par page (sur base du nombre de signes des pages 4 et 5) : 6880
- (b) Nombre total de pages info : 22
- (c) Publicités : $3 \times \frac{1}{4}$ page + $1 \times \frac{1}{2}$ page = 1,25 p.
- (d) Estimations de signes nets info hors publicité : $20,75 \times 6880 = 142760$.
- (e) Articles axe 7/10 (en pourcentage de signes/édition) : 12,5%
- (f) Réminiscence (en pourcentage de signes sur l'édition) : 5,4 %
- (g) Articles axe conséquences (en pourcentage de signes/édition) : 48,2 %
- (h) Tonalité critique (en pourcentage de signes sur l'édition) : 11 %

(1) *Guerre au Moyen-Orient - Un an après le 7-Octobre, l'engrenage de la guerre semble inarrêtable*

- (a) P. 2 et 3
- (b) Type : article
- (c) Axe : conséquences
- (d) Longueur : 11.426 + 98 signes
- (e) Auteur : Pauline Hofmann
- (f) Tonalité critique : 1816 signes (16%)
- (g) Réminiscence : 453 signes, (4%)
- (h) Angle critique : non
- (i) Illustrations : 3



Comment en est-on arrivé là ? Pourquoi une guerre ouverte entre Israël et l'Iran, entraînant les Etats-Unis dans un bourbier, est-elle aussi proche un an après les massacres du Hamas en Israël ?

Pauline Hofmann

Un « bordel », un « merdier ». Y'a-t-il encore quelqu'un pour rester poli quand il s'agit de décrire le Moyen-Orient un an après le 7-Octobre ? Les spécialistes de la zone ne sont habituellement pas les plus rustres. Mais aujourd'hui, tout déborde. Comment en est-on arrivé là en 365 jours ? Pourquoi se retrouve-t-on au bord du précipice, à deux doigts d'une guerre totale entre les deux plus grands ennemis de la région, Israël et l'Iran, avec le risque d'y entraîner les Etats-Unis ?

Le Moyen-Orient a connu son lot de guerres et de catastrophes. Mais d'une telle ampleur, rarement. Ils sont nombreux, comme la vice-présidente de l'Institut de recherche et d'études Méditerranée Moyen-Orient, à avoir l'impression de revivre les conséquences du 11-Septembre. En pire. « La guerre de 2003 en Irak était une immense déflagration. Mais pas au niveau d'aujourd'hui », décrit Agnès Levallois. « Ça n'a pas été une grande réussite pour la stabilisation de la région. Ça a conduit à l'émergence de Daesh. » « Nous sommes dans le pire moment de l'existence d'Israël », décrit Avraham Burg. L'ancien président de la Knesset, homme de gauche, n'en peut plus de se désoler. A Ramallah, l'homme politique palestinien et opposant au Fatah, Mustafa Barghouti, dresse le même constat : « Non, je n'ai jamais vu une situation aussi dramatique. »

L'engrenage

Alors, faisons la liste des mauvaises nouvelles : il y aurait encore 64 otages israéliens vivant depuis un an aux mains des groupes armés de la bande de Gaza ; dans une guerre qui n'est pas près de s'arrêter, près de 42.000 Palestiniens ont été tués dans l'enclave, un bilan historique dans la sanglante histoire du conflit israélo-palestinien ; les violences contre les Palestiniens en Cisjordanie occupée s'aggravent ; le Liban expérimente à nouveau les bombes qui l'ont tant traumatisé. Et puis le Hamas, contrairement aux objectifs du gouvernement de Binyamin Netanyahu, n'a pas été détruit et l'Iran a lancé des centaines de missiles vers les installations militaires israéliennes. Désormais, tout le monde attend le prochain chapitre de cette interminable séquence. Dans la région, aujourd'hui, la seule loi qui vaille semble être celle du talion.

L'engrenage a démarré le 7 octobre 2023, quand le Hamas a pris de court le monde entier, y compris visiblement parmi ses plus proches soutiens. Des milliers de militants ont franchi la barrière avec Israël, semant la mort et le sang. Le massacre de près de 1.200 Israéliens a surpris, y compris la toute-puissante armée et les renseignements israéliens. Nul doute que la réponse de l'appareil sécuritaire allait être à la hauteur du choc et du traumatisme. Dans les mois qui suivaient, c'est donc une des pires guerres du XXI^e siècle qui allait s'abattre sur la bande de Gaza. Les plus hauts diplomates, les plus aguerris des humanitaires se sont trouvés désemparés face à l'ampleur du désastre.

Dès les premiers instants, la question n'est plus de savoir « si », mais « quand » cette guerre sanglante va dégénérer en conflit régional. Le Hezbollah, allié du Hamas, se lance immédiatement dans une campagne de frappes contre le nord d'Israël. Les Houthis du Yémen, également sous la coupole du « grand ennemi » iranien, harcèlent le trafic maritime occidental dans la région. Des affrontements sporadiques émergent d'Irak, via les alliés de Téhéran dans le pays. Et pendant ce temps, les capitales arabes, passives, observent, se désolant des morts qui s'empilent dans la bande de Gaza. L'Egypte, le Qatar et les Etats-Unis tentent, pendant des mois et presque sans effet, la voie diplomatique pour tenter d'obtenir un cessez-le-feu et une libération des otages. L'Union européenne, divisée, est incapable de faire entendre une voix forte.

Le mois d'avril, véritable tournant

Le véritable tournant s'est joué en avril. Israël frappe le consulat iranien de Damas, en Syrie : des hauts gradés des Gardiens de la révolution iraniens sont tués. Dans la foulée, Téhéran ouvre la boîte de Pandore :

pour la toute première fois de l'histoire, une attaque directe est lancée contre l'Etat hébreu. Des centaines de drones et de missiles sont envoyés dans le ciel, **direction le système de défense anti-aérien israélien. La riposte est millimétrée, chorégraphiée pour éviter les victimes.** Mais elle suscite la fureur d'un Binyamin Netanyahu I.

Le printemps et l'été démontreront la puissance de frappe israélienne. Fin juillet, le chef du Hamas Ismaël Haniyeh est tué en plein cœur de Téhéran. Les services de renseignement du régime des ayatollahs sont humiliés. Tout le monde craint la réponse. Elle ne viendra pas, jugulée par la peur existentielle ressentie à Téhéran et à la perspective (pourtant vaine) d'un accord sur Gaza et les otages.

Rasséréné par les coups de massue infligés sans susciter de riposte, Israël ne s'arrête pas là. Il y a moins d'un mois, des milliers de bipeurs et talkies-walkies explosent aux quatre coins du Liban dans une attaque coordonnée et hautement déstabilisante pour le Hezbollah. Quelques jours plus tard, un tapis de bombes s'abat sur la banlieue sud de Beyrouth. C'est là qu'est implanté le QG du mouvement chiite libanais. Cette fois, c'est le tout-puissant et charismatique Hassan Nasrallah, chef du « Parti de dieu », qui est tué. Un séisme pour la région. Le Hezbollah est décapité et l'Iran humilié.

La guerre au Liban éclate. La passivité de l'Iran touche à sa fin. Et l'attaque de missiles arrive. Alors aujourd'hui, on attend la prochaine riposte israélienne. Bombardements ciblés (sur des installations nucléaires, gazières ou pétrolières), assassinats ciblés ou cyberguerre... Reste juste à savoir la forme qu'elle prendra.

Un « cercle vicieux »

« Tout cela ne se présente pas très bien », euphémise un spécialiste de la région. « Nous sommes en plein cercle vicieux », résume simplement **l'Israélien** Avraham Burg. « Ce qui est important, c'est de le briser. Nous le pouvons, mais nous ne le voulons pas. » Pour illustrer la gravité du moment, Ali Vaez, directeur du projet Iran pour le centre de recherches International Crisis Group, compare le 7-Octobre avec l'assassinat de l'archiduc François Ferdinand en 1914. « C'est une période terrible, plus aucun mécanisme de régulation internationale ne fonctionne... », décrit, amère, Agnès Levallois. « La région n'arrive pas à trouver la paix depuis un siècle. Une logique de guerre s'y est accentuée avec les visées hégémoniques de l'Iran », pointe Eva Illouz, directrice d'études à l'EHESS et **franco-israélienne**.

Chaque acteur de la région a sa part de lourde responsabilité dans le désastre actuel : le gouvernement israélien, le Hamas, les Etats-Unis, l'Autorité palestinienne, l'Union européenne, le Hezbollah, l'Iran... Ce dernier, dès le 7-Octobre, a excité ses proxys dans la région. Dans son obsession contre le « petit Satan » (Israël), les groupes armés qui lui sont alliés se sont engouffrés dans la brèche ouverte par le Hamas, lançant des attaques les unes après les autres. Et il s'est retrouvé pris à son propre jeu.

Les efforts sur la solution à deux Etats, une « hypocrisie »

Mais pour le Palestinien Mustafa Barghouti, qui détaille une position très largement partagée en Palestine, « la raison pour laquelle nous en sommes là est la même que celle qui a conduit au 7-Octobre. Et elle est simple : **le monde a permis à Israël d'être au-dessus du droit international et a totalement ignoré la souffrance palestinienne.** Avant le 7-Octobre, tous les discours et les efforts occidentaux autour de la soi-disant solution à deux Etats n'étaient rien d'autre que de l'hypocrisie. »

« Si nous avions eu des élections en 2021, la situation n'aurait pas été la même en interne, et peut-être que cette guerre n'aurait pas commencé », rappelle-t-il. A l'époque, l'Autorité palestinienne de Mahmoud Abbas avait annulé les seules élections prévues en près de 20 ans. Les Palestiniens souffrent d'un immense

manque de représentation démocratique. Le Hamas représente pour beaucoup une forme de résistance que n'incarne pas l'Autorité palestinienne face à Israël.

« Tout cela était prévisible si la guerre à Gaza se poursuivait comme aujourd'hui », tranche Ali Vaez. « Tout cela aurait pu être évité si on avait réussi à obtenir un accord de cessez-le-feu et de libération d'otages à Gaza », souligne notre expert du Moyen-Orient.

Chez tous nos interlocuteurs, deux grands responsables se dessinent pour expliquer le puits sans fond dans lequel tombe le monde : Binyamin Netanyahu et l'administration américaine.

Netanyahu, le véritable maître du jeu

« Netanyahu, **enivré de ses succès et poussé par l'extrême droite**, est dans une stratégie court-termiste, **qui conduit à un vrai désastre** à court, moyen et long terme », analyse Agnès Levallois. Le Premier ministre et ses ministres suprémacistes juifs n'ont jamais détaillé **un quelconque plan pour sortir des guerres**, sans parler de stabilité pour la région. Netanyahu est le véritable maître du jeu aujourd'hui. **Or, l'homme est obsédé par le pouvoir. Il est poursuivi par la justice et risque à l'instant où il perd son poste d'être passé sur le gril d'une commission d'enquête parlementaire, qui se pencherait sur le désastre du 7-Octobre.** Pour la Franco-Israélienne Eva Illouz, qui souligne la superposition du conflit avec les Palestiniens et celui avec l'Iran, « Israël n'aurait pas réagi de manière aussi agressive s'il n'y avait pas les nœuds coulants de l'Iran sur la région ».

Ali Vaez, qui est très dur envers les Etats-Unis, décrit « une pente glissante d'attitude permissive envers Israël qui l'a conduit à repousser constamment les limites et à créer les conditions propices à une guerre totale. » Face au Hamas et au Hezbollah, des groupes armés para-étatiques, **face à un Etat hébreu traumatisé par le 7-Octobre**, « on pouvait s'attendre à ce que les adultes dans la salle, en particulier dans l'administration Biden, empêchent Israël de commettre les mêmes erreurs que les Etats-Unis ont commises le 11-Septembre. » Il n'en a rien été. « Le droit international est bafoué par ceux qui sont censés le porter comme les Américains », abonde Agnès Levallois. Washington, principal fournisseur d'armes de l'Etat hébreu, continue d'approuver des milliards de dollars d'aide.

Plus d'optimisme

Pour des raisons diverses, aucun des experts consultés ne croit à un infléchissement américain. Et si Israël frappe l'Iran de ses missiles, beaucoup craignent que Washington soit automatiquement attiré dans cette guerre qui ne l'arrange pas.

L'optimisme a quitté ce monde. « Depuis des décennies, cette région connaît des moments où elle sombre un peu plus. Mais jusqu'où ? Tout ceci est très inquiétant, on est en train de fabriquer des générations de terroristes encore plus radicaux », s'inquiète Agnès Levallois. En Israël, la crise sociétale se creuse entre « les partisans d'un camp du caractère sacré de la vie et ceux du caractère sacré de la terre », selon Avraham Burg. Dans les Territoires palestiniens occupés, « les perspectives sont sombres », décrit Mustafa Barghouti, montrant du doigt la colonisation accélérée, et la mainmise militaire de l'occupation israélienne. **« Les Palestiniens ont deux choix : la soumission ou la résistance. Et ils ne se soumettront jamais. »**

Pauline Hofmann

(2) Nucléaire. Où en est vraiment l'Iran avec son projet de bombe atomique ?

- (a) P.3
- (b) Type : analyse
- (c) Axe : Conséquences
- (d) Longueur : 5339 +76 signes
- (e) Auteur : Philippe De Boeck
- (f) Antagonisme : 0
- (g) Réminiscence : 0
- (h) Angle critique : non
- (i) Illustrations : 0

Décodage

Philippe De Boeck

Le programme nucléaire iranien figure certainement en bonne place sur la liste des cibles potentielles d'Israël. La possibilité que l'Iran puisse posséder une bombe atomique est une des principales préoccupations des autorités israéliennes depuis plusieurs années. Tsahal a d'ailleurs déjà effectué plusieurs opérations ciblées, dont des bombardements d'installations et l'élimination, en Iran, de quelques physiciens nucléaires. Le tout sans oublier le virus informatique Stuxnet qui, en 2010, a sévèrement perturbé le programme nucléaire iranien en détruisant plusieurs centaines de centrifugeuses de la centrale de Natanz.

D'après certains spécialistes militaires dont Alain De Neve de l'Ecole royale militaire (ERM), l'Iran semble toutefois loin de posséder « la » bombe parce qu'il n'y a pas encore eu d'essai nucléaire. « Impossible d'en faire un sans qu'il soit détecté par des satellites ou des sismographes. Quand les Nord-Coréens réalisent un essai de ce type, il est immédiatement détecté. Pour l'Iran, ce n'est pas le cas jusqu'à présent », explique le chercheur au Centre d'études de sécurité et défense.

Trente fois le montant autorisé

Ce qui ne veut pas dire qu'il ne se passe rien au pays des ayatollahs... En juin dernier, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a de nouveau constaté que la vérification et la surveillance du programme nucléaire iranien continuent d'être « sérieusement affectées par la cessation de la mise en œuvre par l'Iran de ses engagements dans le cadre du PAGC (accord sur le plan d'action global commun qui garantit que le programme nucléaire iranien sera de nature exclusivement pacifique, NDLR) ». L'Iran a en effet fortement réduit depuis 2021 les inspections de sites. Des caméras de surveillance ont été débranchées et l'accréditation d'un groupe d'experts a été retirée.

Malgré les entraves à ses contrôles, l'AIEA estime que l'Iran possède un stock d'uranium enrichi correspondant à « trente fois le montant autorisé en vertu du PAGC ».

Ce PAGC (ou JCPOA en anglais) est toujours au point mort car les Etats-Unis n'ont pas levé les sanctions unilatérales réimposées à la république islamique en mai 2018.

Taux bien supérieur à un usage civil

De son côté, Téhéran n'est revenu sur aucune des mesures prises depuis mai 2019 et qui contreviennent à ses engagements en matière nucléaire. Signé en 2015, cet accord prévoyait de réduire les sanctions

économiques américaines contre l'Iran en échange d'une limitation de son programme nucléaire à un usage civil.

Alors où en est l'Iran dans la fabrication d'une bombe atomique ? Difficile à dire avec précision vu le côté « secret-défense » et le peu de sources indépendantes. Jusqu'à présent, Téhéran nie officiellement sa volonté d'en fabriquer une... Mais le pays dispose en tout cas d'une chaîne complète pour produire de l'uranium enrichi avec les mines de Saghand et de Bafq, le site d'Ardakan pour transformer le minerai en concentré d'uranium puis en gaz qui alimente ensuite les centrifugeuses de Natanz et de Fordo.

Les sites en question sont une usine en surface et une plus grande, souterraine, dans son complexe de Natanz, ainsi qu'une autre enterrée profondément dans une montagne à Fordo.

Or dans son dernier rapport trimestriel, celui de juin, le constat de l'AIEA est clair : l'Iran est le seul Etat non doté d'armes nucléaires à enrichir de l'uranium jusqu'à 60 %. Un taux bien au-dessus des 3 à 5 % nécessaires pour le nucléaire civil et qui se rapproche des 80 à 90 % qui doivent être atteints pour un usage militaire.

Dans ce même rapport, l'AIEA estimait qu'à la date du 11 mai 2024, le stock total d'uranium enrichi de l'Iran s'élevait à 6.201,3 kg, bien au-delà du plafond de 202,8 kg fixé par l'accord de 2015. L'agence de l'ONU estime que la République islamique disposerait désormais de suffisamment de matière « pour deux armes nucléaires ».

« Les menaces contre les installations nucléaires iraniennes donnent à Téhéran une raison d'exclure les inspecteurs de l'AIEA, invoquant des préoccupations de sécurité. C'est pourtant un moment où nous avons besoin de plus de transparence, pas moins. Les lacunes dans les inspections augmentent le risque de détournement, de rupture et de mauvaise évaluation », estime de son côté Kelsey Davenport de l'ONG américaine Arms Control Association.

Long processus

Produire une arme nucléaire est une chose, pouvoir l'intégrer dans un vecteur pour frapper une cible à longue distance en est une autre. A ce niveau, la clé du « succès » dépend du niveau de connaissance des experts nucléaires iraniens.

Si l'industrie militaire iranienne produit des missiles balistiques (pas trop sophistiqués), on sait peu de choses sur d'autres types de missiles capables d'emporter une ou plusieurs ogives nucléaires. « Concevoir une ogive de ce type est un long processus qui peut prendre de cinq à dix ans », précise Alain De Neve. L'Iran pourrait-il être aidé à ce stade par une puissance étrangère, comme la Russie à qui elle fournit des drones et des missiles pour la guerre en Ukraine ? Un échange de technologie et/ou d'armes comme il y en a eu entre la Russie et la Corée du Nord ? La possibilité existe mais Alain De Neve n'y croit pas. « Je ne vois pas les Russes leur filer des ogives ou leur technologie en la matière », conclut l'expert de l'ERM.

[Philippe de Boeck](#)

(3) « *Bibi at war* » : Netanyahu de la débâcle à la revanche

- (a) P.4 et 5
- (b) Type : article
- (c) Axe : Conséquences
- (d) Longueur : 7.510 +60 signes
- (e) Auteur : Baudouin Loos
- (f) Tonalité critique : 1816 signes (24%)
- (g) Réminiscence : 521 signes (7%)
- (h) Angle critique : Oui
- (i) Illustrations : 1

Le Premier ministre israélien est considéré par beaucoup de ses compatriotes comme le premier responsable du drame du 7 Octobre. Il a pourtant réussi à rebondir sur d'autres théâtres de guerre.

Analyse

Baudouin Loos

Le « roi Bibi » finira-t-il par triompher des pires ennemis d’Israël ? Binyamin Netanyahu, le Premier ministre israélien, semble bien s’apprêter à enfin pouvoir jouer la partition de sa vie, celle pour laquelle il s’est préparé depuis des décennies : la confrontation finale entre la république islamique d’Iran et son pays, avec, si possible tout de même, l’aide militaire massive du grand allié de l’Etat hébreu – et « Grand Satan » vu de Téhéran – les Etats-Unis d’Amérique. Il a tout fait pour attirer l’Iran des ayatollahs dans ses rets, les forcer à sortir de leur réserve, à venir bombarder le sol israélien, le scénario idéal pour porter le coup mortel. Mais nous n’en sommes pas encore tout à fait là...

Les douze derniers mois ont été difficiles, périlleux même, pour celui qui aura, quoi qu’il arrive, rempli le plus longtemps la fonction de Premier ministre dans l’histoire d’Israël (soit jusqu’ici 17 années divisées en trois périodes). Car le drame le plus atroce jamais arrivé à la population israélienne, la très sanglante attaque terroriste du Hamas du 7 octobre 2023, a surpris tout le monde, même les services de renseignement les plus aguerris. Une catastrophe immense et amère pour un Netanyahu qui avait au contraire tout misé sur un mouvement islamiste dominant à Gaza qu’il croyait avoir amadoué avec les millions de dollars du Qatar. Diviser les Palestiniens entre l’Autorité palestinienne « corrompue » à Ramallah et le Hamas « terroriste » à Gaza avait depuis longtemps constitué le socle de sa stratégie pour liquider le spectre d’un Etat palestinien. Une stratégie fracassée par le Hamas il y a un an de la plus funeste des manières.

« L’opinion, partenaire dans le crime »

Pour le Premier ministre, unir les Israéliens traumatisés comme jamais dans un commun besoin de vengeance n’a ensuite pas été un problème. Carte blanche a donc été donnée à l’armée pour anéantir le Hamas à Gaza. Au fil des semaines, cependant, il est apparu que toute la population palestinienne du misérable petit territoire allait subir les foudres d’Israël. Un pays où toute trace d’empathie avec les souffrances de « l’ennemi » avait disparu. La société gazaouie allait être broyée. L’historien Adam Raz n’est pas tendre : « La dresdenisation de Gaza sert Netanyahu. Il parvient à faire de l’opinion publique israélienne, qui était impatiente de venger les crimes du 7 octobre, un partenaire dans le crime. »

Au gouvernement, personne n'a contesté l'option radicale choisie. Certains, même, la poussaient avec ardeur, dont les deux petits partis suprémacistes juifs (treize députés) dont l'appui est indispensable à « Bibi » Netanyahu. Alors, quand cet été la population, dans sa majorité, a commencé à exiger que le gouvernement négocie un cessez-le-feu avec le Hamas pour sauver la vie d'une centaine d'otages détenus à Gaza, Netanyahu s'est retrouvé dans une position incommode.

D'abord, il sait qu'un cessez-le-feu qui se clôturerait par un retrait israélien provoquerait la colère de ses amis fièrement racistes au gouvernement, et sa majorité volerait en éclat. Et, ensuite, privé de majorité, il serait contraint de rendre des comptes sur ses responsabilités relatives au terrible fiasco du 7-Octobre. Perspective à éviter à tout prix.

Mais, impossible de ne pas au moins négocier, qui l'aurait compris ? Alors il a envoyé ses négociateurs à Doha ou au Caire sans mandat pour conclure un accord. La majorité des Israéliens en sont d'ailleurs convaincus : **Netanyahu a systématiquement fait échouer les négociations visant à libérer les otages.**

Un mauvais moment à passer

Le 1 er septembre, alors que la mort de six otages israéliens tués par le Hamas avait été rendue publique, les Israéliens sont descendus en masse dans les rues, pour les plus grandes manifestations jamais organisées dans le pays. Pour une fois, Netanyahu a accepté de rencontrer la famille d'une de ces victimes, mais pour se faire morigéner par le père d'un otage assassiné, le rabbin Elhannan Danino. « Pendant 15 ans, vous avez été au pouvoir et vous n'avez rien fait. Vous les avez équipés de tunnels et de dollars. Mon fils Ori a été assassiné dans un tunnel construit sous votre surveillance. Vous avez été au pouvoir pendant de nombreuses années, le béton et l'argent sont entrés sous votre contrôle. » Ce fut un très mauvais moment à passer...

Mais « **politiquement, il a besoin de la guerre et d'une atmosphère de guerre pour rester au pouvoir** », avançait le 2 septembre dernier Alon Pinkas, un analyste du *Haaretz*, « l'urgence et la lâcheté sont le ciment qui maintient sa coalition au pouvoir et, jusqu'à dimanche soir, a empêché des manifestations de grande envergure ».

L'homme, de toute façon, a la peau dure. C'est un « survivor ». Et puis, il a toujours gardé des partisans, ce qui fascine l'analyste : « Le fossé entre la pléthore d'échecs de Netanyahu – l'Iran, les Palestiniens, le terrorisme, Gaza, l'économie, le coût de la vie, la loi et l'ordre – et l'adulation de sa base (25 à 33 % des Israéliens) est ahurissant. Il existe des explications sociopolitiques et culturelles valables, mais l'écart est si grand qu'il a tous les attributs d'un culte. »

Le Hezbollah, Nasrallah avant l'Iran

Pléthore d'échecs ? C'était avant que l'armée israélienne ne s'en prenne frontalement au Hezbollah, cette puissante milice chiite libanaise proche du régime de Téhéran. Sous la direction de son chef Hassan Nasrallah, elle menait à la frontière nord d'Israël **une guerre d'usure en solidarité avec les Gazaouis depuis près d'un an**. Le 23 septembre, un bombardement en règle des installations du « Hizb » au Liban débutait et, le 27, Nasrallah et bien d'autres périssaient sous les bombes à Beyrouth. Cette guerre n'est pas close, mais, à contrecœur, un commentateur vétéran, Yossi Verter, devait l'admettre : « Depuis 25 ans, Binyamin Netanyahu cherche son héritage éternel, comme il l'appelle. En fin de compte, c'est l'armée de l'air israélienne qui le lui a donné. » Il reste encore ce contentieux avec l'Iran, **qui a répondu le 1 er octobre à Israël en envoyant 180 missiles, sans grands dommages**. C'est pour bientôt, sans doute...

Pour Netanyahu, l'horizon semble se dégager. « Pour une majorité d'Israéliens », explique ce 3 octobre dans *Libération* David Khalfa, codirecteur de l'Observatoire de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient de la Fondation Jean-Jaurès, « Netanyahu était considéré comme le principal responsable de cette débâcle qui a conduit au pire massacre de Juifs depuis la Shoah. Son avenir politique était donc en jeu et tous les sondages le donnaient perdant en cas d'élections anticipées. (...) Cette communication s'est effondrée le 7-Octobre. Il s'agissait donc pour lui de restaurer son image de garant de la sécurité de l'État ». Sera-ce suffisant ? On verra.

Et tant pis si le monde regarde Israël avec des yeux sévères ou même si la Cour pénale internationale finit un jour par l'inculper. C'est encore le *Haaretz* qui l'observe et s'en lamente : « Une heure avant la frappe à Beyrouth qui assassina Nasrallah, Netanyahu a prononcé un discours devant l'Assemblée générale des Nations unies dans une salle qui s'est vidée avant qu'il ne parle. Le départ en masse de la plupart des délégations symbolisait le statut international d'Israël presque un an après le 7 octobre. »

[Baudouin Loos](#)

(4) Le Hamas de plus en plus contesté dans la bande de Gaza

- (a) P. 5
- (b) Type : article
- (c) Axe : conséquences
- (d) Longueur : 6251 +59 signes
- (e) Auteur : Baudouin Loos
- (f) Tonalité critique : 159 signes (3 %)
- (g) Réminiscence : 0
- (h) Angle critique : Non
- (i) Illustrations : 3

Le mouvement islamiste qui a déclenché les attaques du 7 Octobre garde un contrôle incertain sur le territoire gazaoui envahi par l'armée israélienne. Sa mainmise autoritaire avait toujours su faire taire les critiques. A cet égard, le changement semble en marche.

B.L.

Face aux assauts dévastateurs de l'armée israélienne dans la bande de Gaza depuis un an, que reste-t-il du Hamas, le mouvement islamiste palestinien qui contrôlait seul le territoire depuis 2007 ? Les militants armés ont été décimés par les bombardements et par l'occupation terrestre militaire totale. L'armée israélienne affirme avoir éliminé quelque « 17.000 terroristes », un chiffre impossible à corroborer, qui pourrait correspondre à un peu plus de la moitié des hommes armés du Hamas.

Le contrôle du mouvement islamiste sur le petit territoire palestinien (365 km²) a sans doute subi les conséquences de l'invasion israélienne puisque la plupart des militants doivent désormais vivre cachés. Mais sa capacité à recruter ne serait pas tout à fait annihilée, si l'on en croit Gershon Baskin, un activiste israélien qui a de nombreux contacts à Gaza. « Ils paient environ 300 dollars par mois aux nouvelles recrues. C'est plus d'argent que ces jeunes n'en ont jamais vu de leur vie », expliquait-il au *Haaretz* le 4 septembre.

La peur subsiste

Certains indices montrent aussi que, même traqué sur son territoire, le Hamas tente de continuer vaille que vaille à dicter sa loi. Ainsi, l'agence Reuters écrivait le 4 juillet dernier qu'un résident de Gaza lui avait confié avoir aperçu « des membres de la police du Hamas patrouiller dans les rues de Gaza Ville, au mois de juin, mettant en garde les commerçants contre d'éventuelles hausses de prix. Ils étaient en civil, sans leurs uniformes habituels et ils se déplaçaient à vélo ».

La même dépêche expliquait qu'Israël avait présenté à ses alliés américains « un plan pour l'après-guerre, celui d'une gouvernance de l'enclave en coopération avec les puissantes familles locales ». Toutefois, l'agence britannique qui a interrogé cinq membres de ces familles et notamment un chef de clan qui regroupe plusieurs d'entre elles, conclut qu'elles craignent des représailles du Hamas. « Nous ne sommes pas des collaborateurs, Israël doit cesser de jouer à ce jeu », a même affirmé une personne impliquée. Un meurtre ou l'autre au sein de ces familles auraient en outre bien fait comprendre que le Hamas n'entendait pas céder la place.

Pourtant, les choses pourraient évoluer. C'est en tout cas ce qu'il ressort de plusieurs témoignages recueillis par diverses sources médiatiques à Gaza. Desquelles on comprend que les critiques envers le

Hamas, d'abord sourdes et contenues, commencent à s'exprimer de manière plus audible à travers le territoire martyrisé par l'armée israélienne.

Des blâmes argumentés

Selon Elias Zananiri, journaliste vétéran de Jérusalem-Est proche de l'OLP et donc opposé au Hamas, « cacher publiquement son animosité envers le Hamas tout en exprimant des critiques à huis clos est devenu un mode de vie pour la plupart des habitants de Gaza, dont beaucoup se sont soudainement retrouvés déplacés, sans-abri et en deuil depuis le début de la guerre. Bien qu'ils accusent principalement Israël de ce qui s'est passé, ils blâment également le Hamas pour ne pas les avoir préparés à ce qui allait arriver après le raid du 7 octobre. Ils considèrent maintenant que le Hamas n'est pas en mesure de continuer à contrôler la bande de Gaza parce qu'il a échoué à leur fournir un abri adéquat, de l'eau potable et de la nourriture au cours des huit derniers mois. »

De même, pour Mahmoud Mushtaha, un militant gazaoui des droits humains qui s'exprimait le 8 août sur le site 972mag.com, « au fur et à mesure que la guerre se prolonge, les critiques publiques envers le Hamas se multiplient parmi les Palestiniens de Gaza. Beaucoup accusent le Hamas de ne pas avoir anticipé la **férocité de la réponse d'Israël aux attaques du 7 octobre**, et tiennent le groupe partiellement responsable des terribles conséquences auxquelles ils font face aujourd'hui ».

Des témoignages recueillis vont plus loin. Comme ceux-ci, publiés par la BBC : « Les résidents disent que maudire le leadership du Hamas est maintenant courant sur les marchés, et que certains conducteurs de charrettes exhortent leurs ânes à avancer avec des cris Yallah, Sinwar (du nom du chef du Hamas, NDLR). Les gens disent des choses comme le Hamas nous a détruits ou appellent même Dieu à prendre leur vie, a dit un homme. Ils demandent à quoi ont servi les attaques du 7 octobre – certains disent qu'elles ont été un cadeau pour Israël. »

Les sondages montrent l'évolution

Les sondages, en Palestine, valent ce qu'ils valent, mais ceux du Centre palestinien de recherche (PSR), à Ramallah, sont considérés comme assez fiables. Et, pour la première fois, dans un sondage publié le 17 septembre dernier, la majorité des Gazaouis estime que la décision du Hamas de 0 n'était pas correcte (57 % des sondés contre, 39 % pour), cela compte tenu pourtant du fait qu'une certaine crainte de s'exprimer continue sans doute à prévaloir dans de nombreux esprits.

Ces éléments se réfèrent à la bande de Gaza. Car, en Cisjordanie occupée, **où la répression de l'armée israélienne** et les exactions des colons juifs restent quotidiennes, le Hamas, qui ne survit que dans la clandestinité, jouit d'une aura importante, avec 64 % des sondés qui approuvent encore les attaques du 7 octobre contre 21 % seulement qui les désapprouvent.

Gouvernement de technocrates ?

La faiblesse du Hamas à Gaza lui impose-t-elle une certaine flexibilité ? En tout cas, Gershon Baskin, l'Israélien déjà cité, assure sur X avoir reçu de dirigeants du Hamas l'acceptation d'un plan en trois phases et en trois semaines qui verrait les otages libérés, un cessez-le-feu établi et un retrait militaire israélien total assuré. Le message du Hamas se terminait par ces mots : « Gershon, nous n'avons aucune objection à la formation d'un gouvernement civil, de technocrates, de personnes indépendantes et professionnelles pour gérer les affaires de Gaza et jouir de tous les pouvoirs qui garantissent la sécurité, l'ordre et la gestion des points de passage. »

(5) Guerre au Moyen-Orient - Gaza, Israël, Liban : les traumatismes sans fin *du 7-Octobre*

- (a) P. 6 et 7
- (b) Type : introduction
- (c) Axe : 7/10
- (d) Longueur : 956 +89 signes
- (e) Auteur : Pauline Hofmann et Baudouin Loos
- (f) Tonalité critique : 46 (4 % — bien que les expressions non retenues des « commandos du Hamas » ; « passaient la clôture » semblent très euphémistiques).
- (g) Réminiscence : 279 signes (27%)
- (h) Angle critique : non
- (i) Illustrations : 0

Les massacres commis par le Hamas ont provoqué une déflagration mondiale dont l'issue est toujours incertaine. Pour comprendre ce séisme, « Le Soir » a interrogé des témoins de Belgique à Gaza en passant par Israël et le Liban.

Pauline Hofmann

Baudouin Loos

Nul ne savait réellement ce qui démarrait au point du jour, le 7 octobre 2023. Des commandos du Hamas passaient la clôture avec la bande de Gaza et semaient la mort parmi les Israéliens, des civils majoritairement. L'Etat hébreu vivait alors son pire massacre depuis la création du pays en 1948. Dans la foulée, la bande de Gaza était écrasée, la répression s'intensifiait en Cisjordanie et la guerre allait finir par frapper le Liban, après y avoir été entraînée par le Hezbollah.

Un an plus tard, Le Soir a fait témoigner ceux qui ont vécu les répercussions de ce jour où tout a basculé, à Tel-Aviv, à Jérusalem, à Gaza, mais aussi à Beyrouth et à Bruxelles, en passant par Le Caire.

Pauline Hofmann

(6) *En Israël. Une société qui s'est repliée sur elle-même*

- (a) P. 6
- (b) Type : article
- (c) Axe : Conséquences
- (d) Longueur : 7334 + 58 signes
- (e) Auteur : Baudouin Loos
- (f) Tonalité critique: 3344 signes (45 %)
- (g) Réminiscence : 603 signes (8 %)
- (h) Angle critique : Oui
- (i) Illustrations : 2



Baudouin Loos

C'est peu de dire que l'assassinat du chef du Hezbollah Hassan Nasrallah et l'annihilation d'une bonne partie des capacités de nuire de son organisation ont été accueillis ces derniers jours comme un « don du ciel » par une grande majorité des Israéliens jusque-là restés **pendant près d'un an comme prostrés sous le choc considérable, inouï en réalité, des massacres perpétrés par le Hamas en ce funeste samedi 7 octobre 2023**. Les événements au Liban remettent aussi en selle un Netanyahu jusque-là très contesté, redevenu pour beaucoup en quelques jours le « héros d'Israël », celui qui a montré au monde – ce « monde hostile » – de quoi le pays était capable.

Les plaies du 7-Octobre ne s'en refermeront pourtant sans doute pas plus rapidement. L'état de sidération qui avait frappé les Israéliens en ce jour reste prégnant dans les esprits. Un mortifère sentiment de précarité s'était insinué. Dans *Le Monde diplomatique* de septembre, le journaliste franco-israélien Sylvain Cypel cite Avraham Burg, ex-président de la Knesset : « La société est en état de choc. La question palestinienne, qu'on annonçait résolue en Israël, a resurgi violemment. On pensait qu'avec un Etat à nous, nous serions protégés. Tout s'est effondré. Israël est désormais l'Etat le plus dangereux pour les Juifs. Enfin, sans les Américains, nous n'aurions pas pu mener cette guerre. » Et le souvenir de la Shoah, prégnant en Israël, cette peur de l'anéantissement, de resurgir dans tous les esprits.

Les médias obsédés par le traumatisme

Depuis un an, les médias israéliens ne parlent que **du 7-Octobre**. Les souffrances des familles des victimes, les enterrements de soldats, les échos de la guerre font la une des journaux et entretiennent un climat anxiogène. « Les témoignages dans les médias », explique dans *Le Monde* Jérôme Bourdon, historien et sociologue des médias, qui vit en Israël depuis 1997, « recomposent chaque jour le puzzle du 7 octobre, y compris les enquêtes sur le considérable échec sécuritaire, ce qui perpétue le traumatisme. Il s'agit d'un repli du collectif juif israélien sur lui-même, encouragé par ses médias ».

Dans la population, la réaction spontanée à l'outrage du 7-Octobre a aussi été celle d'une puissante volonté de vengeance. Comme si, soudain, l'évidence latente pour beaucoup depuis longtemps – sous la forme de cette assertion : « c'est eux (les Palestiniens) ou nous ! » – prenait une acuité telle qu'elle méritait cette fois une réponse définitive, tranchée dans le vif, quel qu'en soit le prix moral.

L'accomplissement de cette vengeance, qui doit être à la mesure du traumatisme, passe par la déshumanisation des Palestiniens. Ce sentiment, déjà souvent présent quelque part dans les têtes, est devenu général avec les atrocités du 7-Octobre. Yoav Gallant, le ministre de la Défense, deux jours après l'attaque terroriste du Hamas, annonçait le traitement pour Gaza : « Pas d'électricité, pas d'eau, pas de nourriture, pas de carburant », se justifiant ainsi : « Nous combattons des animaux humains et nous agissons en conséquence. » Mais Israël ira encore bien plus loin, comme on le sait, détruisant Gaza et ses habitants, sans susciter de levée de boucliers dans le pays, à quelques rares exceptions près.

A la fois triste et sarcastique, l'une de ces exceptions, qui s'appelle Ori Goldberg, un ex-professeur d'université, se désole sur le réseau X où il sévit depuis le drame : « Ils sont comme nous, mais ils ne pourraient pas être plus éloignés. Ils sont la mort et nous sommes la vie. (...) Nous aimerions qu'ils soient humains. Ils ont l'air humain. Ils ne sont pas vraiment humains. Ils veulent nous tuer. Parce que nous sommes les seuls vrais humains, cela fait d'eux des non-humains. »

Il n'y a aucun sursaut moral face aux dévastations imposées à Gaza. Des manifestations monstres ont eu lieu pour critiquer vertement un Netanyahu qui fait passer la libération des otages israéliens à Gaza au second plan, mais les manifestants ne réclament nullement la fin du massacre dans la bande de terre palestinienne déshéritée. Le journaliste Meron Rapoport le constate sur le site 972mag.com : « L'armée israélienne a tué au moins 40.000 Palestiniens à Gaza, soit environ 2 % de la population de la bande. Elle a semé le chaos, détruisant systématiquement les quartiers résidentiels, les écoles, les hôpitaux et les universités (...), et pourtant le débat moral est presque inexistant. Le nombre de soldats qui ont dénoncé leurs crimes ou leurs difficultés morales avec une réflexion sérieuse ou un regret, même anonyme, peut être compté sur les doigts d'une main. »

Même la torture infligée à Sde Teiman, une prison en Israël, à des centaines de Gazaouis, parfois ou souvent des civils, ne semble pas faire frémir. Lorsqu'elle a été mise au jour dans les médias, elle n'a pas suscité de protestations massives malgré les témoignages horribles publiés. Sur le site mondoweiss.net un journaliste israélien racontait même un détail troublant le 28 août : « Il y a trois semaines, la chaîne israélienne de droite Channel 14 a diffusé une interview de dix minutes avec l'un des suspects dans le cas du viol collectif de Sde Teiman. Il était masqué, en uniforme et avait un fusil sur l'épaule. Il a reçu de nombreuses ovations du public en studio alors qu'il racontait son histoire d'être la victime injustement traitée de l'affaire Sde Teiman. Deux jours plus tard, il est devenu public et a révélé son identité dans une vidéo. »

Aucune place pour l'empathie

L'historien israélien spécialiste de la Shoah Omer Bartov, installé depuis des années aux Etats-Unis, a fait le voyage en Israël cet été, consignant ses impressions pour le quotidien britannique The Guardian (reprises en français par le site orientxxi.info). Ses mots sont édifiants : « Le regard glacial qu'on vous lance dès que vous évoquez les souffrances des civils palestiniens et la mort de milliers de femmes, d'enfants, et de personnes âgées a quelque chose de profondément troublant. (...) Les gens se repliaient sur eux-mêmes ou changeaient brusquement de sujet. Mon impression était systématique : nous n'avons pas de place pour cela dans nos cœurs ni dans nos pensées, pas question de parler de ce que nos soldats, qui sont souvent nos enfants, nos petits-enfants, nos frères et nos sœurs, font en ce moment même à Gaza, et nous ne

voulons pas qu'on nous le montre. Tout ce qui compte, c'est de nous concentrer sur nous-mêmes, sur notre propre traumatisme, notre propre peur et notre propre colère. »

Mairav Zonszein, analyste au Crisis Group pour Israël et la Palestine, tire une conclusion noire de pessimisme de l'évolution récente sur le site theintercept.com : « C'est une société qui, au fil de décennies de conflit constant avec les Palestiniens, est devenue convaincue que tout compromis ou toute diplomatie fait apparaître Israël comme faible et ne peut que conduire à la défaite, un sentiment qui s'est encore renforcé [depuis le 7 octobre](#). Aujourd'hui, pas un seul dirigeant de l'opposition juive en Israël ne parle d'une solution à deux Etats et pas un seul parti juif israélien n'a voté contre une récente résolution de la Knesset s'opposant à la création d'un Etat palestinien. »

La paix attendra. Dans l'esprit des Israéliens elle n'avait déjà plus guère de place. [Depuis le 7-Octobre](#), elle est devenue une aberration.

Baudouin Loos

(7) À Gaza. Un an plus tard, une société broyée

- (a) P : 7
- (b) Type : article
- (c) Axe : Conséquences
- (d) Longueur : 7255 + 47 signes
- (e) Auteur : Baudouin Loos
- (f) Tonalité critique : 2350 signes (32%)
- (g) Réminiscence : 0%
- (h) Angle critique :
- (i) Illustrations : 2



B.L.

Le peuple palestinien n'avait jamais connu un tel niveau de souffrance quotidienne. » Celui qui s'exprime ainsi s'appelle Ahmed Fouad Alkhatib, il vit et travaille aux Etats-Unis comme analyste politique, mais il est resté en contact étroit avec sa famille à Gaza. Des témoignages sont en effet nécessaires, à défaut de reportages dans la bande de Gaza interdits par Israël. Des témoignages sur une société broyée par les bombardements quotidiens, par les déplacements fréquents, par le manque de nourriture, de médicaments, par la dislocation des liens, et surtout par la peur qui tenaille tous les Gazaouis.

Les bombardements, parlons-en. **Du jamais vu, en fait, constate Guillaume Ancel, ancien officier français expert en opérations militaires** : « Israël a détruit plus de 85 % des 360 km² de la bande de Gaza. On n'a jamais vu ça, même pendant la Deuxième Guerre mondiale. »

La comparaison peut choquer. Elle n'effraie pas le rapporteur spécial à l'ONU sur le droit à un logement convenable, Balakrishnan Rajagopal, interrogé par Mediapart le 27 août dernier : « **C'est bien pire que tout ce qu'on a connu jusque-là, bien pire que Rotterdam, Dresde ou Tokyo pendant la Seconde Guerre mondiale, ou Homs et Marioupol plus récemment. Je n'ai jamais vu le niveau de destruction et la férocité que nous connaissons à Gaza. Plus de bombes ont été larguées et plus de décombres ont été créés à Gaza que dans n'importe quel autre conflit ayant fait l'objet d'études. (...) Lors des guerres précédentes, les frappes étaient plus ciblées. Aujourd'hui, la destruction paraît totalement hors de contrôle, car l'armée israélienne cible tout sans exception. L'objectif semble de rendre le désastre total et inévitable, de ramener Gaza au point zéro.** »

Papiers et souvenirs incinérés

Les vidéos envoyées depuis douze mois par les Gazaouis, les ONG et par les soldats israéliens corroborent ce terrible constat. Qui cache des chiffres, **approximatifs mais lourds : 42.000 morts, 100.000 blessés, un nombre inconnu de milliers de disparus...** Dans un tel univers **qui doit ressembler à l'enfer**, la société palestinienne survit plus qu'elle ne vit. Après avoir narré le calvaire de ses proches sur place, Ahmed Fouad Alkhatib, déjà cité, essaie d'étendre son propos : « Ce sont les histoires de ma famille, mais chaque famille de Gaza a la sienne. La guerre a effacé non seulement des vies, mais aussi des générations d'histoire et de souvenirs. Les monuments et les points de repère historiques ont été réduits à l'état de décombres, les papiers de famille et les souvenirs ont été incinérés, les anciens ont été tués avant que leur savoir ne puisse être transmis ou enregistré. »

Quand le photographe Ahmed Zakot a voulu revenir chez lui à Khan Younès, après des mois de bombardements, il n'a pas reconnu sa ville, comme il le confiait au quotidien *Libération* : « Un vrai séisme ! Un champ de ruines. La ville est carbonisée. C'était la plus grande et la plus peuplée après la ville de Gaza. **Tous les bâtiments, petits ou grands, sont détruits.** Je n'ai pas reconnu les rues et les quartiers jonchés de pierres, alors que j'y ai vécu pendant vingt ans à partir de 1994. »

Sur le site Orientxxi.info, Rami Abou Jamous, un journaliste gazaoui, tient une chronique depuis sept mois. Plus de cinquante textes hélas édifiants pour saisir les mille et une calamités de la vie quotidienne des Gazaouis. Depuis la « villa » familiale, en fait la tente sordide dans laquelle il vit avec sa femme et son fils, qui se retrouve inondée, jusqu'à l'âpre quête de mégots de cigarettes à laquelle certains s'adonnent pour gagner une somme dérisoire d'argent, **en passant par ces SMS infernaux envoyés par l'armée israélienne qui obligent les résidents d'un quartier à s'enfuir sans délai s'ils veulent éviter un bombardement dans l'heure**, ou par ces bombes qui tombent quand même sur des zones pourtant déclarées sécurisées...

« Faire de nous des morts vivants »

« Le véritable but des Israéliens ? Nous humilier et faire de nous des morts-vivants, une population sans abri, sans nourriture, sans moyens pour se laver. Ils veulent nous ramener à l'âge des cavernes. On n'a plus de vêtements. Parce que les vêtements aussi, c'est interdit. Il me reste un seul pantalon, qui est à moitié déchiré. Le soir, quand je rentre du travail, je le lave et je le laisse sécher un peu. J'ai trois t-shirts que je change à chaque fois. Mais tout cela, ce sont des vêtements d'été. Il commence à faire froid, et je n'ai aucun habit chaud. (...) Mon fils Walid a froid et je ne trouve pas de vêtements pour lui. »

Et puis la peur. « La fracture du tissu social par la peur et la méfiance. **Si tu as un ami qui est membre du Hamas, tu l'évites parce qu'il est une cible, et que tu seras tué dans le même bombardement. Ton père est Hamas, tu es une cible. Ton cousin est Hamas, tu es une cible. Ton professeur ou ton voisin est Hamas, tu es une cible. Cela devient une obsession.** Quand les gens, sommés de se déplacer une nouvelle fois, cherchent un endroit où planter leur tente, ils commencent par se renseigner sur leurs éventuels voisins : Vous les connaissez ? Parce que les Israéliens bombardent les camps de déplacés **sous le prétexte que sous telle tente, il y avait un gars du Hamas.** »

De retour de la ville de Gaza où il s'est rendu début juillet, l'ancien diplomate français Alexandre Chatillon qui dirige l'ONG Super-Novae, aborde dans *Le Monde* la question de la sécurité interne : « Dans les camps, il y a aussi une vraie insécurité, liée au fait qu'il n'y a plus de police. Et le problème prend de l'ampleur. Des familles résolvent leurs différends avec des armes. Il y a tous les jours des meurtres et des règlements de compte. Les violences contre les femmes sont un phénomène qui explose avec la guerre, les

déplacements, la promiscuité, les tensions liées au bruit des drones, à la guerre, au manque d'argent... Les femmes sont très vulnérables. »

« Mogadiscio sur Méditerranée »

« Le résultat le plus probable de tout cela », estime une enquête de l'hebdomadaire britannique *The Economist*, « est qu'un Hamas meurtri finisse par rivaliser avec des clans et des gangs dans un Gaza en grande partie anarchique. La criminalité et la violence seraient généralisées. Les groupes d'aide devraient conclure des accords avec des hommes armés pour protéger leurs convois. Les organisations caritatives essaieraient de réparer des éléments d'infrastructures vitales, comme les usines de dessalement, mais la reconstruction à grande échelle resterait un rêve lointain. Certains fonctionnaires de l'ONU ont pris l'habitude d'appeler ce scénario Mogadiscio sur Méditerranée . »

De son côté, tout à son désespoir, **le journaliste Rami Abou Jamous explique que la mort reste la perspective la plus réaliste, même si elle n'est pas toujours violente.** « Au lieu de mourir d'un seul coup, fauchés par une bombe ou quoi que ce soit d'autre, on est en train de mourir de fatigue. On est en train de mourir de peur. On est en train de mourir parce que nos cœurs sont brisés. (...). **Les Israéliens mettent en œuvre toutes les techniques psychologiques et militaires, en plus de toutes sortes d'humiliations, pour que, quand la guerre s'arrêtera, tous les habitants quittent Gaza, car il n'y aura plus de vie à Gaza et plus d'avenir.** »

Baudouin Loos

(8) Témoignages - « On est choqués de l'échec de la communauté internationale »

- (a) P 8
- (b) Type : témoignage
- (c) Axe : Conséquences
- (d) Longueur : 6445 +79 signes
- (e) Auteur : Samuel Forey
- (f) Tonalité critique : 308 signes (5 %)
- (g) Réminiscence : 205 (3%)
- (h) Angle critique : Oui
- (i) Illustrations : 2 (portrait d'Amjas Shawa et carte de Gaza)

Responsable du réseau des ONG palestiniennes à Gaza, Amjad Sha a tenté de survivre à la destruction méthodique de l'enclave et la détresse de la population.

Samuel Forey

Correspondant à Jérusalem

Qu'il est dur de partir de chez soi. C'était le 13 octobre 2023, quelques jours après que le Hamas a mené le pire massacre de l'histoire d'Israël – 1.200 morts, 250 otages ramenés à Gaza. La contre-attaque sur l'enclave était déjà foudroyante. **Près de 2.000 Palestiniens avaient déjà été tués par les bombardements israéliens.** Le ministre de la Défense, Yoav Gallant, avait donné l'ordre d'un « siège complet » : « Il n'y aura ni électricité, ni nourriture, ni carburant, tout sera fermé. » Et la veille, l'armée venait d'ordonner à quelque 1,1 million de personnes d'évacuer le nord de la bande dans les 24 heures. **Ceux qui resteraient seraient considérés comme ennemis.**

« Il était hors de question de partir. J'ai mal dormi. Le lendemain, j'en parle à ma femme, mes enfants, et ma mère, qui vivait au rez-de-chaussée. C'était elle qui s'accrochait le plus à notre maison. On finit par se décider. On monte dans la voiture. On roule dix minutes. Puis on change d'avis. On revient. On rediscute encore. Puis on repart, pour de bon, cette fois-ci », raconte Amjad Shawa, cet homme de 53 ans, directeur du réseau des ONG palestiniennes. Quitter la ville de Gaza, un déchirement pour ce membre de la grande famille des Shawa, qui a donné le premier maire à cette municipalité en 1907, Saïd Shawa, comme le raconte l'historien Jean-Pierre Filiu dans son *Histoire de Gaza* (éd. Fayard).

Un carrefour de l'aide humanitaire

Son lointain descendant arrive à Deir el-Balah, bourgade verdoyante aux petites maisons basses, où les familles qui pouvaient se le permettre venaient prendre l'air, les weekends. « J'étais devant l'entrée, sans savoir où aller. J'appelle une amie de Deir el-Balah, qui me propose un grand appartement vide. On s'installe avec ma famille, mes frères, mes sœurs, en tout 30 ou 35 personnes. Je dormais sur un tapis. On pensait que ça n'allait durer que quelques heures », se souvient-il.

Amjad Shawa se met tout de suite au travail. Il trouve un café avec Internet, appelle ses collègues, ses contacts, évalue les besoins, réorganise ce qui peut l'être, contacte l'ONU, les ONG internationales, tout en allant au marché pour acheter des vêtements, comprenant que l'offensive allait durer. Il trouve un bureau. Deir el-Balah s'impose comme l'un des carrefours de l'aide humanitaire d'un territoire bouleversé, surtout quand l'armée israélienne commence son offensive terrestre, fin octobre.

« Notre bureau devient une plaque tournante pour les humanitaires. Tous les jours, des gens passent, on héberge des rencontres, des formations... Une fois par semaine, j'allais à Rafah, pour me coordonner avec les autres organisations. » A l'époque, Rafah, à la frontière avec l'Egypte au sud de l'enclave, était le principal point d'entrée pour l'aide humanitaire.

Le choc d'Al Shifa

L'activité lui permet de tenir, alors qu'il a l'impression que Gaza se transforme en piège en train de se refermer autour de lui. L'armée israélienne pulvérise le nord de la bande et progresse dans toutes les directions. En avril, il vit l'un de ses pires moments. Les troupes de l'Etat hébreu prennent d'assaut l'hôpital Shifa, l'une des plus grandes institutions de la bande de Gaza, utilisée par les combattants du Hamas pour se rencontrer et se ravitailler, en violation du droit international humanitaire qui précise qu'il est interdit aux combattants d'utiliser de telles structures. **Mais l'opération tourne à la destruction de l'hôpital.**

L'évacuation des troupes est couverte par des frappes aériennes qui tombent dans tout le quartier.

A proximité d'al-Shifa vivaient six vieilles cousines d'Amjad Shawa. « Elles ne pouvaient pas se déplacer. Elles avaient autour de 70 ans, voire plus. L'un de nos proches prenait soin d'elles, ainsi qu'une infirmière. Nous étions souvent en contact. Leur logement avait été détruit lors de l'assaut israélien. On a retrouvé leurs corps dans des débris. Je suis si désolé de les avoir perdues. Parce que mon père m'avait demandé de m'en occuper », raconte-t-il, la voix brisée.

La bande s'enfonce dans un profond cauchemar. Il y a les privations de nourriture régulières, le manque d'hygiène, la promiscuité. Quand des légumes arrivent, c'est jour de fête. En mai, la frontière avec l'Egypte est prise par l'armée israélienne. Toutes les frontières de Gaza sont entièrement sous le contrôle de l'Etat hébreu. C'est un coup dur. L'une de ses filles, Yara, étudiante en droit, devait partir au Qatar pour une formation en droit international. Son autre fille, Sara, en médecine dentaire à l'Université al-Azhar, a interrompu sa formation. Son dernier, Hammoud, 14 ans, a perdu une année scolaire, et perd actuellement la deuxième. C'était le seul qui a tenu à fêter le ramadan, cette année, en décorant de jolies lanternes.

Mais les Shawa ne baissent pas les bras. Amjad a mis sa famille à contribution pour sauver ce qui peut l'être. L'étudiante en médecine prodigue des soins dans un centre médical. L'étudiante en droit travaille avec une ONG internationale. Son fils contribue à la distribution alimentaire. « Je ne perdrai jamais espoir, et c'est pour ça que je suis en vie, c'est pour ça que je travaille, c'est pour ça que mes collègues viennent, c'est pour ça que les ONG se coordonnent avec nous. On est choqués de l'échec de la communauté internationale à arrêter cette guerre contre les civils, cette catastrophe sans précédent. On ne fait que demander l'application du droit international humanitaire, d'évidente justice », martèle-t-il, fier.

Préparer le prochain hiver

Malgré cette année de douleurs, de souffrances, il continue. Il faut préparer le prochain hiver. Les tentes sont maintenant trop usées. Il faut en trouver de nouvelles. Il faut régler le problème des intempéries, du froid. Obtenir des vêtements, des chaussures. Et gérer la faim, toujours. **En septembre, 83 % de l'aide alimentaire requise ne parvenait pas dans Gaza.** Quelque 50.000 enfants de 6 mois à 5 ans auront besoin d'urgence d'un traitement contre la malnutrition d'ici la fin de l'année. Et gérer ce cortège de morts et de destructions. « Le pire, ce sont les nuits. Il y a le bruit des frappes aériennes. Et le lendemain, on découvre ceux qui ont été tués, et les zones qui ont été détruites. Et ça se répète. Encore et encore. »

Samuel Forey

(9) « Je n'arrêterai pas avant le retour d'Ofer », otage à Gaza

- (a) P 8-9
- (b) Type : Témoignage
- (c) Axe : 7/10
- (d) Longueur : 6065 +63 signes
- (e) Auteur : Samuel Forey
- (f) Tonalité critique: 985 signes (16%) : il s'agit d'un paragraphe insistant sur la politique de Netayahu. En soi, il n'est pas faux, mais il tranche avec l'absence de telles explications sur la politique du Hamas ou du Hezbollah.
- (g) Réminiscence : 1545 signes (25%)
- (h) Angle critique :
- (i) Illustrations : 2 (carte de Gaza)



Ce cousin d'Ofer Kalderon, otage à Gaza, est devenu l'une des figures les plus emblématiques du mouvement de soutien aux otages. Cette année de mobilisation l'a profondément transformé.

Samuel Forey

« Depuis le 7 octobre, je ne suis plus Eyal. Je suis le cousin d'Ofer Kalderon », reconnaît cet homme de 39 ans, à l'abord agréable, cheveux courts, fine barbe que l'âge commence à blanchir.

Il se tient sur le pont piéton passant au-dessus d'une large avenue de Tel-Aviv. Au-dessous de lui, la scène qui accueille, chaque samedi soir après le shabbat, les acteurs du mouvement de soutien aux otages. Le cadre, avec les tours scintillantes, les murs bardés d'écrans, les passants filant en trottinettes et monoroues, semble appartenir à un monde de science-fiction.

Pourtant, ce 21 septembre, un cri déchirant parvient de la scène. « Liri ! Liri ! » C'est l'une des cinq observatrices de l'armée israélienne kidnappée à Gaza, le 7 octobre 2023. Eli Albag, son père, réclame en hurlant son retour, et celui de tous les otages. Le contraste est saisissant entre la modernité des lieux et la réalité simple et ancienne à laquelle sont confrontées les familles des captifs : la douleur de la perte des siens.

Ofer Kalderon vivait à Nir Oz, ce kibboutz de 400 habitants qui a le plus souffert de la gigantesque prise d'otages effectuée par le Hamas, le 7 octobre 2023 : 80 personnes kidnappées sur les 251 ramenées à Gaza ce jour-là. Ce cinquantenaire, homme à tout faire de cette communauté de 400 personnes, a été capturé en compagnie de ses deux enfants, Sahar et Erez. Ces derniers ont été libérés dans le cadre d'un échange effectué fin novembre 2023, qui a permis le retour d'une centaine de captifs dans le cadre d'un cessez-le-feu temporaire et de la libération de prisonniers palestiniens. Depuis la fin de cette trêve, seuls sept otages ont été libérés vivants, tous lors d'opérations de l'armée israélienne.

A présent, 101 otages sont encore aux mains du Hamas, et 64 d'entre eux sont présumés vivants, selon un décompte de l'Agence France-Presse. Dont, peut-être, Ofer Kalderon. Son cousin, monteur vidéo à la chaîne 12, y croit de toutes ses forces. « J'y consacre toute mon énergie. Je ne fais plus que ça, ou presque. Avec mon travail, je connaissais toutes les célébrités. Maintenant, j'en suis devenue une. Parfois, je fais le montage de mes propres interventions. C'est ridicule, je voudrais revenir à ma vie d'avant, mais je n'arrêterai pas avant le retour d'Ofer. »

« C'est le moment de se battre »

Ce père de deux enfants, un garçon de 7 ans et une fille de 3, confesse le poids que fait peser cette mobilisation dans son quotidien : « L'autre jour, mon fils m'a demandé si j'aimais Ofer plus que lui. Parce que je ne suis jamais là. Je lui ai répondu que je l'aimais, mais que maintenant, c'est le moment de se battre. »

Eyal Kalderon voyait son cousin dans les réunions de famille. Ils s'entendaient bien, sans être profondément proches. C'est justement ce pourquoi il est devenu le représentant de son parent : il est à la bonne distance. « Pour les très proches, c'est trop difficile. Le frère d'Ofer, Nissan, tombe souvent dans un profond désespoir. Ses enfants revivront quand leur père reviendra. Mais cette épreuve a rapproché les membres de la famille. Parfois, l'un d'entre nous craque. Mais il y a toujours quelqu'un pour le relever. »

La tâche était d'autant plus difficile que la cause des otages a, dès le début, été ignorée, étouffée voire carrément attaquée par le gouvernement et en premier lieu son chef, Binyamin Netanyahu. Aux lendemains du 7 octobre, ses déclarations sont dominées par les mots *destruction* et *vengeance*. Ce n'est que fin octobre que le retour des otages devient l'un des buts de guerre.

Bien que la majorité de la population israélienne de la population israélienne rappelle avec constance qu'elle est favorable à la fin de la guerre et à un retrait total de la bande de Gaza – 53,5 % des sondés dans une enquête menée par l'Institut démocratique d'Israël au mois d'août –, l'électorat qui a porté la coalition actuelle au pouvoir persiste à défendre la manière forte. Notamment les deux suprémacistes du gouvernement, Bezalel Smotrich et Itamar Ben-Gvir. Binyamin Netanyahu protège la cohésion de son cabinet, contre une volonté majoritaire qui s'effrite peu à peu, face à la régionalisation de la guerre.

Mais dans le mouvement de soutien aux otages, Eyal Kalderon trouve une autre famille : « Eux seuls peuvent vraiment comprendre ce que nous traversons. On partage le même destin. Et ceux qui ont récupéré les leurs ne nous ont pas abandonnés. C'est très fort. »

« Le gouvernement n'écoute pas »

Quand, le 31 août, les corps de six otages sont retrouvés, apparemment exécutés quelques heures avant leur découverte par les soldats israéliens, l'émoi est immense. Mais là encore, le gouvernement réussit à étouffer la protestation dans l'œuf. Pour Eyal, c'est un désastre : « On a ressenti une tristesse, de la colère, de la déception. On répète sans cesse que la pression militaire met les otages en danger. Le gouvernement n'écoute pas. On voit le résultat. Ces six otages ont vécu 328 jours. C'étaient nos frères. Nous devions les ramener. Et nous avons échoué. »

L'homme ne voit pas de réconciliation en vue avec les Palestiniens : « Il faudrait déjà qu'on fasse la paix avec nous-mêmes », dit-il en parlant des Israéliens. Pourtant, il regrette la poursuite de l'affrontement avec le Hezbollah et l'Iran : « Encore une fois, les otages sont oubliés. Plus le temps passe, plus les chances de les revoir s'amenuisent. »

Le Soir 5/10

La mobilisation se termine par l'hymne national israélien, chanté en chœur. Contemplant la foule rassemblée, la scène en deuil, le cadre lumineux de cette ville qui se veut tournée vers l'avenir, mais qui est tapissée de portraits de d'otages comme autant de fantômes, Eyal Kalderon donne soudain l'impression d'un effondrement intérieur. Il lâche, le regard perdu : « Je ne peux pas croire que ça fait un an qu'on se mobilise. Je ne sais pas combien de temps on pourra tenir comme ça. »

Samuel Forey

(10) « Israël veut empêcher l'imaginaire de paix au Liban »

- (a) P 9
- (b) Type : Entretien
- (c) Axe : Conséquences
- (d) Longueur : 5454 +59 signes
- (e) Auteur : Inès Gil
- (f) Tonalité critique : 1989 signes (36%)
- (g) Réminiscence : (0%)
- (h) Angle critique : oui
- (i) Illustrations : 2 (carte du Liban, portrait de Mona Fawaz)

Mona Fawaz, chercheuse libanaise, dépeint un Liban meurtri par l'offensive israélienne.

entretien

Inès Gil

Correspondante à Beyrouth

Le 23 septembre, l'aviation israélienne amorce la guerre ouverte au Liban, le pays est ébranlé. Les jets pilonnent le Sud-Liban et la Bekaa, à l'est. Rapidement, la banlieue sud de Beyrouth est visée. Cinq jours après le début de la guerre, le chef du Hezbollah Hassan Nasrallah est tué dans son QG souterrain. En dix jours, plus de 1.200 personnes ont été tuées, **en majorité des civils** selon les autorités libanaises.

Israël **affirme avoir lancé cette opération en réponse aux roquettes tirées par le Hezbollah**. Si les Libanais sont profondément divisés sur l'action du groupe chiite et son engagement dans la guerre, l'offensive israélienne est perçue comme une agression contre l'ensemble de la population. Près d'un an jour pour jour après le 7-Octobre, comment les Libanais traversent-ils ce nouveau conflit dans un pays déjà meurtri par les crises multiples ? Mona Fawaz, professeure d'études urbaines à l'Université américaine de Beyrouth et cofondatrice du Beirut Urban Lab qui documente les guerres israéliennes à Gaza et au Liban, donne des éléments de réponse.

Comment vivez-vous ces derniers jours de guerre ?

J'ai vécu **les agressions israéliennes** de 1982, 1993, 1996, et 2006. J'ai la sensation que cette brutalité nous rattrape sans cesse. Un sentiment d'impuissance m'envahit, comme beaucoup de personnes au Liban. Je ne veux pas quitter le pays, mais l'inquiétude me gagne. Ma fille a 16 ans, elle doit étudier, mais les écoles sont fermées à cause de la guerre. Quand cette folie va-t-elle s'arrêter ? Chaque jour connaît son lot de bouleversements extrêmes, le 23 septembre paraît déjà lointain. Comment penser à l'avenir alors que tout semble s'effondrer ?

Israël affirme s'attaquer uniquement au Hezbollah.

Ce sont des mensonges. **Israël crée un mythe pour justifier ses crimes à l'international**. Le premier jour des bombardements sur Beyrouth, 50 vies civiles ont été fauchées. Mercredi, l'attaque sur Bachoura, dans le centre de la capitale, visait des secouristes. Elle a endommagé un cimetière, **comme si Israël voulait suivre les morts dans leur tombe. Les principales victimes des guerres israéliennes sont des civils.**

Depuis le 23 septembre, le Liban est le théâtre de violences inouïes. Mais la guerre a en réalité commencé le 8 octobre.

C'est vrai, le Hezbollah a initié les combats le 8 octobre **en solidarité avec les Palestiniens de Gaza**. Il y a eu des échanges de feu quotidiens à la frontière pendant plusieurs mois. Mais depuis le 8 octobre, **l'armée israélienne a lancé quatre fois plus de missiles que le Hezbollah**. Il y a eu une volonté d'escalade claire du côté israélien.

Le Hezbollah n'a pas inventé la solidarité libanaise avec la cause palestinienne. Ceux d'entre nous qui ont grandi dans le Sud-Liban ont toujours ressenti une continuité avec la Palestine. Quand la guerre à Gaza a éclaté, nous avons tous été affectés.

Les Libanais avaient-ils anticipé une telle guerre ?

Quand les affrontements ont commencé le 8 octobre, **les règles d'engagement étaient claires, les combats semblaient relativement contenus**. On pensait que ça n'irait pas plus loin. Au fil des mois, c'est devenu de plus en plus alarmant. On voyait ce qui se passait à Gaza, on a commencé à se dire que tout était possible. **Surtout que pendant un an, les dirigeants israéliens ont répété qu'ils allaient faire à Beyrouth ce qu'ils avaient fait à Gaza**. Mais on ne voulait pas croire que ça irait plus loin. Je me disais que l'élargissement de la guerre était impossible, que la colère à l'international pouvait freiner Israël, **qui ne voulait pas risquer d'être davantage un Etat paria**. Mais c'est arrivé. **C'est comme s'il n'y avait plus aucune limite pour Israël**.

Votre famille est originaire du village de Tibnine, dans le Sud-Liban. Quel écho avez-vous de vos proches ?

Tibnine est situé à 20 kilomètres de la frontière. Après le 8 octobre, il était un des rares villages qui avaient réussi à conserver une présence sociale. Beaucoup de villageois des localités voisines s'y étaient réfugiés. Mais aujourd'hui, Tibnine est presque vide. Les habitants sont partis après le 23 septembre. Il reste quelques secouristes, et les plus âgés, qui refusent de quitter leur foyer.

Avec ce déchaînement de violence, comment voyez-vous l'avenir du Liban ?

J'ai grandi avec l'idée que le droit international devait être respecté. Mais aujourd'hui, on ne peut que constater l'impuissance de la justice. Je vois la solidarité dans les manifestations de soutien en Europe ou aux Etats-Unis, et je suis profondément touchée. Mais les dirigeants occidentaux se sont oubliés dans leur soutien inconditionnel à Israël. **Ils acceptent qu'on meure parce qu'on est Arabes, c'est un racisme aveugle**.

J'ai peur pour notre futur. Israël veut empêcher l'imaginaire de paix pour les décennies à venir, il n'envisage les rapports avec ses voisins qu'à travers la violence. Les dirigeants israéliens sont en train d'installer la haine dans les cœurs de tous les habitants de cette région. Même de leur propre population. Quand un soldat israélien est tué au Liban, croyez-vous que sa mère va voir que cette guerre est inutile ? Non, elle va haïr ceux qui l'ont tué et haïr le Liban. Je suis effarée de voir les évolutions en Israël, il y a un génocide à Gaza, des massacres au Liban, et ils ne ressentent rien. Les Israéliens ont perdu leur capacité d'empathie.

Inès Gil

(11) Témoignages - « Je me suis sentie totalement abandonnée »

- (a) P 10
- (b) Type : Entretien
- (c) Axe : 7/10
- (d) Longueur : 6095 +62 signes
- (e) Auteur : Marine Buisson
- (f) Tonalité critique : une note inutile de 213 signes (3 %)
- (g) Réminiscence : 3838 signes (62 %)
- (h) Angle critique :non
- (i) Illustrations : 1 (photo de Sylvie Lausberg)

Sylvie Lausberg a été horrifiée par les violences sexuelles commises durant l'attaque du Hamas. Après un sentiment d'abandon, elle constate un frémissement dans l'opinion, un an après.

entretien

Marine Buisson

Comment se reconstruit-on, en tant que membre de la communauté juive de Belgique, après les événements traumatiques du 7 octobre 2023 ? Pour l'historienne Sylvie Lausberg, actuellement secrétaire générale du Centre européen du Conseil international des femmes, le chemin a été long. Très impliquée dans la reconnaissance des violences sexuelles commises lors de l'attaque terroriste qui a coûté la vie à 1.205 personnes (parmi elles, 800 civils et au moins 282 femmes et 36 enfants), elle confie son sentiment d'avoir été « abandonnée ».

Vous souvenez vous de la manière dont vous avez appris ce qu'il se passait le 7 octobre dernier ?
Qu'est ce que vous avez ressenti ?

J'ai été au courant tout de suite de ce qu'il se passait via les médias en ligne, l'info en continu, les alertes qui sont arrivées quasiment directement. Mais en ce qui me concerne, et vu mon engagement féministe contre les violences sexuelles dans le monde, j'ai très vite constaté ce qu'il se passait. J'en ai parlé à mon amie Viviane (Teitelbaum, députée MR, NDLR), qui m'a dit qu'elle partageait mon sentiment. On a reconnu des procédés en lien avec les crimes sexuels, qui sont malheureusement fréquents dans les guerres. Mais ici, il y a eu plusieurs dimensions supplémentaires. Et c'est là-dessus que j'ai décidé de réagir. Ça m'a pris un mois pour me décider à agir, car dans la plupart des lieux où je travaille, je me suis sentie abandonnée, totalement abandonnée. Et j'avais beau essayer d'expliquer, ce sentiment n'a fait que croître.

La question des violences sexuelles, des violences faites aux femmes, vous a directement interpellée. Pourquoi ?

J'ai reconnu instinctivement ce qu'il se passait. Puis j'ai suivi l'élaboration de groupes de travail sur le sujet en Israël pour avoir des informations spécifiques sur cet aspect. Je ne suis pas spécialiste de la guerre au Moyen-Orient, je suis cela comme tout le monde. Je suis féministe, pacifiste. Ce qui nous a vraiment marqués, c'est la dimension des crimes sexuels et le fait qu'elle ait été, à mon sens, contestée et invisibilisée en Belgique. Tous ces jeunes du festival, qui sont un peu comme nos enfants, ont été considérés comme des victimes « logiques » à cause de la politique de l'Etat. Il y a quelque chose ici qui ne va pas du tout. Ça m'a fait penser au Bataclan : ils font la fête, ils s'amusent, ils dansent. Mais les victimes du Bataclan ont été considérées comme des « vraies » victimes. Mais en Israël, parce que ce sont des Juifs,

ou des amis des Juifs, j'ai eu le sentiment que ces victimes n'avaient pas d'identité, qu'elles sont passées directement en « pertes et profits ». Dès le 8 octobre, on a vu que c'était fini, qu'on n'allait pas pouvoir analyser les faits ni rendre hommage aux victimes en Belgique. A Uccle, on a vu des personnes arracher les affiches des otages, dont celle du petit bébé, Kfir.

Vous avez ressenti de l'animosité, de la violence ?

Les premiers jours, c'était un choc tellement violent. J'ai eu beaucoup de mal à aller travailler, je n'avais que ça en tête. Ce dont je me suis rendu compte petit à petit c'est que quand je disais que je n'allais pas bien, que j'avais besoin de temps, on me répondait « bien évidemment ». Mais quand je voulais parler de fond, échanger, les gens ne voulaient pas en parler. J'ai partagé de la documentation auprès de mon cercle de psychanalystes sur la prise en charge psy des victimes et des témoins du 7-Octobre. Pour un échange de pair à pair. On m'a répondu : « On ne veut pas de ta propagande pro-israélienne. »

Vous avez eu le sentiment de ne pas avoir pu parler librement des événements du 7 Octobre ?

On a senti assez vite que dès qu'on en parlait, c'était recouvert par la guerre à Gaza. Qui est affreusement terrible, mais un événement ne peut chasser l'autre ; car ici, en Belgique, personne n'est responsable de cette guerre. En revanche, il y a des faits qui doivent être analysés, une dimension de cruauté envers les femmes, et le silence assourdissant sur tout cela m'a mise face à la perte de confiance dans mes engagements démocratiques et féministes en Belgique, qui n'ont pas été respectés et c'est un constat très dur à accepter.

Pas respectés par vos pairs ? Par la société en général ?

Oui. Et pas respectés par la presse non plus. Nous avons publié une étude analysant le traitement des violences sexuelles commises par le Hamas dans la presse¹. Ça m'a sauvée de faire cette étude. Mais quand on l'a publiée, je me suis rendu compte qu'il y avait quelque chose qui avait bougé en Belgique par rapport au pays dans lequel moi j'ai grandi et appris à travailler. Il y a, au quotidien quelque chose de difficilement supportable dans le climat très pro-palestinien. Les atrocités innommables du 7-Octobre ont été minimisées et invisibilisées malgré les vidéos filmées par les terroristes eux-mêmes. Les paroles d'otages mises en doute. Parce que juives. A la manifestation du 25 novembre pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, malgré les assassinats du 7-Octobre et les actes de torture physique et psychologique, spécifiquement envers les femmes, il n'y a pas eu un seul mot sur les victimes de violences sexuelles, ni sur les filles otages. C'est horrible, ce sentiment qu'on a d'avoir travaillé aussi pour ce monde associatif, féministe et de voir que tout à coup, on ne partage plus les mêmes valeurs. C'est cette forme d'essentialisation des victimes qui m'a le plus marquée, heurtée : les faits sont occultés parce que ce sont des Juifs et Juives, ou des Israéliens ; on oublie aussi les victimes d'autres nationalités, comme les Philippins et les festivaliers étrangers. Pourquoi ? Quel prix a leur vie ?

1

Le Soir, qui a pris connaissance de ce rapport au moment de sa sortie, a rencontré les autrices pour évoquer ses réserves concernant la méthodologie utilisée qui ne permet pas d'aboutir aux conclusions présentées.

Marine Buisson

(12) « Dans l'avion, je me demandais si j'avais pris la bonne décision »

- (a) P 10-11
- (b) Type : Témoignage
- (c) Axe : Conséquences
- (d) Longueur : 6825 +72 signes
- (e) Auteur : Ugo Santkin
- (f) Tonalité critique : 383 signes (6%)
- (g) Pourcentage descriptif du 7/1 : 127 signes (2%)
- (h) Angle critique : oui
- (i) Illustrations : 1 (photo de Haneen Abu Nahla)

Haneen Abu Nahla a fui Gaza avec ses quatre enfants. Aujourd'hui en Belgique, elle raconte son parcours marqué par la peur, l'exil et la résilience, tout en cherchant à reconstruire un avenir pour ses enfants. Et qui sait, un jour, son pays.

Récit

Ugo Santkin

Je ne peux pas dire que nous avions une vie normale : nous ne pouvions pas sortir de la bande de Gaza, c'était compliqué sur le plan économique, les ressources en électricité et en eau étaient limitées », explique Haneen Abu Nahla en évoquant sa vie avant le 7-Octobre. « Mais nous essayions constamment de nous adapter, de poursuivre nos vies le plus normalement possible. Et puis, dès 2020 en particulier, Gaza s'est beaucoup amélioré, les villes et les bâtiments se modernisaient petit à petit », retrace la jeune quadragénaire.

Haneen est consciente qu'elle était une Gazaouie privilégiée : un bon job au sein de l'agence belge de coopération internationale (Enabel), une coquette maison, quatre enfants heureux et scolarisés dans de bonnes écoles, ainsi que des proches aimants et en bonne santé. « Nous pensions souvent à l'avenir de Gaza, convaincus que la situation changerait à un moment donné », raconte la titulaire d'un master en *business administration*.

Puis est survenue l'attaque sans précédent du Hamas en Israël entraînant la mort de 1.205 personnes et la capture de 251 otages. « C'était un samedi. Nous avions prévu d'aller à la mer en famille », se remémore Haneen. « Mais à l'aube, quand nous avons découvert ce qu'il se passait, nous avons très vite compris que les conséquences seraient terribles. Mais jamais à ce point. »

La réplique israélienne ne s'est pas fait attendre et n'a (quasi) pas cessé depuis, tuant 42.000 Palestiniens, en majorité des civils, parmi lesquels 14.000 à 17.000 enfants. Habitée aux bombardements, la mère célibataire a rapidement constitué un stock d'eau et de nourriture avant de se cloîtrer chez elle. Le lendemain, les premières bombes éclataient dans le quartier voisin. « Tout tremblait. Mon fils cadet ne cessait de crier. Cela a duré douze heures non-stop », se souvient-elle. « Nous nous sommes rapidement résolus à nous rendre chez ma sœur, dans une zone encore épargnée par les bombardements. »

Une semaine plus tard, les autorités israéliennes pressaient les habitants de la ville de Gaza et du nord de fuir vers le sud. « Je ne pouvais pas me résoudre à quitter ma maison, emmener mes enfants dans un camp. Ma mère et mes frères sont partis, tandis que ma sœur et moi sommes restées », relate-t-elle. « Nous

changions constamment d'endroits, toujours dans la précipitation, alors que nous n'avions même pas de chaise roulante pour mon plus jeune fils, porteur d'un handicap. Ce fut le mois le plus horrible de ma vie. »

Plus le choix

Quand les chars israéliens ont commencé à encercler le quartier de l'hôpital Al-Shifa, Haneen n'avait plus le choix. « Nous devions partir. Alors nous sommes sortis en agitant des tissus blancs. Je pensais sincèrement que nous ne survivrions pas », confie Haneen. « Nous avons marché pendant des heures en direction de la frontière égyptienne par laquelle on pouvait encore passer en payant des milliers d'euros. » Des sommes ne garantissant pas toujours le passage. Début mai, quand le poste-frontière de Rafah est tombé sous le contrôle d'Israël, la situation s'est aggravée. Depuis, à l'exception de quelques rotations de personnel humanitaire et de quelques patients dans le cadre d'évacuations médicales, personne n'entre ou ne sort de Gaza. Et ce, même s'ils en ont théoriquement l'autorisation.

Arrivés au point de contrôle, le calvaire n'a pas cessé. « Nous étions tous en file », se souvient la mère de famille. « Les soldats israéliens arrêtaient certains d'entre nous, **et en ont exécuté plusieurs, à quelques mètres de nous**. Ils ordonnaient de regarder droit devant et de ne pas dire un mot », décrit Haneen : « A peine avions-nous franchi le checkpoint, qu'un missile s'est écrasé à 200 mètres de nous, **tuant des dizaines de personnes**. C'était le chaos, j'ai perdu un de mes fils des yeux. J'ai longtemps crié après lui. Quand nous nous sommes enfin retrouvés, il pleurait, pensant que nous avions disparu. Aujourd'hui, j'en fais encore des cauchemars », livre-t-elle au bord des larmes.

Après plusieurs jours dans un abri avec des dizaines d'autres familles et de nombreuses difficultés, Haneen a été la première travailleuse d'Enabel à être autorisée à fuir Gaza pour la Belgique avec ses enfants. « Dans l'avion au départ du Caire, je me demandais si j'avais pris la bonne décision. Mes enfants pleuraient, ne cessaient de m'interroger sur ce que nous allions faire, où nous allions vivre, etc. Je n'avais pas de réponse. J'étais seule avec quatre enfants. Désesperée. »

Quand la famille est arrivée à Bruxelles, elle a été prise en charge par Enabel, le temps qu'elle se remette des épreuves endurées. Mais très vite, Haneen s'est mise en ordre de marche, enfouissant la douleur. « J'ai décidé de me concentrer sur la vie de mes enfants. Je courrais partout pour trouver une maison, gérer l'administratif, soigner mon plus jeune fils », explique-t-elle, reconnaissante envers son employeur qui l'a beaucoup aidée, et ce alors que ses locaux dans l'enclave palestinienne étaient bombardés. Un « dommage collatéral », selon l'armée israélienne.

Lutter pour garder le cap

Bénéficiant d'un visa via son travail, Haneen ne fait pas partie des plus de 4.200 Palestiniens qui ont demandé l'asile en Belgique depuis le 7 octobre. Aujourd'hui, ses enfants et elle sont installés à Tervuren. Ses trois garçons vont à l'école tandis que sa fille espère pouvoir reprendre ses études de médecine. Si elle se sait chanceuse d'être loin des bombes, Haneen doit lutter pour garder le cap. « Parfois, j'ai l'impression d'être invincible, que je peux tout surmonter. Mais à d'autres moments, je sens que je ne peux plus continuer. »

Face à cette dure réalité qu'est celle de Gaza, Haneen ne cache pas son désabusement vis-à-vis de l'inaction de la communauté internationale. « Je doute qu'ils considèrent encore les Gazaouis comme des êtres humains. **Ce qui se passe là est un génocide** », lâche-t-elle. « **Ce que fait Israël ne peut pas être justifié. Comment expliquer une telle punition collective ? Une telle inaction ? Un tel double standard ?** Aujourd'hui, les Palestiniens en veulent à tout le monde. »

Alors que « **beaucoup de Gazaouis n'attendent plus rien, si ce n'est la mort** », Haneen et ses enfants se sont donné pour mission de tenir bon. « C'est notre rôle, nous qui avons la chance d'être en sécurité, de se mettre dans les meilleures conditions pour grandir, ne pas cultiver la haine, obtenir de bons diplômes et un jour retourner à Gaza quand la guerre sera terminée », dit-elle avec conviction. « Ce sera notre meilleure arme pour reconstruire notre pays. »

Ugo Santkin

(13) « Il n'y a que la mort et la destruction. Pourquoi ? »

- (a) P 11
- (b) Type : Carte blanche
- (c) Axe : Conséquences
- (d) Longueur : 5669 +59 signes
- (e) Auteur : Hossam al-Madhoun
- (f) Tonalité critique : 1271 signes (22%)
- (g) Réminiscence : 0
- (h) Angle critique : oui
- (i) Illustrations : 1 (photo de Hossam al-Madhoun)

Hossam al Madhoun tient depuis le 7 Octobre un carnet de bord. « Le Soir » avait publié certains de ses textes. Aujourd’hui en exil au Caire, il regarde sa vie amèrement.

Me voici au Caire, après un an d'une guerre totalement destructrice, vivant, respirant. Mais ai-je survécu ?

Je suis ici en exil, sans maison, sans famille, sans espoir d'un quelconque avenir, coincé à un endroit et à un moment qui ne changent pas, ma fille est au Liban pour ses études, la guerre a commencé là-bas aussi, et maintenant ma peur ne peut pas être expliquée, la peur pour mes frères et sœurs à Gaza, la peur pour ma fille au Liban, la peur pour mon avenir et ma capacité à assurer ma vie en exil, pas d'horizon de stabilité, je ne peux pas retourner à Gaza, et même si un jour je pouvais retourner à Gaza, Gaza n'existe plus, pas de maisons, pas d'écoles, pas de routes, pas d'infrastructures d'eau potable ni sanitaires, pas de communication, pas d'électricité, pas de nourriture, pas d'eau, pas de paix. Il n'y a que la mort et la destruction. **Pourquoi ? Pour quelle raison ?**

Ils autorisent ou non ce qu'ils veulent pour nous

J'ai vécu toute ma vie sous occupation. Depuis 1967, Israël occupe Jérusalem-Est, la Cisjordanie **et la bande de Gaza** et depuis lors, il contrôle nos vies, la vie d'un autre peuple, d'une autre nation, les Palestiniens. Depuis lors, Israël permet ou ne permet pas. Il contrôle non seulement nos vies, mais aussi nos ressources et nos frontières. Ils décident de ce qui entre dans nos territoires et de ce qui en sort. Ils décident de la quantité d'eau que nous pouvons utiliser à partir de nos propres ressources en eau. Ils décident qui peut voyager et qui ne le peut pas. Ils décident du type de nourriture et de biens que nous pouvons importer ou exporter, et ils décident depuis qui nous pouvons importer ou vers qui nous pouvons exporter. Ils décident du type d'usines que nous pouvons construire et de celles que nous ne pouvons pas construire. Ils décident de la quantité d'électricité que nous pouvons produire ou non. Ils décident que nous sommes obligés d'importer et d'acheter leurs biens, leurs produits, leur électricité aux prix qu'ils fixent. Ils décident si un étudiant peut voyager à l'étranger pour ses études ou non. Ils autorisent ou non les étudiants à se rendre à Jérusalem ou à franchir les plus de 400 *checkpoints* militaires en Cisjordanie. Ils décident qui peut avoir accès au travail et qui ne le peut pas, ils décident qui peut être employé par l'administration civile qu'ils nous imposent et qui ne le peut pas. Ils décident qui peut construire une maison et qui ne le peut pas. **Ils décident que quiconque brandit un drapeau palestinien en Palestine ira en prison pour six mois. Ils nous permettent d'avoir une nationalité ou de ne pas en avoir** ; mon autorisation de voyage est délivrée par les autorités israéliennes et comporte mon nom, mon numéro d'identification, le nom de ma mère, ma religion et ma photo personnelle, **mais devant le titre « nationalité », il est écrit « non identifié ».** Ils décident, ils

autorisent ou non ce qu'ils veulent pour nous, pour notre vie actuelle et pour l'avenir de nos enfants, et **tout acte d'opposition est qualifié de terrorisme.**

Combien de Palestiniens maintenus en prison ?

Il en est ainsi même après la création de l'Autorité palestinienne et l'arrivée d'une soi-disant « paix ». Les Israéliens ont toujours le même pouvoir sur notre terre, sur nos ressources naturelles, sur nos exportations et nos importations, sur les fonds qui nous parviennent du monde entier, sur qui peut nous faire des dons et qui ne le peut pas, et sur ce qui est autorisé et ce qui ne l'est pas.

Combien d'étudiants ont été empêchés de voyager pour étudier depuis 1967 ? Des milliers.

Combien de patients n'ont pas obtenu de permis de sortie de Palestine pour des soins de santé depuis 1967 ? Des milliers.

Combien de Palestiniens ont été maintenus en prison pendant des années parce qu'ils protestaient, s'opposaient et agissaient contre l'occupation depuis 1967 ? Des centaines de milliers.

La mort de ma mère et ma belle sœur

Aujourd'hui, Israël a autorisé l'entrée du vaccin contre la polio dans la bande de Gaza, **mais il n'autorise pas l'entrée d'une quantité suffisante de nourriture, donc ils créent une famine.**

Ils n'autorisent pas l'entrée de matériel et de fournitures de santé, ce qui entraîne la mort de milliers de patients et de blessés (dont ma mère et ma belle-sœur).

Ils n'autorisent pas l'utilisation de matériel hygiénique, si bien que des maladies se répandent parmi les habitants de Gaza, des maladies de peau, des maladies transmises par l'eau, et bien d'autres encore.

Ils n'autorisent pas les tentes pour que les gens puissent les utiliser comme abris de remplacement après le bombardement et la destruction de leurs maisons.

Ils n'autorisent pas les médias internationaux à entrer à Gaza afin que leurs crimes ne soient pas documentés.

Ils n'autorisent pas l'accès aux vêtements, aux cigarettes, aux fruits et à des milliers de produits de première nécessité, créant ainsi une crise humanitaire parmi les habitants. Et ils continuent de bombarder, de pilonner, de frapper et de tuer de plus en plus de gens.

Je pourrais continuer à citer des milliers d'exemples de l'humiliation quotidienne à laquelle nous sommes exposés de la part des autorités israéliennes et de leurs soldats aux frontières et aux points de contrôle, dans nos villes, nos villages, nos cités, nos rues et nos maisons.

Chers amis, ceux qui ont le pouvoir de permettre, ont le pouvoir de ne pas permettre.

Israël a abusé de ce pouvoir sur les Palestiniens pendant des décennies.

Est-ce que cette guerre a commencé le 7 octobre ????!?

2. Le Soir – 7/10/2024

a. UNE

- (a) Espace occupé par le 7 octobre et ses conséquences : 2 %
 - (b) Images du 7 octobre : 0%

(1) MOYEN-ORIENT. Les Israéliens construisent *la mémoire du 7-Octobre sur la route 232*. (P4 & 5)

- (a) Type : annonce
 - (c) Axe : 7/10
 - (d) Longueur : 86 signes
 - (e) Auteur : Rédaction
 - (f) Tonalité critique : 0
 - (g) Réminiscence : 40 signes (47 %)
 - (h) Angle critique : Non
 - (i) Illustrations : néant.

b. INTÉRIEUR

- (a) Estimation du nombre de signes par page (sur base du nombre de signes des pages 4 et 5 du Soir du 5/10) : 6880
- (b) Nombre total de pages info : 11
- (c) Publicités : $2 \times \frac{1}{2}$ page + 1 x 9% page + 1 x 18% page.
- (d) Estimations de signes nets info hors publicité : $9,73 \times 6880 = 66942$.
- (e) Articles axe 7/10 (en pourcentage de signes/édition) : 29,1%
- (f) Réminiscence (en pourcentage de signes sur l'édition) : 11,4 %
- (g) Articles axe conséquences (en pourcentage de signes/édition) : 11,2 %
- (h) Tonalité critique (en pourcentage de signes sur l'édition) : 3,0 %

(1) Aucun signe d'un cessez-le-feu

- (a) P 2
- (b) Type : article
- (c) Axe : Conséquences
- (d) Longueur : 2881 +34 signes
- (e) Auteur : Philippe De Boeck avec AFP
- (f) Tonalité critique : 760 signes (26 %)
- (g) Réminiscence : 39 signes (1%)
- (h) Angle critique : Oui
- (i) Illustrations : néant.

La veille du 7 octobre, l'armée israélienne a continué ses frappes au Liban, dans la bande de Gaza, mais aussi en Syrie. Seul l'Iran est « épargné » pour l'instant mais pour combien de temps encore, mystère. Près d'une semaine après le début des opérations terrestres dans le sud du Liban, le Premier ministre israélien a rendu visite dimanche aux troupes déployées à la frontière libanaise. Il ne montre toujours aucun signe de vouloir négocier avec le Hezbollah ou le Hamas. « Il y a un an, nous avons subi un coup terrible », a dit Binyamin Netanyahu en référence à l'attaque du 7 octobre 2023. « Au cours des douze mois qui ont suivi, nous avons transformé la réalité d'un extrême à l'autre. Le monde entier est émerveillé par les coups que vous portez à nos ennemis », a-t-il ajouté. « C'est ensemble que nous nous battrons et ensemble nous vaincrons. »

Samedi et dimanche, l'aviation israélienne a continué ses frappes sur différentes régions du pays des cèdres. De violents bombardements sur la banlieue sud de Beyrouth ont terrorisé les habitants de la capitale libanaise dimanche. L'agence de presse officielle libanaise ANI a rapporté plus de 30 frappes israéliennes dans la nuit de samedi à dimanche sur plusieurs secteurs de la banlieue sud, fief du Hezbollah, et un correspondant de l'AFP a fait état de frappes dans l'est du pays

Après avoir affaibli le Hamas lors d'une offensive dévastatrice toujours en cours dans la bande de Gaza assiégée, Israël a déplacé depuis la mi-septembre l'essentiel de ses opérations vers le front libanais, ouvert par le Hezbollah en soutien au Hamas.

Le Premier ministre libanais, Najib Mikati, a appelé le monde à « faire pression sur Israël » pour un cessez-le-feu, alors que 23 personnes sont mortes samedi, un bilan n'incluant pas les frappes nocturnes. Le ministre libanais de l'Education, quant à lui, a annoncé dimanche que la rentrée scolaire du 1,25 million

d'élèves de la maternelle au lycée serait repoussée d'octobre au 4 novembre, « face au danger qui menace » élèves et enseignants.

Dimanche dans le nord de la bande de Gaza, Israël a annoncé « encercler » la zone de Jabaliya où le Hamas « reconstitue ses forces » d'après le porte-parole de Tsahal. Selon la Défense civile de Gaza, 17 personnes, dont neuf enfants, y sont mortes.

Dans le centre du territoire palestinien, à Deir al-Balah, au moins 26 personnes ont été tuées dans des frappes sur une mosquée et une école accueillant des déplacés. D'après le dernier décompte du ministère de la Santé du mouvement islamiste, 41.870 victimes sont tombées dans la bande de Gaza depuis le 8 octobre 2023.

En Syrie, un raid aérien israélien sur une usine d'automobiles iraniennes à Homs a fait trois blessés, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme. Et trois camions d'aide humanitaire pour les réfugiés venus du Liban ont été détruits. Ph.Db. avec AFP

Philippe de Boeck

(2) Une cérémonie pour combler le sentiment de solitude des Juifs de Belgique

- (a) P 3
- (b) Type : reportage
- (c) Axe : 7/10
- (d) Longueur : 4041 +77 signes
- (e) Auteur : Pauline Hofmann
- (f) Tonalité critique : 405 signes = (10 %)
- (g) Réminiscence : 1163 signes (28 %)
- (h) Angle critique : non
- (i) Illustrations : 1



Près de 2.000 personnes se sont rassemblées ce dimanche, à Uccle, pour commémorer les massacres du 7 Octobre, mais aussi pour perpétuer le combat pour le retour des otages encore retenus dans la bande de Gaza.

Reportage

Pauline Hofmann

Des touches de jaune aux poignets, accrochés sur les poitrines, mais aussi sur ces ballons, qui s'envolent au ciel. La couleur du combat pour le retour des otages toujours aux mains du Hamas. Ce dimanche, à l'évocation des Israéliens retenus depuis un an dans la bande de Gaza, les bouches se sont tordues, des larmes ont coulé. Une cérémonie d'hommage aux victimes du 7-Octobre, mortes comme celles toujours en vie, s'est tenue ce dimanche à Uccle, à l'appel d'une trentaine d'organisations.

Un an jour pour jour après le massacre commis par le Hamas, la douleur reste vive. De Bruxelles à Tel Aviv, la mémoire des 1.200 morts du 7-Octobre reste vive, comme si un jour seulement avait passé depuis cette journée sanglante. Leurs noms s'écrivent, leurs visages s'affichent. « L'approche du 7 octobre ravive la douleur chez la communauté juive », indique Yves Oschinsky, président du Comité de coordination des organisations juives de Belgique (CCOJB). « Nous avions besoin de nous réunir, de reprendre des forces. » 2.200 personnes ont répondu à l'appel des organisations juives, beaucoup plus qu'initialement espéré. **Et au-delà de la communauté, veulent croire ses représentants.**

« Le souffle des Juifs s'est coupé »

L'absence remarquée d'un certain nombre de politiques en agace certains, en indiffère d'autres. Tous appellent le gouvernement fédéral à davantage d'intransigeance et de force pour réclamer le retour des otages, comme le fils d'Alon Nimrodi, présent à la tribune. « Jamais ne nous quitteront les sentiments de sidération, d'effroi, d'infinie tristesse, d'horreur et de colère », a déclaré Yves Oschinsky. Les représentants de l'Union des étudiants juifs de Belgique, Gabrielle Piorka et Gad Deshayes, se souviennent, eux, de « ce souffle des Juifs du monde entier qui s'est coupé » au matin du 7 octobre. Ces derniers déplorent, toujours aujourd'hui, le « silence (d'alors) des autorités académiques ».

« Nous sommes dans un quotidien rythmé de batailles », continuent les deux étudiants, « contre la rupture des liens avec les universités israéliennes ainsi que contre les marches antisémites », en référence aux manifestations pro-palestiniennes et au blocage de l'ULB qui ont émaillé l'année. L'amertume est partagée par le président du CCOJB, qui s'en est pris à ceux qui « retournent l'accusation de génocide contre les victimes de génocide elles-mêmes ». La procédure en cours devant la Cour internationale de justice continue de provoquer l'incompréhension **chez les soutiens d'Israël**. Le Hamas avait « l'objectif non dissimulé de tuer les Juifs, tous les Juifs », continue le représentant, pour qui « c'est uniquement de ce côté que se trouve la volonté génocidaire ».

« Un Israël de paix et de coexistence »

Car si la guerre à Gaza et celle du Liban désormais sont évoquées, en saluant « l'engagement de Tsahal », les civils des deux territoires semblent loin des regards à Uccle. L'apaisement est arrivé du discours des mouvements de jeunesse juive. Un après l'autre, ces adolescents ont poussé « l'espoir », « celui d'un Israël en paix, où la sécurité et la coexistence ne sont pas des idéaux lointains ».

Ce lundi, une autre cérémonie aura lieu à la grande synagogue de Bruxelles, où se rendront des membres du gouvernement fédéral. Et de l'autre côté de la Méditerranée, les commémorations seront marquées par la division dans un pays fracturé. Le Premier ministre Binyamin Netanyahu se voit reprocher d'abandonner la cause des otages. Alors plusieurs événements se tiendront aux quatre coins du territoire israélien : la cérémonie du gouvernement (pré-enregistrée), mais aussi celle des familles de victimes à Tel Aviv.

Reste à savoir si cette journée de mémoire sera, ou non, marquée par une riposte israélienne aux tirs de missiles venus d'Iran la semaine dernière.

Pauline Hofmann

(3) *Cours du pétrole. Flambée des prix ou décrue : le baril suspendu à la riposte israélienne.*

- (a) P 3
- (b) Type : Analyse
- (c) Axe : Conséquences
- (d) Longueur : 4515 +94 signes
- (e) Auteur : Bernard Padoan
- (f) Tonalité critique : 0
- (g) Réminiscence : 0
- (h) Angle critique : Non
- (i) Illustrations : néant.

Analyse

BERNARD PADOAN

C'est une semaine très agitée que les marchés pétroliers viennent de traverser. L'accroissement de la tension au Moyen-Orient – tirs de 200 missiles iraniens sur Tel Aviv, bombardements israéliens et combats dans le Sud-Liban – ont donné des sueurs froides aux *traders*, avec un cours du brut qui s'est baladé sur des montagnes russes – deux séances de forte hausse mardi et jeudi, deux journées plus calmes mercredi et vendredi. Au bout du compte, le baril a quand même pris 9 % au cours de la semaine écoulée – à 78 dollars pour le baril de Brent de la mer du Nord. Les optimistes diront qu'on est encore loin des 90 dollars atteints au début de la guerre à Gaza et lors de la première attaque de l'Iran contre Israël en avril. Les pessimistes, eux, regrettent déjà les 70 dollars frôlés il y a moins d'un mois.

Les jours qui viennent seront donc cruciaux pour définir la tendance durable des prix pétroliers, qui sont tirailles entre deux mouvements contradictoires. La guerre au Moyen-Orient, et sa possible extension régionale, est évidemment le principal facteur qui tire les prix vers le haut. Ce que les marchés attendent avec angoisse, c'est la réplique d'Israël aux tirs de missiles iraniens : quelle sera son ampleur et quelles en seront les cibles ? Ce n'est pas un hasard si les cours ont bondi jeudi après que le président américain Joe Biden a évoqué – dans une phrase assez sibylline, il est vrai – la possibilité de frappes israéliennes sur les installations pétrolières iraniennes.

Or Téhéran produit 3,5 millions de barils par jour (mbj) – c'est à peu près 3,5 % de la production mondiale – et, malgré le fait que le pays soit sous un régime de sanctions internationales, exporte environ 1,65 mbj, principalement à destination de la Chine. La perte de ce pétrole affecterait immanquablement le marché, même si elle pourrait être assez facilement compensée par d'autres pays producteurs, Arabie saoudite en tête.

Mais la vraie inquiétude, c'est que l'enchaînement des répliques/contre-répliques finisse par dégénérer en une guerre de plus grande ampleur, qui mettrait en péril la production d'autres Etats pétroliers – le Moyen-Orient fournit environ 30 % de l'offre mondiale de brut – et le trafic des tankers dans la région – dans le golfe Persique, le détroit d'Ormuz, le golfe d'Aden et la mer Rouge. Une telle éventualité propulserait le baril vers des sommets.

D'autres options

On n'en est pas encore là. D'abord parce que ce vendredi soir (samedi heure belge), le président Biden a finalement déconseillé à Israël de s'en prendre aux sites pétroliers iraniens – le candidat républicain Donald Trump, lui, suggérant de plutôt frapper les installations nucléaires du pays. Joe Biden a estimé que le Premier ministre israélien Binyamin Netanyahu ferait bien de « se rappeler » de l'aide apportée à son pays par les Etats-Unis, allié numéro un et soutien militaire d'Israël. « Si j'étais à leur place, j'envisagerais d'autres options que de frapper des champs de pétrole » en Iran, a-t-il déclaré. Une position plus conforme à ce qu'on pouvait attendre du partenaire américain alors que les élections présidentielles auront lieu dans un mois au pays de l'Oncle Sam. Une envolée des cours du brut, et donc du prix de l'essence à la pompe, aurait constitué un handicap majeur pour la vice-Présidente Kamala Harris à l'heure de se présenter devant les électeurs-automobilistes.

La guerre, et les tensions haussières qu'elle génère, intervient alors que le marché était précisément dans une phase baissière, alimentée notamment par le ralentissement de la demande chinoise, consécutif à l'affaiblissement économique et l'électrification croissante du transport dans l'Empire du Milieu. Autre facteur qui contribuait jusqu'ici à calmer les prix : la surabondance de l'offre. Aux Etats-Unis, la production a atteint des records cette année en dépassant allègrement les 13 mbj. Le Brésil et le Canada ont également augmenté leur production. Et puis il y a les 5,6 mbj que l'Opep+ garde sous ses pieds depuis plusieurs années – des réductions de production destinées à soutenir les prix – et dont le cartel s'apprête à remettre progressivement 2,2 mbj sur le marché à partir du mois de décembre.

On le voit, les forces à l'œuvre sont multiples et l'équilibre fragile, et les jours qui viennent seront cruciaux pour déterminer de quel côté la balance finira par pencher, influençant alors durablement le marché pétrolier et, par conséquent, l'ensemble de l'économie mondiale.

Bernard Padoan

(4) Sur la route 232, théâtre du massacre du Hamas, les Israéliens construisent la mémoire du 7-Octobre.

- (a) P 4 et 5
- (b) Type : reportage
- (c) Axe : 7/10
- (d) Longueur : 15166 +104 signes
- (e) Auteur : Samuel Forey
- (f) Tonalité critique : 858 signes (6 %)
- (g) Réminiscence : 6299 signes (42 %)
- (h) Angle critique : Non
- (i) Illustrations : 1.



Cette voie longe Gaza sur presque toute la longueur de la bande, épousant sa forme. Ce fut la route principale utilisée par le Hamas pendant le massacre terroriste du 7 octobre. Espace à la fois civil et militarisé, il oscille entre le souvenir ressassé du pire massacre de l'histoire du pays, une contre attaque implacable et un lent retour à la vie.

Reportage

Samuel Forey

Correspondant à Jérusalem

La route commence là, à l'entrecroisement d'Israël, de l'Egypte et de Gaza, sur un parking immense et vide, accablé par un soleil encore puissant en ce mois de septembre. C'est le point de passage de Kerem Shalom. L'endroit, vaste comme un tarmac d'aéroport, pourrait figurer un lac d'altitude qui donne naissance à une rivière – la route 232. C'est par cette voie que les commandos du Hamas, après avoir surgi de l'enclave, ont fondu sur toute une région nommée par les Israéliens « l'enveloppe de Gaza », qui entoure la bande éponyme. A bord de pick-ups et de motos, armés de fusils-mitrailleurs, de lance-roquettes et de grenades, ils ont déversé sur ces lieux une rage meurtrière, attaquant civils comme militaires, les kibbutzniks comme les festivaliers de Nova, Israéliens, Palestiniens de citoyenneté israélienne, travailleurs étrangers, de Thaïlande, des Philippines, ou d'ailleurs, mêlés. Cette attaque d'une rare violence, a fait vaciller l'Etat hébreu, causé la mort de 1.200 Israéliens, dont 800 civils, et kidnappé 250 personnes – dont une centaine est encore entre ses mains.

La voie en porte encore les traces, ainsi que d'autres, plus anciennes, comme un corps est marqué par les cicatrices. Certaines affiches datent d'avant le 7 octobre. Elles représentent deux soldats, Hadar Goldin et

Oron Shaul, capturés en 2014 par le Hamas, et déclarés morts par l'armée. Leurs dépouilles sont toujours aux mains du mouvement islamiste palestinien. **Le Hamas n'a jamais réussi à négocier leur libération contre des prisonniers palestiniens.**

D'autres traces plus récentes datent des lendemains du massacre. Des photos, des messages, des cartes ornent certains abris anti-roquettes. Ces masses de béton sans porte sont devenues de véritables pièges lors de l'attaque du Hamas. Les civils qui s'y sont mis à couvert, pour se protéger des roquettes, se sont retrouvés à la merci des assaillants. Comme tout le reste du dispositif de défense israélien, ces casemates n'avaient pas été pensées pour faire face à un assaut terrestre massif.

Eshkol, le « potager d'Israël »

La route 232 traverse toute la région d'Eshkol. Ses localités témoignent de l'évolution d'Israël au cours des dernières décennies et des bouleversements de l'histoire. Il y eut d'abord les kibbutzim. Bon nombre ont été établis au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, dans le cadre d'un plan de l'Agence juive, dit « les onze points du Néguev », pour assurer une présence juive dans cette région. Villages agricoles et collectivistes, partageant les revenus et l'éducation des enfants, séparés de leurs parents, les kibbutzim appartiennent à l'âge d'or du sionisme travailliste. **Adjacents à Gaza, ils ont été en première ligne de l'attaque du 7 octobre.**

Vint ensuite l'ère des moshavim, construits notamment après l'évacuation du Sinaï. Ces villages ont été conçus avec des maisons plus grandes, pour des familles nucléaires. Enfin, avec l'ère du sionisme religieux, d'autres sites ont été aménagés pour loger les colons évacués de Gaza, en 2005. Plus le temps avançait, plus la population devenait conservatrice et religieuse, à l'image du reste de l'Etat hébreu.

Eshkol est aussi la plus grande région agricole du pays, connue pour être le « potager d'Israël ». Ses vergers produisent 75 % des légumes consommés dans le pays et 20 % de ses fruits, qui ont continué à être exploités pendant la guerre. **L'immense majorité des 17.500 habitants de la région ont été évacués après le 7 octobre.** A présent, les deux tiers sont de retour, selon le conseil régional d'Eshkol, présidé par Gadi Yarkoni depuis 2015. **Neuf localités sont encore interdites d'accès par les autorités : Be'eri, Re'im, Nir Oz, Nirim, Kissoufim, Ein Hashlosha, Sufa, Holit et Kerem Shalom.**

« Il faut se débarrasser du Hamas »

Gadi Yarkoni reçoit au siège du conseil, à Magen, petit kibbutz devenu un centre de production et de recherche agro-industriel. L'homme, 57 ans, a perdu ses deux jambes et deux amis dans l'explosion d'une roquette lancée depuis Gaza, dans la dernière heure de l'opération « Bordure protectrice », en 2014, alors qu'il réparait un pylône endommagé. Pour cette rentrée, il a obtenu la réouverture de l'école, qui va de la primaire au lycée, et est fréquentée par tous les enfants de la région. « Cette année, nous avons 800 élèves de 12 à 17 ans, **et parmi eux trois anciens otages.** La réouverture de cet établissement va contribuer au renouveau d'Eshkol », veut croire le président de région.

Comme de nombreux Israéliens, M. Yarkoni est totalement sourd à la catastrophe humanitaire en train de se dérouler à deux kilomètres de chez lui. « Je voulais, et je veux toujours, vivre tranquillement. Gaza a pris mes jambes, mes amis, des proches. Si on ne change pas le Hamas ou la mentalité des Gazaouis, je ne serai jamais tranquille », assène le président de Région, qui affiche un portrait du Premier ministre Binyamin Netanyahu dans son bureau.

Sa solution – radicale, assume-t-il – : un nettoyage ethnique massif. « Les gens ne peuvent pas vivre sur un territoire aussi petit. Tous ceux qui veulent partir doivent pouvoir le faire. Il faut réduire la population à

500.000 personnes. Il faut se débarrasser du Hamas, changer l'éducation des enfants et améliorer la qualité de vie. Après ça, on pourra vivre en paix. » Quid du 1,5 million de Palestiniens dont ils préconisent l'expulsion ? « Ils iront ailleurs, dans des pays arabes, ou en Europe, qui a accueilli six millions de Syriens ! », dit-il, dressant un parallèle, probablement involontaire, entre la guerre civile brutale causée par l'intransigeance de Bachar Al-Assad à la répression hors normes menée par Israël sur le territoire gazaoui.

Nir Oz, le kibbutz traumatisé

Les Israéliens sont toujours enfermés dans le traumatisme du 7-Octobre, que rien, pour eux, ne saurait dépasser. [Une plongée dans Nir Oz, le kibbutz qui a le plus souffert de l'attaque, offre un tragique rappel](#) des atrocités commises par le Hamas ce jour-là. Il est situé entre la route 232 et la bordure avec Gaza, juste en face de Khan Younès, le fief de Yahya Sinouar, architecte du massacre du 7 octobre et chef du Hamas depuis le mois d'août.

Près d'un an après, le kibbutz offre toujours un spectacle de désolation. Par endroits, il ne reste que ruines et cendres de ces petites maisons. Quelque 80 % des 200 habitations ont été endommagées, complètement ou partiellement. Des espaces collectifs, comme le réfectoire, la crèche, le supermarché, ont été saccagés. Les assaillants ont mis le feu à l'usine du kibbutz, qui produisait des peintures acryliques.

La dévastation est d'autant plus impressionnante qu'elle témoigne d'un véritable acharnement, car elle a été effectuée avec des moyens limités – grenades, lance-roquettes, bombes incendiaires, mais pas d'artillerie ni de frappes aériennes, l'apanage de l'armée israélienne. Ce qui n'a pas été brûlé a été détruit, et ce qui n'a pas été détruit a été abandonné. Ici et là, la végétation envahit les terrasses, les bancs, les tables, les jouets. Dans certaines maisons, le calendrier est resté au mois d'octobre 2023. Les chats miaulent, à la recherche de nourriture ou d'une caresse, en attendant le retour de leurs maîtres. Des paons silencieux errent entre les allées. Le soir, les chacals hurlent à la mort. Et de jour comme de nuit, non loin, Israël continue de faire tomber un orage d'acier sur Gaza, avec une régularité implacable.

Sur les 400 personnes qui peuplaient le kibbutz, plus du quart a été directement touché par l'offensive : 42 ont été tuées, 80 ont été prises en otage, selon le site israélien [Mapping the massacre](#). Parmi ces détenus, 47 ont été libérés, 19 sont toujours aux mains du Hamas et 14 ont été tués en captivité.

Le 7 octobre, le Hamas a détruit une sociologie particulière, en partie restée dans une culture collectiviste. Parmi ses habitants, la première et la deuxième génération ont été moins élevées par leurs parents qu'en groupe. Les familles nucléaires et les couples comptaient moins que la communauté. On faisait un bout de route ensemble, on se séparait, mais on ne restait jamais loin l'un de l'autre. Même si, au fil des années 1980, 1990, le modèle de la famille nucléaire avait fait son retour et que les enfants étaient à nouveau élevés par leurs géniteurs, cette culture survivait dans un partage quotidien. Les enfants dormaient toujours les uns chez les autres, les vieilles générations cohabitaient avec les nouvelles. [En attaquant le kibbutz, le Hamas n'a pas seulement tué et martyrisé des individus, des familles, mais toute une communauté, dont nul ne sait encore si elle se relèvera.](#)

L'attaque a aussi durement entamé les relations entre Juifs et Arabes sans pour autant les rompre. Tarek Boulboul, cinquantenaire athlétique, passant indifféremment de l'arabe à l'hébreu, est un Palestinien de citoyenneté israélienne. Il travaille pour une compagnie de location de machines agricoles qui opère dans la région d'Eshkol. Il passe par quelques détours avant de lâcher : « [Le 7-Octobre est un désastre. Les Arabes paient pour l'attaque du Hamas](#). J'avais mon propre matériel agricole. J'ai dû le vendre pour travailler dans

cette entreprise. Beaucoup de Juifs nous détestent. Pas tous, évidemment. Mais que peut-on y faire ? On est obligés de travailler ensemble. Et je fais tout pour apprendre à mes enfants à ne pas haïr. »

Le site du festival Nova

L'un des lieux les plus emblématiques de l'attaque du Hamas reste le site du festival de musique électronique Nova qui, avec quelque 360 morts a été le lieu le plus durement touché par l'attaque. Bordant la route 232, libre d'accès, contrairement aux kibbutzim, l'endroit a pris la forme d'un mémorial mois après mois, qui appartient à l'ère connectée : des photos des victimes, à hauteur d'yeux, figent les festivaliers dans des souvenirs heureux, et comportent un QR code qui permet d'en savoir plus sur la destinée de chacun. A côté, le Fonds national juif offre de planter un arbre pour chaque personne tuée lors du massacre – pratique faisant écho aux végétaux plantés en souvenir du million et demi d'enfants juifs morts dans la Shoah. D'autres cénotaphes, plus artisanaux, ont été élevés plus loin, à l'ombre d'un bois d'eucalyptus.

Eliran Paz, 24 ans, jeune homme brun, à la voix douce, l'un des survivants du festival, est venu allumer une bougie en compagnie de sa petite-amie : « A chaque fois que je reviens ici, mon corps se souvient. J'allais dans de nombreux festivals mais Nova, c'était autre chose. Il y avait une dimension spirituelle de paix, de liberté, de lumière. Ce qui était l'un des plus beaux jours de mon existence est devenu le pire traumatisme de ma vie. »

Le festival Nova est aussi le point de passage de l'unité Chinuch, « Education et Jeunesse ». Surtout constitué de femmes, c'est un corps d'armée unique en son genre. Une vingtaine de soldates sont réunies sous une tente, en contrebas du site du festival, pour visualiser l'attaque du 7 octobre en réalité virtuelle. Casque sur la tête, dans une posture studieuse, elles visionnent l'état de destruction des kibbutz, les témoignages des survivants. Le film, coproduit par l'armée, se termine par une incursion dans Gaza en ruines, aux côtés de soldats israéliens. **A aucun moment n'est donnée la perspective des Palestiniens, des Gazaouis, sans même parler de celle du Hamas.**

L'une des soldates, une réserviste de 24 ans, accepte de témoigner, sous le couvert de l'anonymat. Elle a contribué à élaborer le programme d'enseignement délivré aux membres de l'unité : « Ce pays s'est construit dans le sang, la sueur et les larmes. Je veux savoir de quoi je parle, et pourquoi on se bat, quand je parle aux civils et aux soldats, notamment en ce qui concerne le 7-Octobre. »

Entre le site du festival et Sderot, d'innombrables petits autels ont été élevés sur le bas-côté de la 232. Ils rappellent que la route s'est transformée en piège, quand les combattants du Hamas s'y sont répandus, tirant sur les voitures qui tentaient de fuir le massacre.

Les véhicules ont d'abord été abandonnés sur la route. Mais ils étaient si nombreux qu'il a fallu les stocker quelque part. Un champ a été loué par les autorités en contrebas du kibbutz de Tkuma, l'un des plus anciens de la région. Plus de 1.500 transports de tous types s'y entassent, ceux des Israéliens comme ceux des assaillants. Une centaine a été récupérée par leurs propriétaires. Des services mortuaires ont nettoyé toute trace des corps. Les services de renseignements ont récupéré toutes les informations nécessaires, notamment les caméras embarquées.

Fin décembre 2023, le ministère du Patrimoine a aménagé une petite partie en mémorial, qui est à présent partie intégrante d'un circuit mémoriel du 7-Octobre, en train de prendre forme. **Là aussi, un QR code permet de connaître l'histoire des véhicules présentés, tel le minibus qui devait emmener des personnes âgées de Sderot pour une excursion le 7 octobre, et qui a été mitraillé par des combattants du Hamas.**

La vie est revenue à la normale

A Sdérot, 34.000 habitants, la ville la plus proche de Gaza, la vie est revenue à la normale. L'attaque que mène Israël depuis un an a permis de neutraliser la menace des roquettes du Hamas et des groupes affiliés, qui tombaient régulièrement sur la cité. [Le commissariat, pris d'assaut par les forces du Hamas](#), a été complètement rasé sur décision des autorités israéliennes. L'endroit sera bientôt un lieu de mémoire, en l'honneur « [des fils et des filles de Sdérot, et ses défenseurs](#) ». A côté, l'arrêt de bus est toujours marqué par les impacts de balle. Dans un petit musée consacré à l'histoire de la ville, une nouvelle section consacrée au 7-Octobre a été ajoutée, où l'on peut voir un film sur l'attaque.

Mais à Sdérot, le spectacle est ailleurs, sur un point de vue dominant le nord de Gaza, à trois kilomètres. Touristes, locaux, militaires ou policiers s'y pressent. [Des jumelles permettent de constater le cataclysme qui s'est abattu sur l'enclave. Israël semble y avoir détruit méthodiquement toute forme d'urbanisation. A perte de vue, dans l'horizon tremblant, des ruines, des ruines, et encore des ruines. Le nord de l'enclave est réduit à l'état de cadavre urbain.](#)

Cette vision n'émeut personne. Ni ce père ultraorthodoxe venu avec ses cinq filles qui se disputent les jumelles, ni ce vieux couple discret, ni ce jeune couple qui déjeune à l'ombre, ni cette troupe de femmes militaires de l'unité Education et Jeunesse, ni cette jeune soldate qui, avant de quitter les lieux, se fait filmer en esquissant un pas de danse. Soudain, un coup résonne au loin. Un panache de fumée monte des ruines ; une frappe aérienne vient de tomber sur Gaza. Le silence revient. Ces bombardements, de loin, sont les seuls mouvements qui animent encore l'enclave ravagée.

[Samuel Forey](#)

3. Le Soir – 8/10/2024

a. UNE

- (a) Espace occupé par le 7 octobre et ses conséquences : 4 %
- (b) Images du 7 octobre : 0% (1 image de commémoration)



(1) Un an après le 7-Octobre, des commémorations douloureuses. P4

- (a) Type : annonce
- (b) Axe : 7/10
- (c) Longueur : 62 signes
- (d) Auteur : Rédaction
- (e) Tonalité critique : 0 signes
- (f) Réminiscence : 28 signes (45 %)
- (g) Angle critique : Non
- (h) Illustrations : 1.

b. INTÉRIEUR

- (a) Estimation du nombre de signes par page (sur base du nombre de signes des pages 4 et 5 du Soir du 5/10) : 6880
- (b) Nombre total de pages info : 10
- (c) Publicités : $2 \times \frac{1}{2} \text{ page} + 1 \times 25\% \text{ page} + 1 \times 12\% \text{ page}$.
- (d) Estimations de signes nets info hors publicité : $8,73 \times 6880 = 60062$.
- (e) Pourcentage d'articles abordant le 7/10 : 9,3 %
- (f) Réminiscence (en pourcentage de signes sur l'édition) : 3,6 %
- (g) Pourcentage d'articles sur les conséquences : 0 %
- (h) Tonalité critique (en pourcentage de signes sur l'édition) : 1,6 %

(1) *Tout Israël commémore le pire massacre de son histoire.*

- (a) P 4
- (b) Type : reportage
- (c) Axe : 7/10
- (d) Longueur : 5492 + 60 signes
- (e) Auteur : Samuel Forey
- (f) Tonalité critique : 937 signes (17 %)
- (g) Réminiscence : 2163 signes (39 %)
- (h) Angle critique : Non
- (i) Illustrations : 1.



Le premier anniversaire du 7 Octobre a été célébré dans tout le pays. L'attaque menée par le Hamas a marqué les Israéliens dans un pays divisé, tandis que la guerre continue à Gaza et s'étend sur le plan régional.

Reportage

Samuel Forey

Envoyé spécial près de Gaza

De lourds nuages recouvrent le ciel, masquant les rayons du soleil naissant. **Les puissants martèlements venant de l'ouest pourraient passer pour un orage lointain, mais ne sont que les rafales de mitrailleuses des hélicoptères d'attaque survolant Gaza, à moins de trois kilomètres** du kibbutz de Kfar Aza. Celui-ci était en première ligne lors de l'attaque menée par le Hamas, le 7 octobre 2023. Sur les 700 habitants, 64 ont été tués, 19 ont été kidnappés, et cinq sont toujours en captivité.

Un an après, la guerre ouverte avec **ce massacre, le pire de l'histoire d'Israël avec quelque 1.200 victimes**, n'est toujours pas terminée. **Ce matin, elle s'entend, par ses bombardements. Elle se voit, par les petites maisons ravagées par le feu et les explosions.** Elle se sent, en lisant la fatigue de longs mois d'épreuves sur les visages des gens rassemblés ce matin, à 6 heures, pour une cérémonie d'hommage. **Au cœur du kibbutz, sur la pelouse où un an plus tôt, après l'attaque, les cadavres des combattants du Hamas achevaient de pourrir, et ceux des victimes étaient emballés dans des sacs mortuaires, pour être chargés dans des camions et amenés pour être identifiés.**

Avant le début, on prévient : « S'il y a une alerte rouge, il y a trois abris à proximité. » L'armée affirme avoir détecté des tentatives du Hamas de tirer des roquettes sur le territoire israélien, alors que 6 h 29 approche, le moment où l'offensive a été déclenchée.

A l'heure dite, la cérémonie commence par un instant de recueillement. Le drapeau israélien est mis en berne. Dans un brasero brûle une petite flamme. **Une affiche noire rend hommage aux sept membres de la garde du kibbutz tués lors de l'attaque. Des photos entourées de rubans jaunes montrent les portraits des otages toujours aux mains du Hamas.** Au même moment, tout Israël se recueille. A Jérusalem, les familles d'otages et de disparus sont rassemblées devant la résidence du Premier ministre, pour réclamer le retour des 101 captifs toujours aux mains du Hamas, **cause abandonnée par Binyamin Netanyahu au profit d'une guerre à outrance et de son maintien au pouvoir.**

A Kfar Aza, il y a ceux qui sont là, et ceux qui ne sont pas là, **comme Olga Getmansky, une survivante de l'attaque. Cette graphiste de 40 ans était dans un abri avec sept enfants, de 2 à 12 ans, et quatre autres adultes.** Des heures de silence alors que le massacre faisait rage, au-dehors. Les assaillants ont tenté de rentrer trois ou quatre fois, sans vraiment insister. Puis elle en réchappe et retrouve ses filles, qui avaient dormi chez des amies. Mais ce 7 octobre 2024, elle se rend à une autre cérémonie en mémoire de Roee Idan et sa femme, Smadar Mor Idan. Ils ont été tués dans leur maison, alors que deux de leurs enfants se cachaient dans un placard, et que leur fille de 3 ans était prise en otage – celle-ci a été libérée le 26 novembre, dans le cadre d'un **échange entre captifs israéliens et prisonniers palestiniens.**

Des commémorations sous tension

Les commémorations du 7-Octobre ont été contestées. Binyamin Netanyahu, pour tenter de rassembler l'électorat de sa coalition gouvernementale, a confié l'organisation de la cérémonie officielle à Miri Regev, l'une de ses fidèles lieutenantes, au lieu d'une figure rassembleuse, à la plus grande fureur des familles des victimes. Celles-ci ont organisé une cérémonie alternative, où ont figuré les plus grandes vedettes d'Israël, mais devant un public limité à cause des consignes de sécurité, **alors qu'une guerre avec l'Iran menace, en raison de l'extension du conflit au Liban contre le Hezbollah et au Yémen, contre les Houthis.**

Nombre d'Israéliens n'avaient de toute façon pas le cœur à ces commémorations conflictuelles. Encore hantés par le souvenir du massacre, cet anniversaire apparaît comme un jour encore plus noir dans cette sombre période que traverse leur pays. La plupart restent chez eux, se rassemblent en famille, entre amis, ou vont se changer les idées par des randonnées à pied ou à vélo.

Mais ce matin à Kfar Aza, il y a aussi celles et ceux qui sont revenus. Shahar Shurman était au kibbutz, un an plus tôt, avec sa femme. Il a passé le plus clair de sa journée dans son abri, et s'en est échappé à quelques reprises pour tenter de venir en aide à sa voisine. Mais celle-ci a été tuée. « Je n'ai pas fait grand-chose à part survivre, ce jour-là », regrette-t-il. Dès le mois de décembre, le couple s'est réinstallé à Kfar Aza – « en compagnie de 300 ou 400 soldats », sourit ce colosse de 63 ans. Au même moment, il se faisait tatouer sur le bras la date fatidique, à la façon des numéros d'identification portés par ceux passés par les camps nazis : « Ce n'est pas pour me rappeler le massacre. Je le porte en moi en permanence. C'est pour me dire que j'ai survécu, et que je ferai quelque chose de cette vie qui me reste. » Une vingtaine de personnes sont revenues habiter au kibbutz.

Mais au nord de Gaza, c'est l'inverse. L'armée israélienne a donné dimanche l'ordre aux 400.000 habitants encore présents d'évacuer la zone, risquant de chasser à jamais les Palestiniens d'un bastion de leur territoire. Alors que le kibbutz pleure sa tragédie, Gaza subit toujours la sienne, d'une ampleur jamais vue dans son histoire.

Samuel Forey

B. LA LIBRE

1. La Libre — 4/10/2024

a. UNE

- (a) Espace occupé par le 7 octobre et ses conséquences : 38%
- (b) Images du 7 octobre : 0%



- (1) *L'Iran, un pays sur le point de disposer de l'arme nucléaire.*
pp 12-13.

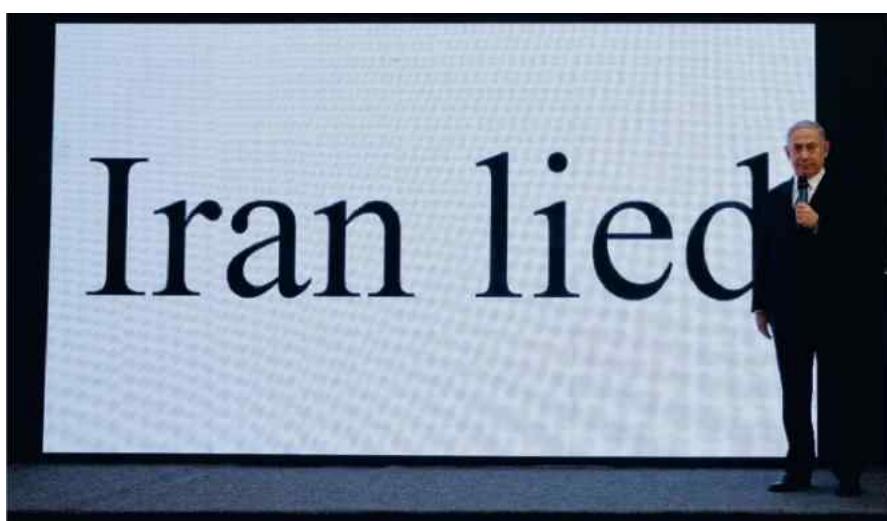
- (a) Type : annonce
- (b) Axe : Conséquences
- (c) Longueur : 64 signes
- (d) Auteur : Rédaction
- (e) Tonalité critique : 0
- (f) Réminiscence : 0
- (g) Angle critique : non
- (h) Illustrations : 1

b. INTÉRIEUR

- (a) Estimation du nombre de signes par page (sur base du nombre de signes des pages 12 et 13 de La Libre du 4/10) : 5142
- (b) Nombre total de pages info : 18
- (c) Publicités : $4 \times \frac{1}{2} \text{ page} + 12,5\% = 2,125 \text{ p.}$
- (d) Estimations de signes nets info hors publicité : $15,88 \times 5142 = 81655.$
- (e) Articles axe 7/10 (en pourcentage de signes/édition) : 0 %
- (f) Réminiscence (en pourcentage de signes sur l'édition) : 0 %
- (g) Articles axe conséquences (en pourcentage de signes/édition) : 12,9 %
- (h) Tonalité critique (en pourcentage de signes sur l'édition) : 0 %

(1) *Le programme nucléaire de l'Iran, désormais “puissance du seuil”, une cible de choix pour Israël*

- (a) P 12 et 13
- (b) Type : analyse
- (c) Axe : Conséquences
- (d) Longueur : 5846 + 100 signes
- (e) Auteur : Vincent Braun
- (f) Tonalité critique : 0
- (g) Réminiscence : 0
- (h) Angle critique : Non
- (i) Illustrations : 1



Moyen Orient Le prétexte est désormais tout trouvé, car Israël veut absolument éviter que des missiles tirés contre lui soient un jour dotés de têtes nucléaires. Mais cela ne suffit pas.

Éclairage Vincent Braun

La perspective de représailles israéliennes sur l'Iran a remis en lumière le programme nucléaire de la République islamique. Objet depuis plus de vingt ans d'un des plus importants contentieux internationaux, ce projet que l'Iran dit développer pour des applications civiles a éveillé la suspicion des principales puissances nucléaires de la planète quant à la présence d'un volet militaire secret.

Israël, qui a promis de faire payer le régime de Téhéran pour le lancement de 200 missiles balistiques vers son territoire, rêve depuis longtemps de prendre pour cible les infrastructures atomiques de son ennemi juré – qui conteste l’existence de l’État hébreu et le voue à la destruction – afin de l’empêcher de se doter de la bombe atomique.

Le prétexte est désormais tout trouvé, car Israël veut absolument éviter que des missiles tirés contre lui soient un jour équipés de têtes nucléaires. Toutefois, les États-Unis, qui ont dit soutenir leur allié dans ses velléités de riposte, sont réticents à des attaques contre des sites nucléaires, au nombre d’une quinzaine et dont certains sont d’ailleurs enterrés très en profondeur voire sous des montagnes. Ces représailles doivent être “proportionnelles” à l’attaque subie mardi dernier, a déclaré dès le lendemain le président Joe Biden, qui craint que de telles frappes n’ouvrent une guerre totale au Moyen-Orient.

Enrichissement suspect

Mais qu’en est-il de l’avancement de ce programme nucléaire ? Aujourd’hui, l’Iran est considéré comme une “puissance du seuil”, c’est-à-dire ayant accumulé suffisamment d’expertises et de moyens dans le domaine atomique pour fabriquer, dans un délai estimé à quelques mois, au moins trois bombes nucléaires. Si, toutefois, l’ordre était donné d’oeuvrer en ce sens... Mi-septembre, le chef de l’Organisation de l’énergie nucléaire d’Iran (OEAI), Mohammad Eslami, a encore répété que la République islamique n’avait aucun “objectif secret” en la matière. Les autorités iraniennes prétendent depuis le début de cette crise nucléaire que leur pays n’a pas besoin de telles armes (qui sont d’ailleurs contraires à la morale islamique), mais peinent à justifier des avancées considérées comme suspectes.

Il en est ainsi de l’installation de centrifugeuses performantes et de l’enrichissement d’uranium à des niveaux élevés, allant jusqu’à une quinzaine de fois le taux de 3,67 % prescrit dans l’accord nucléaire conclu en juillet 2015 entre l’Iran et les grandes puissances (États-Unis, Chine, Russie, Royaume-Uni, France et Allemagne). Des taux qui, malgré les objectifs affichés par Téhéran de “recherche et production de divers isotopes destinés à des applications de l’industrie nucléaire”, n’ont “aucune justification civile”, selon l’Agence internationale de l’énergie atomique (AIEA). Quelques jours avant l’attaque sur Israël, le chef de la principale autorité nucléaire dans le monde, Rafael Mariano Grossi, avait souligné que l’Iran montrait “des signes de volonté de se réengager, non seulement avec l’AIEA, mais aussi [...] avec nos anciens partenaires dans l’accord nucléaire de 2015”...

Inquiétante montée en puissance

Paradoxalement, c’est suite à ce plan d’action (l’accord nucléaire) visant à en limiter le développement que le programme atomique iranien a pris un essor déterminant, le rapprochant comme jamais d’un potentiel usage militaire. Plus exactement, le retrait de Washington, décidé en mai 2018 par Donald Trump, a provoqué une montée en puissance des plus inquiétantes. Depuis près de deux ans, l’Iran enrichit son uranium à un taux de plus de 60 %, jugé par les spécialistes du nucléaire comme le dernier palier technique avant de pouvoir donner à ce matériau fissile une qualité militaire (autour de 90 %) et donc permettre un usage éventuel dans une arme. Selon le dernier rapport de l’AIEA, l’Iran disposait de 164,7 kilos d’uranium enrichi à 60 % au 17 août dernier (contre 142,1 en mai) et les stocks enrichis à 20 % sont passés à 813,9 kilos (contre 751,3 trois mois auparavant).

Les experts les plus rassurants précisent qu’il faudrait encore que l’Iran dispose d’un vecteur adapté, une bombe ou un missile, pour utiliser réellement le feu nucléaire. Mais, début 2021, l’OEAI a indiqué avoir repris sa production d’uranium métal, un matériau entrant dans la composition d’alliages ultrarésistants,

nécessaires à la fabrication d'ogives nucléaires (entre autres) et permettant l'usage de celles-ci dans des missiles balistiques. Il s'agissait d'un nouvel écart par rapport aux dispositions du plan d'action qui interdisent pour quinze ans "la production ou l'acquisition de métaux de plutonium ou d'uranium ou leurs alliages". Et bien que l'Iran puisse être autorisé au bout de dix ans, soit à minima l'an prochain, à entamer sa recherche en vue d'une production "en petites quantités".

Il n'en reste pas moins que, devant cette menace existentielle, Israël ne reste pas les bras croisés. Le programme nucléaire est ainsi au centre d'une intense "guerre secrète". Ces dernières années, des explosions suspectes sur des sites nucléaires (et d'autres implantations stratégiques) et des assassinats de scientifiques (dont celui du père du programme atomique) ont rendu très plausible la thèse d'une stratégie de sabotage à large spectre de la part des services israéliens. Au vu des infiltrations observées ces derniers temps de Beyrouth à Téhéran, la plus spectaculaire ayant mené à l'assassinat du chef du Hamas Ismaïl Haniyeh le 30 juillet dans la capitale iranienne, une véritable paranoïa s'est emparée des cercles du pouvoir iranien.

Benjamin Netanyahu dans un exercice qu'il affectionne beaucoup (ici en 2018) : expliquer l'Iran...

(2) Deux journalistes belges ont frôlé la mort à Beyrouth

- (a) P 13
- (b) Type : article
- (c) Axe : Conséquences
- (d) Longueur : 4437 +57 signes
- (e) Auteur : Jonas Marko
- (f) Tonalité critique : 0
- (g) Réminiscence : 0
- (h) Angle critique : Non
- (i) Illustrations : 0

Deux journalistes belges de la chaîne VTM ont frôlé la mort à Beyrouth, après avoir été pris pour des espions par des partisans du mouvement chiite Amal, alors qu'ils se rendaient sur un site touché par une frappe israélienne. Cet incident met en lumière la montée de la paranoïa dans la capitale libanaise, où les journalistes sont désormais confrontés à des restrictions toujours plus strictes.

Jonas Marko Envoyé spécial au Liban

Deux journalistes belges de la chaîne VTM, le reporter Robin Ramaekers et son caméraman Stijn De Smet, ont échappé de peu à la mort après avoir été pris à partie par des miliciens dans un quartier contrôlé par Amal – le deuxième plus grand parti chiite après le Hezbollah – qui venait d'être la cible d'une frappe israélienne.

Dans la nuit de mercredi, vers minuit, un missile a frappé un centre de secours du Hezbollah, situé à moins de 200 mètres de l'ambassade belge, dans le centre de Beyrouth. Waël, un vigile de l'ambassade, témoigne : "C'est insensé. Israël a frappé à moins de 200 mètres de plusieurs ambassades. Ils auraient pu tuer des ambassadeurs. Il y a l'ambassade britannique juste à côté, et les Nations unies à moins de 100 mètres. C'est de la folie pure."

Quelques instants après la frappe, les deux journalistes belges ont pris la décision de se rendre sur place pour couvrir l'événement, l'explosion ayant eu lieu à proximité des résidences des correspondants étrangers. Équipés de leurs caméras, gilets pare-balles et casques, ils ont été interceptés par des partisans d'Amal. Persuadés qu'il s'agissait d'espions israéliens, ces miliciens les ont rapidement pris pour cibles. Face à une vingtaine de partisans furieux, les journalistes ont tenté de fuir tandis qu'un déferlement de violence s'abattait sur eux. Stijn De Smet a reçu deux balles dans une jambe, alors que Robin Ramaekers a subi plusieurs fractures au visage. Tous deux ont finalement pu être mis en sécurité et soignés. Ils se remettent doucement de leur agression, selon la rédaction en chef de VTM Nieuws. Les deux hommes seront rapatriés dès que possible, a assuré de son côté la ministre des Affaires étrangères Hadja Lahbib.

Un climat de paranoïa aiguë

Cet épisode survient alors qu'un climat de tension extrême règne dans la capitale libanaise. Dans les quartiers sous contrôle d'Amal et du Hezbollah, où en temps normal les correspondants internationaux savent déjà que la prudence s'impose, la crainte d'une nouvelle frappe israélienne alimente une paranoïa aiguë.

La méfiance envers d'éventuels espions israéliens ne cesse de croître dans tout le pays, notamment chez les militants des groupes islamistes. Un partisan rencontré à Bachoura, sur les lieux de la frappe, affirme ainsi qu'"Israël est partout ici. Ils ont des espions à chaque coin de rue, mais on ne sait pas où. Nasrallah a

été tué à cause des espions. Nous devons les traquer, nous devons nettoyer nos rues". Selon l'agence Reuters, Le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, aurait mis en garde Hassan Nasrallah, le chef du Hezbollah libanais, concernant un complot israélien présumé visant à l'assassiner, lui conseillant de quitter le pays.

Chacun peut désormais être perçu comme un espion potentiel. Les habitants de Beyrouth vivent sous une pression constante. Les drones israéliens survolant constamment la ville, laissant derrière eux une traînée sonore incessante qui pèse sur le moral de la population.

Les journalistes présents dans la capitale libanaise doivent désormais respecter une consigne stricte : ne jamais se rendre sur les lieux d'une frappe israélienne sans avoir obtenu l'autorisation préalable des autorités locales, en particulier du groupe politique qui contrôle la zone visée.

L'armée libanaise riposte pour la première fois

Les combats terrestres se poursuivent par ailleurs. Israël a affirmé jeudi avoir tué 15 combattants du Hezbollah dans une frappe contre le sud du Liban. De son côté, le mouvement libanais pro-iranien a dit avoir repoussé deux incursions des "troupes ennemis", au 4e jour d'opérations terrestres de Tsahal dans cette région. Et, pour la première fois depuis le début, il y a un an, des hostilités entre Israël et le Hezbollah, l'armée libanaise a affirmé avoir riposté à des tirs israéliens dans le sud du pays après la mort de deux de ses soldats.

Le reporter de guerre Robin Ramaekers et le caméraman Stijn De Smet ont été violemment pris à partie par des membres de la milice chiite Amal.

2. La Libre — 5/10/2024

a. UNE

- (a) Espace occupé par le 7 octobre et ses conséquences : 39 %
- (b) Images du 7 octobre : 39 %



- (1) *Un an après le 7 octobre, le monde toujours sous le choc — Six pages spéciales —*

- (a) Type : annonce
- (b) Axe : Conséquences
- (c) Longueur : 81 + 61 signes
- (d) Auteur : Rédaction
- (e) Tonalité critique : 0
- (f) Réminiscence : 63 signes (44 %)
- (g) Angle critique : Non
- (h) Illustrations : 1

Non loin du kibbutz Reim, où un mémorial aux victimes du 7 octobre a été dressé.

b. INTÉRIEUR

- (a) Estimation du nombre de signes par page (sur base du nombre de signes des pages 12 et 13 de La Libre du 4/10) : $10283/2 = 5142$
- (b) Nombre total de pages info : 26
- (c) Publicités : $(1 \times 1, 1 \times \frac{1}{2} 1 \times 0,66 + 1 \times 0,26 + 1 \times 0,55) = 2,97$ arrondi à 3
- (d) Estimations de signes nets info hors publicité : $23 \times 5142 = 118266$.
- (e) Articles axe 7/10 (en pourcentage de signes/édition) : 11,7 %
- (f) Réminiscence (en pourcentage de signes sur l'édition) : 4,5 %
- (g) Articles axe conséquences (en pourcentage de signes/édition) : 18,1 %
- (h) Tonalité critique (en pourcentage de signes sur l'édition) : 2 %

(1) Le rappel des événements - Un traumatisme absolu suivi d'une punition implacable

- (a) P 2
- (b) Type : article
- (c) Axe : 7/10
- (d) Longueur : $3962 + 84$ signes
- (e) Auteur : Vincent Braun avec AFP
- (f) Tonalité critique : 808 signes (20 %)
- (g) Réminiscence : 709 signes (18 %)
- (h) Angle critique : Non
- (i) Illustrations : 1



Proche Orient En un an, les hostilités à Gaza ont tué près de 2000 Palestiniens, dont au moins la moitié de civils. Sans compter ceux ensevelis sous les bâtiments effondrés.

Un traumatisme absolu. Le 7 octobre 2023 restera à jamais gravé dans la mémoire collective d'Israël. Il y aura un an ce lundi, à l'aube, des centaines de combattants du Hamas percent la barrière de sécurité de la bande de Gaza et s'infiltrent en Israël pour se livrer à des massacres dans des localités frontalières et un festival de musique. L'attaque entraîne la mort de 1205 personnes côté israélien, en grande majorité des civils, selon un bilan établi sur la base de chiffres officiels israéliens. Ce jour-là, 251 personnes sont aussi

prises en otages et emmenées dans la bande de Gaza. Près d'un an plus tard, 97 sont toujours retenus, dont 33 déclarés morts.

Pris par surprise, Israël est sous le choc. Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, jure d'anéantir le Hamas, une organisation terroriste selon son pays, les États-Unis et l'Union européenne, une composante de l'Axe de résistance à l'occupation et la colonisation des territoires palestiniens par Israël pour d'autres.

Après des bombardements intensifs sur la bande de Gaza, soumise à un siège complet, Israël appelle le 13 octobre les habitants de la ville de Gaza (nord) à évacuer vers le sud. Le 27 octobre, l'armée israélienne lance une campagne terrestre afin d'aller détruire les tunnels aménagés par le Hamas. Mais Israël est de plus en plus critiqué pour une opération qui tourne rapidement à la punition collective pour les quelque deux millions de Gazaouis. Depuis un an, près de 42 000 personnes sont mortes dans la bande de Gaza, dont au moins la moitié de civils.

Une trêve humanitaire d'une semaine débute le 24 novembre et permet la libération de 80 otages israéliens ou binationaux (et 25 étrangers), en échange de celle de 240 prisonniers palestiniens détenus par Israël. La trêve permet l'entrée, depuis l'Égypte, de convois humanitaires plus massifs, mais toujours insuffisants selon l'Onu. À la reprise des hostilités, des chars israéliens entrent le 4 décembre dans le sud de Gaza, où l'armée multiplie raids aériens et combats au sol.

Gaza menacée de famine

Le 29 février 2024, 120 personnes sont tuées par des tirs israéliens, selon le Hamas, lors d'une distribution d'aide humanitaire à Gaza-Ville. Début mars, plusieurs pays, dont les États-Unis, commencent des largages aériens d'aide sur Gaza, menacée de famine selon l'Onu. Le premier navire chargé d'aide parti de Chypre arrive le 15 mars. Sept collaborateurs de l'ONG américaine World Central Kitchen sont tués le 1er avril dans une frappe, l'armée israélienne reconnaît "une grave erreur".

L'Iran, qui soutient le Hamas, lance le 13 avril une attaque sans précédent de drones et missiles sur le territoire israélien, en représailles à une frappe contre son consulat à Damas le 1er avril, attribuée à Israël. Le 29 mai, Tsahal prend le contrôle du passage frontalier avec l'Égypte.

Des frappes le 13 juillet près de Khan Younès tuent notamment le chef de la branche armée du Hamas, Mohammed Deif, l'un des artisans de l'attaque du 7 octobre. Le 20 juillet, Israël bombarde le port yéménite de Hodeida, en représailles à une frappe de drone meurtrière sur Tel-Aviv par les rebelles houthis, soutenus par l'Iran. À la frontière israélo-libanaise, les échanges de tirs entre armée israélienne et mouvement islamiste libanais Hezbollah, pro-iranien, s'intensifient.

Le 30 juillet, une attaque imputée à Israël tue, à Téhéran, le chef politique du Hamas, Ismaïl Haniyeh. Après la découverte par l'armée de six otages morts dans un tunnel, la pression en Israël monte pour des libérations. Au Liban, sur un autre front de cette guerre, deux vagues d'explosions contre le Hezbollah font au moins 39 morts et près de 3 000 blessés les 17 et 18 septembre. Le 27, le chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, est tué près de Beyrouth.

V.B. (avec AFP)

(2) *Retour sur les lieux de l'attaque du Hamas - Autour de Gaza, un anniversaire sous le signe de l'incertitude*

- (a) P 3
- (b) Type : article
- (c) Axe : 7/10
- (d) Longueur : 5295 + 111 signes
- (e) Auteur : Nicolas Rouger
- (f) Tonalité critique : 107 signes (2 %)
- (g) Réminiscence : 1510 signes (27 %)
- (h) Angle critique : Non
- (i) Illustrations : 1



Des soldats israéliens près du kibbutz Réim, dans le sud du pays.

Alors que la guerre régionale menace, le théâtre de l'attaque du Hamas reste comme suspendu, et ses habitants sans réponses.

Reportage Nicolas Rouger Correspondant à Tel-Aviv

Au kibbutz de Be'eri, à la lisière avec Gaza, les échanges de tirs d'artilleries israéliens et de roquettes du Hamas se sont tus. Cent un résidents du kibbutz ont été tués dans l'attaque coordonnée par le Hamas le 7 octobre 2023, 25 ont été enlevés. Moins d'une cinquantaine sur les 1 100 autres est revenue y vivre depuis. *“Tant que nos otages sont encore là-bas, je me réveillerai tous les jours comme si c’était un nouveau 7 octobre”*, dit Ayelet Hakim, 56 ans, dont la sœur Raz et le beau-frère Ohad ont été emportés à Gaza. Raz est revenue au bout de 54 jours, Ohad y est encore.

À quelques kilomètres au sud sur la route 232, qui longe la frontière, au site de la rave Nova, une forêt de portraits accueille le visiteur. Les groupes se succèdent. Ils sont soldats, policiers, membres de la communauté juive de Colombie, ou d'un mouvement de jeunesse américain, et, un an après, tous veulent voir Be'eri, Nir Oz, Nachal Oz, Netiv haAsara. Tous veulent participer à la destinée de ces endroits devenus synonymes de massacres, et qui restent suspendus dans l'attente d'un futur incertain tant que la guerre continue, sans penser au jour d'après.

Le fatalisme docile des Israéliens

Au sein du kibbutz, le débat est houleux : que deviendra cette communauté dévastée ? Certains jurent qu'elle renaîtra. Ayelet, elle, préfère qu'elle reste comme telle, *“comme Auschwitz, pour témoigner”*.

De l'autre côté de la frontière, on est loin de parler de commémorations. Des colonnes de fumée noire sont fixées comme en permanence sur un Gaza en ruines. *“Maintenant, ce sont les drones et les avions qui font*

le boulot ” dit J., réserviste dans une unité de commandos, qui fait le tour du kibbutz avant de retourner dans Gaza.

Dans les premiers jours de la guerre, les officiels israéliens avaient prédit, entre deux déclarations promettant la mort de tous les membres du Hamas, une guerre longue. La fin est encore moins prévisible aujourd’hui, alors que les avions et drones israéliens tuent toujours à Gaza, mais aussi en Cisjordanie et à travers le Liban. La guerre sans fin semble avoir changé l’état d’esprit de la population israélienne.

La dernière attaque de l’Iran, en simultané avec l’attentat le plus meurtrier à Tel-Aviv depuis la Seconde Intifada, a été accueillie avec un fatalisme docile, comme les milliers d’attentats meurtriers et de frappes ciblées au Liban.

L’État hébreu se lance vers une guerre régionale, à laquelle les Israéliens ne pensent pas pouvoir échapper. Les voix qui prêchent la retenue sont rares – et encore plus celles qui veulent la paix. Les militants de la paix qui peuplaient une bonne partie des kibbutz sont partis, d’autres sont arrivés – comme ces deux familles qui ont monté un campement sous un pont à la sortie de la ville frontalière de Sderot. “ *On ne partira que quand on sera autorisé à s’établir à Gaza* ”, dit Bracha, 19 ans. Ces sionistes religieux de la mouvance des colonies se relaient pour maintenir une présence constante. La journée, quand les adultes travaillent, ce sont souvent des adolescents déscolarisés qui les remplacent, fumant et rigolant fort à l’abri de leurs certitudes.

L’amertume des familles d’otages

Certains Israéliens, en particulier parmi les victimes directes du 7 octobre, leur ont emboîté le pas dans leur conviction que seule la force peut amener la sécurité qu’ils désirent – même s’ils ne soutiennent pas la méthode.

La politique israélienne vit un moment de grand changement mais seule l’extrême droite, au pouvoir dans la coalition de Benjamin Netanyahu, est capable de fournir une vision du futur. Dans ce contexte, difficile d’imaginer que le chef du Likoud perde le pouvoir avant 2026, comme beaucoup d’analystes l’avaient prédit au lendemain du 7 octobre. Et ce malgré le fait que toute la lumière n’a pas encore été faite sur les failles sécuritaires israéliennes ayant permis ce désastre.

“ *Nous avons toujours les mêmes questions : qu’est-ce qu’il s’est passé le 7 octobre ? Où était l’armée ?* ” dit Ayelet, observant de sa terrasse les hélicoptères décollant à 40 kilomètres du quartier construit pour les habitants de Be’eri, dans le kibbutz de Hatzerim. “ *Nous n’avons eu aucune réponse jusqu’ici. Et parfois ils donnent des promotions à ceux que nous considérons comme responsables* ” ajoute-t-elle, amère.

Un an après leur enlèvement, les familles des otages israéliens, souvent déplacées, se sentent plus que jamais trahies. Elles s’époumonent encore pour que le gouvernement de Benjamin Netanyahu passe un accord pour leur libération, mais celui-ci semble plus éloigné que jamais. Leurs voix sont presque unanimes : ils sont gouvernés par des lâches.

“ *C’est une honte qu’ils soient encore au pouvoir* ”, dit Yonatan Shamriz, dont le frère Alon a été tué avec deux autres captifs par des soldats israéliens à Gaza, alors qu’il avait réussi à s’échapper. Le ministre de la Défense, Yoav Gallant, l’a appelé : il lui a promis qu’il hanterait ses rêves pour le reste de ses jours. Il insiste : “ *Il faut un changement générationnel : tous les politiciens, et tous les haut gradés, doivent démissionner. Nous avons besoin de sang neuf.* ”

(3) Titre À Gaza. La pire crise humanitaire

- (a) P 3
- (b) Type : article
- (c) Axe : Conséquences
- (d) Longueur : 2046 + 43 signes
- (e) Auteur : Suzy Wolfarth
- (f) Tonalité critique : 262 signes (13 %)
- (g) Réminiscence : 0
- (h) Angle critique : Oui
- (i) Illustrations : Néant

Alors qu'Israël poursuit ses bombardements sur la bande de Gaza, la situation humanitaire est la pire jamais connue au sein de l'enclave. Fuyant les bombardements, quelque deux millions d'habitants sont désormais contraints de s'entasser dans une "zone humanitaire" de plus en plus exiguë – sur une bande de terre côtière dans les environs d'Al Mawasi, dans le sud.

Fin août, elle était inférieure à 41 km² selon l'Onu, soit environ 11 % du territoire et l'équivalent de la commune d'Ostende.

Le caractère sécuritaire de cette zone est en outre **tout aussi relatif** qu'il ne l'est dans le reste de l'enclave. Affirmant que des combattants du Hamas se mêlent à la foule des civils gazaouis, Tsahal n'hésite pas à mener des raids aériens dans le périmètre. **Le 10 septembre, plus de 40 personnes ont été tuées et 60 blessés par des frappes israéliennes, selon la Défense civile palestinienne.** Dans un communiqué, l'armée israélienne assurait avoir pris "*de nombreuses mesures avant la frappe pour réduire les risques de toucher des civils, notamment par le recours à des munitions de précision, la surveillance aérienne et d'autres moyens*". Le Hamas a nié la présence de ses combattants dans la zone.

La densité de population de la zone exacerbe également la pression sur les ressources en eau et en nourriture, et accroît les risques sanitaires. Favorisée par le traitement insuffisant des eaux usées et les décombres, la poliomyélite a fait son retour en août à Gaza, après 25 ans d'absence.

L'accès aux médicaments et aux soins est désormais cruellement limité et souffre de l'effondrement de l'ensemble du système de santé. **Souvent pris pour cible par l'armée israélienne**, seuls 16 des 36 hôpitaux du territoire seraient "*partiellement*" fonctionnels, déclarait l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le 20 août.

Le plus grand d'entre eux, l'hôpital Al Shifa est désormais réduit à une "*coquille vide avec des tombes*". Après deux semaines de siège de l'établissement en mars, **l'armée israélienne a laissé derrière elle un champ de ruines.** S.W.

(4) Une réconciliation plus lointaine que jamais - Dans une terre sainte déchirée, le chemin ardu des faiseurs de paix

- (a) P 4
- (b) Type : interview
- (c) Axe : conséquences
- (d) Longueur : 4877 + 118 signes
- (e) Auteur : Nicolas Rouger
- (f) Tonalité critique : 0
- (g) Réminiscence : 819 signes (16 %)
- (h) Angle critique : Non
- (i) Illustrations : 1



Maoz Inon, 48 ans, a perdu ses parents dans l'attaque du 7 octobre. Il poursuit pourtant ses appels à la démission de Benjamin Netanyahu et pour le retour des otages.

Rencontre Nicolas Rouger Correspondant à Tel Aviv

J'ai une recette pour faire la paix d'ici à 2030 ", dit Maoz Inon sans sourire, alors que la paix est devenue un mot presque étranger dans le vocabulaire israélo-palestinien. **L'attaque du Hamas le 7 octobre a poignardé cette perspective**, et les douze mois qui ont suivi semblent l'avoir achevée. À travers tout le territoire, les gouffres se creusent. Et pourtant, certains veulent encore croire que des plus grandes crises naissent les plus grandes opportunités.

Ses parents massacrés

Maoz Inon est prêt à la saisir. **Ce gamin de l'enveloppe**, le nom que les Israéliens donnent aux villages construits sur la frontière avec Gaza, est né dans le kibbutz de Nir Am, et a grandi à Netiv HaAsara, la communauté israélienne la plus proche de l'enclave. Il n'y était pas le 7 octobre, mais ses parents, oui. Leur maison a été prise par les flammes, consumant tout sur leur passage, charpente et corps humains. " Dès le lendemain, nous avons commencé le deuil rituel , raconte Maoz, nous étions la première shiva du 7 octobre ".

" La plupart des gens disent que rien ne nous avait préparés au 7 octobre. C'est faux , poursuit-il. Je me suis rendu compte que toute mon existence m'avait préparé au 7 octobre. Et en particulier l'éducation que j'avais reçue de mes parents " . Son père était le meilleur fermier du pays, assure-t-il sans arrogance, " et pourtant, il y avait toujours un problème, quelque chose n'allait pas, il y avait toujours une catastrophe ou une autre. Quand je lui demandais pourquoi il ne s'arrêtait pas, il me disait : 'l'année prochaine sera la bonne'. Même dans l'adversité, il faut regarder vers le futur. "

Pour cela, Maoz a pris un chemin radical. " À l'automne dernier, j'étais en colère, **je voulais tout faire pour que ceux que je considérais comme responsables de la mort de mes parents paient, dit-il**. Et puis, un jour, pendant une interview à la radio arabe Shams, on m'a lu un poème palestinien, qui revendique la force du pardon – même pour le soldat qui a pris sa terre. Je l'ai repris à mon compte . **J'ai décidé de pardonner au**

Hamas. J'ai même décidé de pardonner au gouvernement de Benyamin Nétanyahou. Je suis encore triste. Je pleure tous les jours. Mais je suis libre. Je n'ai jamais été aussi motivé, aussi efficace dans la poursuite de mes objectifs."

Nous avons retrouvé Maoz Inon à Nazareth, la plus grande ville palestinienne en Israël, où il a commencé son chemin d'entrepreneur dans le tourisme militant en 2005. Tout le monde le salue, ici, même si la situation est tendue. Les pèlerins chrétiens, source principale de revenus, ont disparu depuis le 7 octobre, plongeant la ville dans une lourde crise économique. Pendant ce temps, le crime organisé tue de plus en plus dans la communauté. Et la guerre a muré les Palestiniens dans le silence, redoutant les poursuites judiciaires et le harcèlement quotidien de leurs concitoyens juifs.

Le 8 octobre, à l'entrée de la Vieille ville, la municipalité, craignant pour ses financements, a badigeonné de peinture grise les drapeaux palestiniens et les phrases du poète palestinien Mahmoud Darwish qui ornait ce qu'on appelait localement le mur de la Nakba. À la place, les employés municipaux ont écrit en arabe : "Bienvenue à Nazareth". "Les militants ont décidé de le laisser en l'état, explique Maoz Inon, personne n'a besoin du mur pour sentir son identité. Mais c'est une métaphore pour le bâillonement que les Palestiniens citoyens d'Israël subissent." Un esprit vif a juste rajouté le mot "pas" avant la phrase, à la peinture rouge...

Maoz Inon parle à tout le monde, aux colons de Cisjordanie, aux écoles de la périphérie israélienne, fief de la droite dure, aux puissants du monde entier, et aux politiciens israéliens. "Je suis le plus grand privilégié de la société israélienne : je suis le fils de parents morts du terrorisme. J'en abuse", dit-il en souriant. Il soutient que les Israéliens n'ont vraiment qu'un seul objectif : la sécurité. "À chaque fois qu'on gagne une guerre, le discours est le même : la capacité militaire de l'ennemi est réduite à zéro. À chaque fois, Israël gagne et les Israéliens perdent", analyse-t-il. "La sécurité ne peut pas venir par les armes. Il y a aujourd'hui une coalition grandissante, en Israël, en Palestine, à l'étranger, qui soutient une autre voie. Elle travaille à transformer le rêve en réalité, en portant quatre valeurs : reconnaissance commune, réconciliation, égalité et dignité, sécurité."

"La paix est possible, je la vis ici à Nazareth depuis vingt ans, conclut-il. La paix est possible et je le sais, parce que vous, les Européens, vous l'avez fait. C'est une inspiration. Les dirigeants doivent cesser d'investir dans la guerre, et commencer à investir dans la société civile. D'arrêter de nous envoyer des outils de destruction, et les remplacer par des outils de construction."

(5) Le Regard israélien - L'invisibilité des victimes civiles persiste

- (a) P 5
- (b) Type : article
- (c) Axe : Conséquences
- (d) Longueur : 3092 + 70 signes
- (e) Auteur : Nicolas Rouger
- (f) Tonalité critique : 149 signes (5 %)
- (g) Réminiscence : 166 signes (5 %)
- (h) Angle critique : Non
- (i) Illustrations : néant

Les statistiques de la guerre à Gaza sont cataclysmiques. **Alors que le nombre de morts dépasse les 42 000, le conflit bat tous les records d'horreur.** Mais alors que l'attention du monde se transfère vers le Liban, théâtre lui aussi **d'une détermination israélienne qui dépasse l'entendement**, alors que Tsahal décide de revenir aux frappes aériennes en Cisjordanie, pas vues depuis la Seconde Intifada, les morts s'empilent encore à Gaza. Pourtant, ces victimes trop souvent très jeunes, trop souvent innocentes, n'atteignent pas encore la conscience israélienne. Cela semble improbable, dans un monde ultraconnecté, où chaque smartphone promet d'être une fenêtre à 360 degrés. Mais la majorité de la population israélienne s'est, malgré elle, adaptée aux désastres quotidiens, **absorbant même ses propres pertes, qui auraient paru inacceptables le 6 octobre 2023.**

Les analyses quotidiennes des médias israéliens se focalisent au mieux sur la nécessité de faire revenir **les otages encore retenus dans la bande**. **La plupart ne remettent en cause ni la violence à Gaza, ni les méthodes utilisées au Liban**, et encore moins l'occupation en Cisjordanie. Dans le quotidien, ces analyses sont alimentées par les multiples témoignages des seuls Israéliens à avoir vu Gaza : les soldats.

La plupart concordent : les seuls civils qu'ils ont vus étaient des réfugiés, passant du nord au sud en caravane. Les avions, les drones et l'artillerie, terrestre et marine, sont passés avant l'infanterie. "La ville avait déjà été 'nettoyée' quand nous sommes rentrés avec la première vague, le 28 octobre" , témoigne Aaron, 34 ans, réserviste dans une unité d'infanterie. Dans le nord de Gaza, "les seuls Palestiniens que j'ai vus étaient des combattants du Hamas. Ils n'étaient pas très bons", ajoute-t-il. Pourtant, cet entrepreneur dans la high-tech d'origine américaine, partisan d'une solution à deux États, a formé une opinion claire des Gazaouis. "Nous sommes passés par une vingtaine d'appartements, presque tous connectés au terrorisme, assène-t-il. Il y avait toujours des photos de leurs martyrs, des peintures islamistes, des tracts..."

Sa jambe droite a été atomisée par une balle de sniper du Hamas en novembre. Quand sa rééducation le permet, il parle aux institutions et au public américains, pour défendre la réputation de son pays. Il s'insurge contre les militants propalestiniens, en particulier à l'étranger, "qui ne voient pas les nuances. Si des enfants meurent, ce n'est pas la faute d'Israël. Tsahal s'efforce de ne pas viser l'infrastructure civile – pour la communication, concède le professionnel du marketing, mais surtout à cause de notre code moral. C'est le Hamas qui se planque dans les hôpitaux et les écoles" . Pour lui, la guerre devra durer **tant que les otages ne sont pas revenus**. Ensuite, "nous ne devons pas rester à Gaza, dit-il en massant son genou, mais une génération entière a été éduquée à la haine. Il faudra un changement de leadership, pour que les Palestiniens soient reprogrammés. Alors, bien sûr que nous pourrons avoir une solution à deux États" .

(6) La situation des otages - L'impossible libération des Israéliens détenus à Gaza

- (a) P 5
- (b) Type : article
- (c) Axe : 7/10
- (d) Longueur : $4212 = 83$ signes
- (e) Auteur : Suzy Wolfarth
- (f) Tonalité critique : 0
- (g) Réminiscence : 2043 signes (48 %)
- (h) Angle critique : Non
- (i) Illustrations : 1



Un homme marche à Tel-Aviv devant les images des otages israéliens détenus à Gaza.

Au total, environ 97 Israéliens sont toujours captifs du Hamas dans l'enclave palestinienne.

Ils viennent de tous les horizons. Certains sont ingénieurs, d'autres militants propalestiniens ou déjà en retraite. Parmi eux, des enfants et des personnes âgées, des femmes et des hommes, des militaires et des civils. Leur point commun : ils ont tous été capturés par les combattants du Hamas lors de l'opération "Déluge d'al Aqsa" du 7 octobre 2023. Aujourd'hui, un an après l'attaque, le sort d'une grande partie d'entre eux reste toujours aussi incertain.

Sur les 251 Israéliens capturés par le mouvement palestinien ce jour-là, 131 ont été libérés à la faveur d'un cessez-le-feu éphémère de novembre 2023. Certains ont par la suite été libérés lors d'opérations menées par les unités de Tsahal dans la bande de Gaza.

Pour les autres, une cinquantaine seulement seraient encore vivants à l'heure actuelle. C'est ce qu'a déclaré en septembre le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu lors d'une réunion à huis clos de la commission des Affaires étrangères et de la Défense de la Knesset, citée par différents médias israéliens. Jusqu'à présent, l'armée israélienne suggérait pourtant que 64 des 97 captifs encore détenus par le Hamas étaient toujours vivants.

Point de rupture en Israël

Revenus de captivité, beaucoup des anciens otages ont évoqué des sévices subis lors de leur détention. Plusieurs rapports d'ONG font mention de violences physiques et psychologiques subies par les détenus. Certains otages auraient également été frappés et/ou contraints à assister ou à participer à des actes de

violences. À l'issue d'une visite de dix-sept jours en Israël, la représentante spéciale des Nations unies, Pramila Patten, indiquait en mars qu'elle avait des " *informations claires et convaincantes* " faisant état de viols et d'actes de torture à caractère sexuel commis sur des détenus.

Sans nouvelles de leurs proches depuis des mois, les familles des otages en colère accusent leur gouvernement de les abandonner au profit de calculs politiques et militaires. Cette pression est montée d'un cran depuis la découverte en septembre des cadavres de six otages à Gaza, tués " *d'une balle dans la nuque* ", selon le rapport d'autopsie. L'annonce avait alors poussé la puissante centrale syndicale israélienne Histadrout à déclarer un rare appel à la grève générale. Plusieurs centaines de milliers de personnes avaient alors défilé contre le cabinet de guerre dans les rues de Tel-Aviv, la plus grosse mobilisation depuis le 7 octobre 2023.

Impossible accord de libération

La situation des otages est devenue une question pivot au sein de la société israélienne, déchirée entre l'impératif d'un cessez-le-feu et la poursuite des objectifs militaires d'Israël.

Malgré la pression de la rue, les chances d'obtenir prochainement un accord de libération des otages semblent plus faibles que jamais. Les négociations se font et se défont au fil des mois. En échange des Israéliens toujours détenus, le Hamas réclame le retour de centaines de prisonniers palestiniens – y compris des cadres militaires de diverses factions palestiniennes – et exige le retrait des forces israéliennes de l'ensemble de la bande de Gaza. Et, surtout, du corridor de Philadelphie, principale pierre d'achoppement pour les deux belligérants. Situé à la frontière avec l'Égypte, ce *no man's land*, de 14 kilomètres de long et 100 mètres de large, est sous le contrôle de Tsahal depuis la fin mai. Allant à l'encontre de l'avis de ses responsables militaires, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu continue de soutenir qu'une occupation durable de cette zone stratégique empêchera à terme le Hamas de renflouer ses stocks d'armes. Il pourrait profiter de l'escalade du conflit avec le Hezbollah libanais pour clore le sujet durant les prochains mois.

En l'absence de perspectives de trêve, un porte-parole de la branche armée du Hamas a pour sa part prévenu début septembre que les otages reviendraient " *dans leurs familles dans des cercueils* ". Il ajoutait que de " *nouvelles instructions [en ce sens] avaient été données* " à leurs gardiens, pour le cas où des soldats israéliens s'approcheraient de leur lieu de détention.

Suzy Wolfarth

(7) Les perspectives - Une région en proie aux guerres et en quête d'une inaccessible paix

- (a) P 6
- (b) Type : analyse
- (c) Axe : conséquences
- (d) Longueur : 4724 +90 signes
- (e) Auteur : Vincent Braun
- (f) Tonalité critique : 671 signes (14 %)
- (g) Réminiscence : 43 (1 %)
- (h) Angle critique : Non
- (i) Illustrations : 1



Des enfants palestiniens déplacés mangent après avoir reçu de la nourriture distribuée par une organisation caritative au camp de réfugiés de Jabalia, dans la ville de Gaza.

Le conflit de Gaza en Israël et le Hamas a produit une multitude de fronts autour de l'État israélien. Le spectre d'une guerre totale plane plus que jamais sur toute la région.

Analyse Vincent Braun

Un an après [les attaques terroristes du Hamas en Israël](#), l'opération militaire que l'État juif a engagée en représailles dans la bande de Gaza pour éliminer l'organisation islamiste palestinienne semble ne pas devoir se terminer de sitôt. Des dizaines de personnes continuent de trouver la mort chaque jour, des militants du Hamas comme de simples civils. Si aucune visibilité n'existe sur une possible fin des combats, voire une seconde trêve (négociée depuis dix mois !), c'est aussi parce que le centre de gravité de cette guerre, inscrite dans l'histoire centenaire du conflit israélo-palestinien, s'est récemment déplacé vers le nord. Depuis le mois dernier, Israël a lancé l'assaut sur le Hezbollah chiite libanais, une organisation terroriste qui bombarde le nord de son territoire depuis le lendemain des attaques du Hamas, en solidarité avec celui-ci et le peuple palestinien à Gaza.

Les actions spectaculaires comme les explosions de milliers de bipeurs de militants du mouvement chiite, de même que les assassinats ciblés de son chef Hassan Nasrallah et de nombreux commandants – [à nouveau au prix de nombreuses victimes civiles](#) – ont eu pour effet de détourner l'attention de la bande de Gaza. En outre, hormis le lointain “front sud” animé par les militants houthistes du Yémen, l'ouverture d'un hypothétique d'un “front est” avec l'intervention de l'Iran entretient la possibilité d'une guerre régionale totale. Téhéran a répété ne pas chercher la guerre mais s'estime en droit de riposter aux attaques d'Israël sur ses groupes mandataires aux quatre coins du Moyen-Orient. C'est ce qu'il a fait le 1er octobre en envoyant 181 missiles balistiques contre Téhéran pour venger la mort des chefs du Hezbollah, le 27 septembre à Beyrouth, et du Hamas, le 30 juillet à Téhéran.

“Les graines de la division”

C'est une attaque " *totalement légitime*" , la " *moindre*" des ripostes, a clarifié le guide suprême Ali Khamenei dans un prêche lors de la grande prière de ce vendredi 4 octobre, son premier sermon de ce genre depuis cinq ans. " *La politique de notre ennemi consiste à semer les graines de la division et de la sédition, à creuser un fossé entre tous les musulmans. Ils sont les mêmes ennemis pour les Palestiniens, les Libanais, les Égyptiens et les Irakiens. Ils sont les ennemis des peuples yéménite et syrien*" , a déclaré le numéro un iranien. L'Iran a aussi indiqué vendredi soutenir un cessez-le-feu synchronisé au Liban et à Gaza, par la voix de son chef de la diplomatie Abbas Araghchi.

Signe de ce déplacement du regard sur les hostilités, la question consistant à savoir qui reprendra les rênes du pouvoir après la fin de la guerre dans le petit territoire palestinien, de facto réoccupé militairement par Israël, semble reléguée à l'arrière-plan. L'appel à "l'unité nationale" des Palestiniens, lancé en juillet par différents groupes politiques (dont le Fatah et le Hamas) depuis Pékin, apparaissait pourtant comme une tentative de peser sur l'après-conflit. Mais cette éventuelle cohésion devra dépasser les seules frontières de Gaza et, même de la Palestine.

Quel partenaire pour la paix ?

Le récent "coup de gueule" du Premier ministre jordanien, Ayman al Safadi, dont le pays est signataire d'un traité de paix avec Israël datant de 1994, allait clairement dans ce sens. Il réagissait aux propos du Premier ministre israélien, le 27 septembre devant l'Assemblée générale de l'Onu, selon lesquels Israël est " *entouré d'ennemis*" , accusant Benjamin Netanyahu et son gouvernement de " *créer ce danger parce qu'il ne veut tout simplement pas d'une solution à deux États*" . Et de demander aux responsables israéliens quel est leur objectif final, leur plan, " *hormis des guerres et des guerres*" .

" *Nous sommes tous prêts à garantir dès maintenant la sécurité d'Israël*" , a-t-il déclaré au nom du comité des 57 pays musulmans et arabes, au siège de l'Onu. " *Nous tous, dans le monde arabe, nous voulons une paix dans laquelle Israël vive en paix et en sécurité, et accepte une normalisation avec tous les pays arabes dans le contexte de la fin de l'occupation, du retrait des territoires, permettant l'émergence d'un État palestinien indépendant et souverain dans les frontières du 4 juin 1967 et avec Jérusalem occupée comme capitale*" , a indiqué Ayman al Safadi.

Mais pour faire la paix, a encore souligné le chef du gouvernement jordanien, il faut un plan et un partenaire. " *Nous avons un plan. Nous n'avons pas de partenaire pour la paix en Israël. Il y a un partenaire pour la paix dans le monde arabe.*"

(8) *La tactique du Hezbollah - Malgré les pertes, le mouvement chiite n'abdique pas*

- (a) P 7
- (b) Type : article
- (c) Axe : conséquences
- (d) Longueur : 3976 +83 signes
- (e) Auteur : Jenny Lafond
- (f) Tonalité critique : 371 signes (9 %)
- (g) Réminiscence : 0
- (h) Angle critique : Non
- (i) Illustrations : 1



Des combattants du Hezbollah rendent, le 27 septembre, un dernier hommage à Mohammed Sur, tué par une attaque de drone.

Jenny Lafond Correspondante à Beyrouth

Ce qui n'était, le 8 octobre 2023, qu'un "front de soutien" ouvert depuis le Sud-Liban par le Hezbollah contre Israël, pour alléger la pression de l'armée israélienne sur le Hamas dans la bande de Gaza, a mué onze mois plus tard **en une véritable guerre contre le Liban**.

Onze mois marqués par des escalades meurtrières, durant lesquels les deux vieux ennemis ne se sont épargné aucun coup, tout en semblant encore respecter un simulacre de règles d'engagement. Mais depuis le 17 septembre, tout s'est soudainement emballé. En l'espace de quelques secondes, près de 3 000 militants du Hezbollah ont été tués, blessés, amputés ou rendus aveugles par les explosions simultanées de leurs bipeurs et talkies-walkies survenues deux jours de suite, **semant la panique dans le pays**.

Un attentat inédit de masse imputé par le Hezbollah à Israël, qui ne l'a pas revendiqué.

Le 20 septembre, une attaque israélienne "ciblée" sur un immeuble résidentiel dans la banlieue sud décime le commandement militaire du Hezbollah. **Elle fera également de nombreux morts et blessés civils**.

Ces deux coups majeurs infligés au mouvement chiite n'étaient que le prélude à l'opération israélienne "Flèches du nord", lancée le 23, qui a donné lieu à **une campagne de bombardements massifs** sur le Sud-Liban et la Békaa. Puis à **des frappes massives sur la banlieue sud de Beyrouth**, dont le point d'orgue aura été l'assassinat du chef du Hezbollah depuis 32 ans, Hassan Nasrallah, provoquant un séisme au Liban et dans le monde arabe.

Malgré cet enchaînement de coups cuisants, **accompagné d'un lourd bilan civil**, le Hezbollah ne dépose pas les armes pour autant. **"Il a perdu beaucoup de ses cadres mais il se focalise maintenant sur la bataille**

terrestre et fera tout pour maintenir l'équilibre militaire”, souligne le directeur de l’Institut Issam Fares à l’Université américaine de Beyrouth, Joseph Bahout. “*Et dans ce cas, le Hezbollah garde l'avantage pour le moment*”, avance-t-il.

Si depuis le 8 octobre 2023, le Hezbollah s’était contenté de cibler des objectifs militaires de l’autre côté de la frontière, poursuivra-t-il dans cette voie ? “*Tout est possible et ouvert*, répond Joseph Bahout, *car à partir de maintenant pour le Hezbollah, ce n'est plus une question de prestige et d'image. Il poursuit une stratégie très graduelle de montée en puissance. Et on ne sait pas très bien jusqu'où l'Iran veut aller dans cette confrontation.*”

Une progression périlleuse pour Tsahal

Pour le général d’état-major retraité Hicham Jaber, la stratégie du mouvement “*reste identique, à savoir défendre le Liban et empêcher Israël d'obtenir un succès militaire au Liban*” . Alors que l’État hébreu continue de masser de nouvelles troupes et chars à la frontière avec le Liban, en vue d’incursions terrestres au Sud-Liban, l’officier estime que “*la tactique du Hezbollah est de laisser l’armée israélienne entrer plus profondément au sud, puisque c'est sur ce terrain que se fera la vraie bataille*” . Toutefois, ajoute-t-il, “*le Hezbollah ne veut pas être celui qui ouvrira une guerre globale*” .

Alors que plusieurs tentatives d’incursion israéliennes ont été relevées ces derniers jours, le mouvement chiite a affirmé avoir fait battre en retraite Tsahal dans le secteur est, au niveau d’Adaïssé et Maroun el Ras tuant au moins 8 soldats israéliens. “*Un désastre*” pour le média israélien *Yediot Aharonot* . Le Hezbollah a également affirmé avoir détruit cinq chars Merkava lors des combats, une information non vérifiable, Israël restant souvent opaque sur ses pertes réelles. “*Le Sud-Liban pourrait devenir un cimetière pour les chars israéliens*”, affirme le général Jaber. Néanmoins, Israël reste une “*machine gigantesque*” qui peut tenir longtemps, grâce à sa “*technologie et aux milliards de dollars de l'allié américain*” , nuance Joseph Bahout, qui ajoute que l’armée israélienne “*a massé toutes ses forces au nord, il n'y a plus de front sud à Gaza, devenue une enclave encerclée*” .

(9) L'Intensification - Deux mille sites visés

- (a) P 7
- (b) Type : article
- (c) Axe : conséquences
- (d) Longueur : 2296 + 46 signes
- (e) Auteur : AFP et Belga
- (f) Tonalité critique : 16 signes (1 %)
- (g) Réminiscence : 0
- (h) Angle critique : Oui
- (i) Illustrations : Néant

Le Guide suprême iranien a estimé “totalement légitime” l’attaque menée par la République islamique sur Israël.

L'armée israélienne a affirmé vendredi avoir frappé plus de 2 000 sites, notamment des infrastructures et des armements, dans le sud du Liban depuis le début de son offensive au sol lundi contre le mouvement islamiste Hezbollah, soutenu par l'Iran. Au total “ 250 terroristes du Hezbollah parmi lesquels 21 commandants ont été éliminés en quatre jours d’opérations [...] dans le sud du Liban ”, a-t-elle ajouté dans un communiqué.

Principale route Liban Syrie coupée

Dans la nuit de jeudi à vendredi, des bombardements israéliens particulièrement intenses ont ciblé la banlieue sud de Beyrouth. Selon le site d'information israélien Ynet, les avions de combat de Tsahal ont largué près de 73 tonnes d'explosifs sur le QG des services de renseignements du Hezbollah dans la capitale libanaise. L'une des cibles présumées de ces attaques serait Hachem Safieddine, chef du Conseil exécutif de la milice et potentiel successeur d'Hassan Nasrallah. Le sort du haut responsable est toujours inconnu à l'heure actuelle.

L'armée israélienne a également mené un raid sur le passage frontalier de Masnaa, point d'entrée officiel vers la Syrie voisine. Selon Tsahal, des armes destinées au Hezbollah seraient acheminées via cet axe routier stratégique et “ un tunnel ” adjacent. L'attaque a visé la route empruntée par des centaines de milliers de Libanais fuyant les bombardements israéliens, la scindant en deux. Selon le gouvernement libanais, environ 1,2 million d'habitants ont été déplacés depuis l'intensification des affrontements. **Et 110 autres** ont été tués depuis le 23 septembre, selon un bilan établi à partir de chiffres officiels.

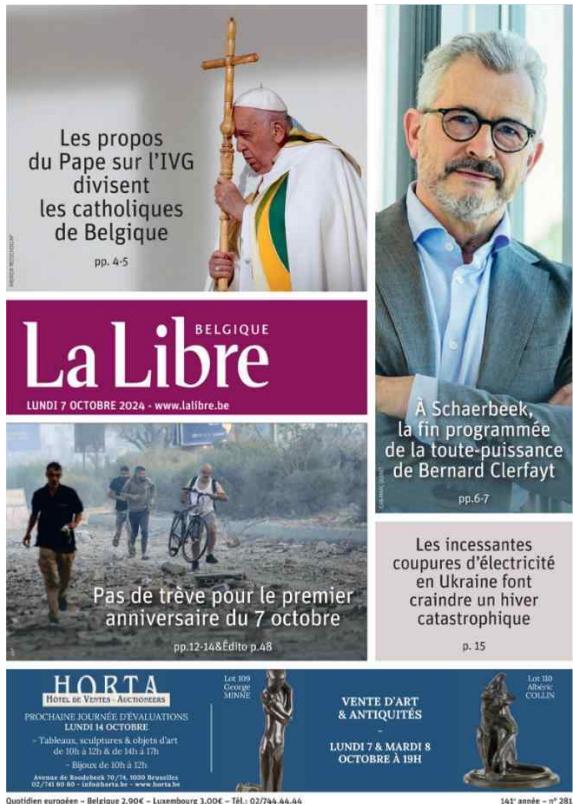
Belges évacués

De son côté, le ministère des Affaires étrangères belge a annoncé vendredi qu'un avion militaire affrété par les Pays-Bas avait quitté le Liban avec 55 Belges à son bord aux côtés de ressortissants néerlandais, irlandais et finlandais. D'autres Belges ont pu recevoir des places dans des vols commerciaux de la compagnie nationale libanaise Middle East Airlines en direction de Chypre et de la Turquie. Sur les quelque 1800 Belges se trouvant actuellement au Liban, environ 200 ont signalé qu'ils voulaient quitter le pays. (AFP et Belga)

3. La Libre — 7/10/2024

a. UNE

- (a) Espace occupé par le 7 octobre et ses conséquences : 18%
(b) Images du 7 octobre : 0 %



- (1) *Pas de trêve pour le premier anniversaire du 7 octobre — pp 12-14 & édito p.48*

- (a) Type : annonce
(b) Axe : conséquences
(c) Longueur : 58 signes
(d) Auteur : Rédaction
(e) Tonalité critique : 0
(f) Réminiscence : 13 signes (22 %)
(g) Angle critique : Non
(h) Illustrations : 1

b. INTÉRIEUR

- (a) Estimation du nombre de signes par page (sur base du nombre de signes des pages 12 et 13 de La Libre du 4/10) : $10283/2 = 5142$
- (b) Nombre total de pages info : 16
- (c) Publicités : $(1/3 + 1/2 + 0,33 + 0,55) = 1,75$ arrondi
- (d) Estimations de signes nets info hors publicité : $14,24 \times 5142 = 73222$.
- (e) Articles axe 7/10 (en pourcentage de signes/édition) : 2 %
- (f) Réminiscence (en pourcentage de signes sur l'édition) : 2,7 %
- (g) Articles axe conséquences (en pourcentage de signes/édition) : 20 %
- (h) Tonalité critique (en pourcentage de signes sur l'édition) : 4,9 %

(1) “Un soutien aussi indéfectible ne s'est jamais manifesté pour un crime contre l'humanité”

- (a) P 12 - 13
- (b) Type : entretien
- (c) Axe : conséquences
- (d) Longueur : 9288 + 93 signes
- (e) Auteur : Vincent Braun
- (f) Tonalité critique : 2605 signes (28 %)
- (g) Réminiscence : 580 signes (6 %)
- (h) Angle critique : Oui
- (i) Illustrations : 1



Proche Orient L'écrasement de Gaza est aussi le fruit d'une abdication morale historique dans les pays occidentaux, estime l'anthropologue français Didier Fassin.

Entretien Vincent Braun

De nombreux États et élites en Occident ont consenti, de manière active ou passive, à la dévastation de la bande de Gaza et au massacre de sa population par Israël. Pour parvenir à ce constat, l'anthropologue Didier Fassin s'est plongé dans l'analyse des événements qui ont ébranlé la région de Palestine depuis les

attaques du Hamas le 7 octobre 2023. Professeur d'éthique au Collège de France (où il est titulaire de la chaire Questions morales et enjeux politiques dans les sociétés contemporaines), il vient de publier **Une étrange défaite** (La Découverte), un ouvrage où il interroge les interprétations auxquelles ce conflit a donné lieu. Tout en gardant à l'esprit cette question qui sous-tend l'essentiel de ses travaux : une vie en vaut-elle une autre ?

Vous expliquez qu'un large consentement à la dévastation de la bande de Gaza et au massacre de sa population s'est imposé depuis le 7 Octobre dans le chef des États occidentaux et de leurs opinions publiques dominantes, qui en viennent à accepter que toutes les vies n'ont pas la même valeur.

Pourquoi parlez vous d'une abdication morale historique ?

Depuis la Seconde guerre mondiale, **il n'y a pas eu de situation dans laquelle les gouvernements occidentaux et une partie significative de leurs élites intellectuelles et médiatiques aient collectivement apporté leur appui diplomatique et militaire à un massacre que la Cour internationale de justice considère comme un plausible génocide.** Il y a eu d'autres tragédies, avec parfois plus de victimes, mais jamais un soutien aussi indéfectible ne s'est manifesté pour permettre **d'aller jusqu'au bout du crime contre l'humanité en train d'être commis.** Quelle que soit **la gravité des actes commis le 7 octobre 2023, et le traumatisme qu'ils ont représentés pour les Israéliens,** ils ne peuvent justifier **le projet d'annihilation d'un peuple proclamé par le président de l'État hébreu, son Premier ministre et les plus hauts responsables politiques et militaires.** Les valeurs et les principes censés fonder l'ordre moral international ont été bafoués.

Cette abdication morale est elle le fait d'une régression de la pensée, d'une faillite éthique, ou d'une sorte de lâcheté liée au fait que l'on n'ose pas trop blâmer Israël, victime il y a un an d'une attaque qui a ravivé le traumatisme de l'Holocauste ?

Certes, la mémoire de la Shoah pèse sur une partie des pays européens, mais elle n'a jamais été décisive, même **en Allemagne, où la dénazification n'a pas eu lieu après 1945.** En fait, **le projet de créer un foyer juif en Palestine remonte à 1917 avec la déclaration Balfour du colonisateur britannique et, comme l'écrit un grand juriste israélien, que les Européens aient persécuté les Juifs pendant un millénaire ne peut justifier qu'on en fasse payer le prix aux Arabes.** En réalité, Israël est vu comme un bastion occidental au milieu d'une région considérée comme suspecte, voire dangereuse. Dans un creusement croissant qui s'opère désormais entre le Nord et le Sud, lequel peut néanmoins recevoir un soutien de l'Est, Israël est un allié utile permettant l'établissement d'un grand marché moyen-oriental et **la mise à l'épreuve des armements fournis par le complexe militaro-industriel international.** Mais un élément essentiel de l'adhésion (à cet écrasement) d'une large partie des opinions a été la montée du racisme anti-arabe et anti-musulman, hérité de la période coloniale et réactivé par les actes terroristes des années 2000.

Certains se sont pourtant érigés contre la poursuite de l'opération israélienne en évoquant des décennies d'oppression, de violence, de spoliation. Pour quelles raisons ce droit au refus a-t-il fini par être réprimé ?

Dès le lendemain **des événements tragiques du 7 octobre**, une version officielle a été imposée. Il s'agissait d'un pogrom, autrement dit un crime antisémite par lequel les Palestiniens ne s'en prenaient pas à des ennemis en tant qu'opresseurs, mais à des hommes et des femmes en tant que juifs. C'était donc un acte horrible, sans histoire, autorisant les représailles les plus brutales. Évoquer les décennies d'occupation avec leur lot de destruction, de sévices, de vexations, de privations de libertés, d'arrestations et d'emprisonnements sans charge, de mutilés et de tués par l'armée ou les colons, **c'était être accusé de**

vouloir légitimer les actes commis. Ceux qui ont parlé de résistance, terme qui s'imposerait dans tout autre contexte historique, ont été taxés d'antisémitisme, sanctionnés par leur institution ou même condamnés par les tribunaux.

La réaffirmation inattendue de la solution à deux États par une bonne partie de la communauté internationale depuis les attaques du 7 Octobre a été reléguée ces dernières semaines à la faveur de la multiplication des fronts. Outre que l'option belliciste semble indiquer qu'Israël n'a aucune intention de régler la question palestinienne par le droit international, cette situation tend elle aussi à prouver que “la loi du plus fort” balaie toute considération éthique ?

Rarement la loi du plus fort ne se sera appliquée avec une telle férocité, puisqu'une armée suréquipée soutenue par la première puissance militaire mondiale écrase une population civile pratiquement sans défense, la contraignant à se déplacer vers des lieux qu'elle bombarde ensuite, la réduisant à la famine par un blocus qui inclut l'essentiel de l'aide humanitaire. On a voulu présenter l'armée israélienne comme la plus morale du monde, alors que ses soldats tirent sur les personnes venues se ravitailler, se servent d'adolescents palestiniens comme boucliers humains, humilient les civils et torturent les prisonniers. Le discours de haine des dirigeants et de beaucoup de citoyens révèle un effacement de tout souci éthique.

Pourquoi le discours faisant le lien historique entre l'occupation des territoires par Israël et la résistance à cette situation est-il, selon vous, de plus en plus inaudible face à la revendication du droit à la défense de l'État hébreu ?

Un peuple attaqué a le droit de se défendre. Mais selon cette logique, ce sont les Palestiniens expulsés de leurs terres et privés de leurs droits depuis trois quarts de siècle qui seraient légitimes à se défendre contre leur oppresseur. Or, on leur récuse cette option. Un sociologue israélien l'exprimait très bien : si les Palestiniens essaient de négocier, on les ignore ; s'ils se rebellent, on les écrase. L'argument de la menace sur l'existence de l'État d'Israël est utilisé depuis des décennies pour produire un consensus justifiant la poursuite de l'oppression des Palestiniens. Les responsables politiques et militaires avouent d'ailleurs parfois que c'est une manipulation de leur opinion publique. Ils savent bien que leur force de frappe, épaulée par leurs puissants alliés, est bien supérieure à toutes celles de leurs adversaires.

L'accusation d'antisémitisme, qu'Israël utilise systématiquement pour discréditer ceux qui le critiquent, va-t-elle dans le même sens, à savoir recourir à un “argument massue” pour tenter d'empêcher toute analyse sereine des circonstances historiques ?

La confusion entre mise en cause de la politique israélienne, critique du sionisme et antisémitisme entretenue par l'État hébreu mais aussi par des organisations communautaristes juives et par les pays occidentaux rend impossible tout débat sur les actions menées par un gouvernement pourtant allié à l'extrême droite, pratiquant la discrimination, revendiquant le suprémacisme religieux, violant le droit international et accusé de génocide. L'invocation de l'antisémitisme qui s'est banalisée sur les campus universitaires états-unis comme dans l'espace public européen permet ainsi de faire taire les voix qui s'expriment pour les droits des Palestiniens, à commencer par le droit à la vie et le droit à une vie digne.

Comment expliquez-vous que ces accusations d'antisémitisme continuent d'être proférées alors même que les instances internationales faisant autorité en la matière les réprouvent lorsque les critiques sont d'ordre purement politique ?

L'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste a établi en 2016 une résolution adoptée par 31 États, dont Israël, dans lequel il est indiqué que n'est pas antisémite le fait de “critiquer Israël comme on

critiquerait tout autre État”, et la Déclaration de Jérusalem signée en 2020 par 350 experts des études juives, dont de nombreux Israéliens, a également considéré que soutenir “l’exigence de justice du peuple palestinien” et s’opposer au “zionisme en tant que nationalisme” ne relève pas de l’antisémitisme. Que ces textes ne soient pas respectés par ceux qui les ont rédigés montrent **qu’on est dans le pur arbitraire. Les grandes puissances n’hésitent pas à se renier pour soutenir leur allié dans les crimes imprescriptibles qu’il commet.** L’État hébreu se pense ainsi intouchable quelles que soient ses exactions. Mais ses dirigeants se trompent peut-être en se croyant au-dessus de la justice internationale.

Pour Didier Fassin, **on assiste à Gaza à l’annihilation d’un peuple.** En photo : des soldates israéliennes se prenant en photo sur la frontière avec la bande de Gaza.

(2) **7 Octobre Plus d'un millier de personnes à Uccle lors d'une cérémonie en hommage aux otages**

- (a) P 14
- (b) Type : article
- (c) Axe : 7/10
- (d) Longueur : 1344 + 95 signes
- (e) Auteur : Rédaction
- (f) Tonalité critique : 18 signes (1 %)
- (g) Réminiscence : 837 signes (58 %)
- (h) Angle critique : Non
- (i) Illustrations : 1



Au moins 1 500 personnes, selon les chiffres des organisateurs, se sont rassemblées dimanche après-midi, à Bruxelles, lors d'une cérémonie commémorative pour les otages israéliens, organisée à l'initiative du Comité de coordination des organisations juives de Belgique (CCOJB) notamment. Le message porté se voulait clair : *“Nous n'arrêterons pas tant qu'ils ne seront pas tous rentrés”*. Dans une émotion palpable, l'événement a débuté dès 16h30 à Uccle, au domaine Latour de Freins. *“Le 7 octobre 2023, des milliers de terroristes du Hamas et d'autres groupes islamistes se sont introduits en Israël et ont massacré, torturé, violé et mutilé des habitants des localités limitrophes à Gaza et des jeunes qui participaient à un festival de musique, entraînant la mort de plus de 1 200 victimes civiles et blessant des milliers de personnes marquées à vie”*, ont appuyé les organisateurs. Selon ces derniers, *“101 otages sont encore retenus à ce jour, dont deux enfants en bas âge, quatorze femmes et onze personnes âgées”*. Après avoir observé une minute de silence, les personnes présentes ont participé à des prises de paroles et autres chants. Le père d'Alon Nimrodi, otage encore détenu à Gaza, était également présent. Fortement ému, il est revenu sur l'importance de continuer à se mobiliser, aux côtés d'Israël, *“tant qu'il le faudra”*.

(3) La poursuite des frappes sur Gaza et le Hezbollah libanais accompagne le premier anniversaire du “7 Octobre”

- (a) P 14
- (b) Type : article
- (c) Axe : conséquences
- (d) Longueur : 2618 +112 signes
- (e) Auteur : AFP
- (f) Tonalité critique : 224 signes (8 %)
- (g) Réminiscence : 419 signes (15 %)
- (h) Angle critique : Oui
- (i) Illustrations : néant

Une femme est décédée des suites de ses blessures dans une attaque à l'arme à feu et à l'arme blanche, dont l'auteur a été “neutralisé”. L'agression a fait aussi dix blessés dimanche dans la ville de Beersheva (sud d'Israël).

L'armée israélienne était en état d'alerte dimanche, par crainte d'attentats de ce genre, à la veille du premier anniversaire de l'attaque du 7 octobre 2023. Elle prépare toujours, par ailleurs, une riposte à la salve de missiles tirés par l'Iran, soutien du mouvement islamiste palestinien Hamas et du Hezbollah libanais.

Le chef d'état-major israélien Herzi Halevi a réaffirmé sa détermination à frapper “ sans répit ” le Hezbollah, contre lequel il a récemment intensifié son offensive. Dans un message à l'occasion de la commémoration du 7 Octobre, le président israélien Isaac Herzog a, pour sa part, dénoncé “ *la menace permanente que font peser, sur l'État, l'Iran et ses mandataires terroristes, [...] déterminés à détruire notre seul et unique État-nation* ”.

Un discours de Netanyahu

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu doit prononcer ce lundi un discours à la nation pour marquer l'anniversaire de cette attaque, qui a déclenché la guerre à Gaza. L'assaut sans précédent du Hamas a causé la mort de 1 205 personnes, en majorité des civils, tués par balle, brûlés vifs ou mutilés, selon un décompte de l'AFP basé sur les chiffres officiels israéliens, incluant les otages morts ou tués en captivité dans la bande de Gaza.

L'armée israélienne a dit dimanche “ encercler ” la zone de Jabaliya, dans le nord de Gaza, où elle a aussi mené de nombreuses frappes aériennes, estimant que le Hamas palestinien y reconstruit ses capacités, malgré des mois de combats et bombardements.

L'armée a aussi indiqué y avoir frappé “ *des dizaines de cibles militaires en soutien aux troupes terrestres* ”, dont des “ *installations de stockage d'armes* ”. Le porte-parole de la Défense civile de Gaza, Mahmoud Bassal, et des habitants, ont confirmé à l'AFP que de multiples frappes meurtrières avaient secoué Jabaliya. “ *Les bombardements sont très violents et nous ne savons pas d'où ils viennent, nous ne savons pas où aller* ”, a confié à l'AFP un habitant.

Des frappes très meurtrières

L'armée a aussi affirmé avoir mené dans le centre de la bande de Gaza, une “ *frappe précise sur des terroristes du Hamas qui opéraient depuis un centre de commandement* ” dans une mosquée. Au moins 26

personnes ont été tuées dans ces frappes aériennes sur “ *l’école Ibn Rushd et la mosquée des martyrs d’al-Aqsa* ” accueillant des personnes déplacées par la guerre selon le ministère gazaoui de la Santé. (AFP)

(4) Édito — Un engrenage meurtrier en plein emballement

- (a) P 48
- (b) Type : édito
- (c) Axe : conséquences
- (d) Longueur : 2452 +55 signes
- (e) Auteur : Vincent Braun
- (f) Tonalité critique : 756 signes (30 %)
- (g) Réminiscence : 242 signes (10 %)
- (h) Angle critique : Oui
- (i) Illustrations : 1

Un édito de Vincent Braun

Les attaques terroristes du Hamas en Israël le 7 octobre 2023, inédites dans leur ampleur, ont provoqué un bouleversement sans précédent du vieux conflit israélo-palestinien. L'opération militaire engagée en représailles dans la bande de Gaza par Israël, si elle a avec succès affaibli le mouvement islamiste, **a aussi tous les traits d'une punition collective contre les Palestiniens**. Elle a modifié les rapports de force et menace toujours toute une région d'un conflit généralisé. La riposte qu'Israël s'apprête à mener contre l'Iran, après les tirs de missiles du 1er octobre, sera déterminante pour l'extension éventuelle du conflit en cours, dont les projections affectent désormais le Liban et, dans une mesure plus restreinte ou ponctuelle, la Syrie ou le Yémen.

Le bouleversement se mesure aussi **au mépris consommé des règles du droit international**, également battues en brèche dans une autre guerre, l'invasion de l'Ukraine par la Russie un an et demi plus tôt. **La guerre à Gaza est devenue une tentative d'Israël de redessiner la région par la force. Avec le soutien tacite de ses alliés**, au premier rang desquels les États-Unis qui, hormis quelques remontrances de convenance, laissent faire par pragmatisme. C'est ainsi que le conflit a projeté la région de Palestine et une partie du Moyen-Orient dans une situation délétère et explosive où ne sévit plus que la loi du plus fort. Au préjudice, physique et mental, des populations civiles. Au grand désespoir des consciences humanistes et des organisations humanitaires. L'impunité qui préside à cette spirale de la violence doit cesser.

Le droit n'a, heureusement, pas dit son dernier mot. Outre le Hamas et ses responsables, **Israël et ses principaux dirigeants sont poursuivis devant des cours de justice internationale, notamment pour non-respect de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide**. Rien que dans la bande de Gaza, les opérations menées depuis un an par l'armée israélienne ont tué plus de 11 000 enfants et 6 000 femmes. C'est inacceptable, déraisonnable, scandaleux. Les attaques du Hamas qui ont tué, en une journée, 1 200 personnes, pour la plupart des civils israéliens, le sont tout autant. **Aucune justification, aucune, ne peut étayer de telles tragédies**. Les appels à la protection des civils, à la libération des otages, à la fin des combats et de la violence, doivent se poursuivre. Plus que jamais. Inlassablement.

4. La Libre — 8/10/2024

a. UNE : Néant

b. INTÉRIEUR

- (a) Estimation du nombre de signes par page (sur base du nombre de signes des pages 12 et 13 de La Libre du 4/10) : $10283/2 = 5142$
- (b) Nombre total de pages info : 18
- (c) Publicités : $2 \times 1/2 + 1/3 + 1$ vignette = 1,40
- (d) Estimations de signes nets info hors publicité : $16,6 \times 5142 = 85357$.
- (e) Articles axe 7/10 (en pourcentage de signes/édition) : 0 %
- (f) Réminiscence (en pourcentage de signes sur l'édition) : 0,4 %
- (g) Articles axe conséquences (en pourcentage de signes/édition) : 13,5 %
- (h) Tonalité critique (en pourcentage de signes sur l'édition) : 0,9 %

(1) *L'armée libanaise n'est pas en mesure de défendre le pays contre Israël*

- (a) P 12
- (b) Type : éclairage
- (c) Axe : conséquences
- (d) Longueur : 5271 +75 signes
- (e) Auteur : Jenny Lafond
- (f) Tonalité critique : 0
- (g) Réminiscence : 0
- h** Angle critique : Non
- (i) Illustrations : 1



Les équipements dont disposent les Forces armées libanaises sont très insuffisants et datent parfois de la Seconde Guerre mondiale.

Moyen Orient. Dernier pilier d'un État déliquescent, les Forces armées libanaises sont réduites à un rôle de "grosse gendarmerie", selon un diplomate.

Éclairage Jenny Lafond Correspondant à Beyrouth

Quel rôle l'armée libanaise peut-elle jouer dans la guerre qui oppose actuellement le Hezbollah et Israël et ravage le Liban ? Cette question est revenue sur le devant de la scène après l'annonce le 29 septembre, par le Premier ministre sortant libanais Nagib Mikati, de la volonté du gouvernement libanais " de déployer

l'armée au sud du Litani, dans le cadre de la résolution 1701 de l'Onu, dès qu'un cessez-le-feu sera imposé”.

L'adoption de ce texte, voté à l'unanimité aux Nations unies le 11 août 2006, avait permis de mettre un terme au violent conflit de 33 jours opposant le Hezbollah et Israël. Il stipule que seuls l'armée libanaise et les Casques bleus de la Force intérimaire des Nations unies doivent patrouiller dans le sud du pays, depuis le fleuve Litani jusqu'à la Ligne bleue, induisant donc un retrait du Hezbollah et des forces israéliennes de la zone concernée. Mais selon le général retraité Hicham Jaber, l'armée pourrait envoyer tout au plus “ *2 000 hommes en plus des 4 000 à 5 000 déjà déployés dans le cadre de la 1701, elle n'a pas les moyens financiers d'en faire plus*”.

Une armée... désarmée

Touchées de plein fouet par la crise économique qui a plombé les finances du pays, les Forces armées libanaises (FAL), qui comptent environ 70 000 soldats, demeurent sous perfusion. Des financements successifs, essentiellement américains et qataris, lui ont permis de soutenir à minima le moral des troupes. Une source diplomatique occidentale fait état de “ *plusieurs plans européens et américains pour soutenir et financer le recrutement de 15 000 soldats supplémentaires* ”, en discussion depuis le 7 octobre 2023 pour pallier le manque d'effectifs.

Reste la question, cruciale, des capacités militaires dont disposent les FAL pour la défense de la souveraineté du pays. “ *Aucun gouvernement libanais, de 1990 à nos jours, n'a concentré ses efforts de manière crédible sur l'octroi de ressources et de pouvoirs politiques aux FAL pour agir sur les questions de défense territoriale dans le Sud* ”, souligne Aram Nerguisian, Senior Associate au Center for Strategic and International Studies.

“ *L'armée libanaise n'a pas le droit d'avoir des armes lui permettant de défendre le pays contre un ennemi comme Israël* ”, déplore Hicham Jaber. “ *Par exemple, il lui est interdit d'acquérir un système de défense aérien* ”, ajoute l'officier qui avait listé, il y a une dizaine d'années, les équipements nécessaires dans cet objectif. “ *Le président libanais de l'époque, Michel Sleimane, avait demandé du matériel de défense aérienne et antiaérienne à Moscou, qui était d'accord pour le fournir. Mais les États-Unis ont averti le Liban de ne pas accepter de cadeau des Russes sous peine de sanctions* ”, affirme-t-il.

Bras de fer entre Washington et Moscou

En 2017, le Kremlin avait posé sur la table un package deal alléchant d'un milliard de dollars, comprenant la livraison d'armes russes couplée à une coopération militaire et technique. Un camouflet pour Washington et son programme américain d'assistance militaire en vigueur depuis 2006, qui avait fourni entre autres un arsenal léger en armes et équipements divers pour un total de plus de 1,6 milliard de dollars. De “ *petits blindés* ” juste utiles pour “ *la sécurité intérieure, ou pour faire face au Hezbollah mais pas contre Israël* ”, explique Hicham Jaber. “ *Il faut être clair, défendre le Liban contre Israël n'est pas permis* ”, regrette l'officier. “ *Le Congrès américain a approuvé et promulgué un texte juridique qui stipule clairement que les États-Unis doivent soutenir l'avantage militaire qualitatif d'Israël par rapport à toutes les autres armées de la région – et pas seulement vis-à-vis du Liban* ”, précise Aram Nerguisian.

Pas question pour les États-Unis de voir le Liban doté de missiles sol-air ou de capacités aériennes capables de tenir tête à la superpuissance militaire israélienne voisine. “ *Il n'y a pas de volonté ni hier, ni aujourd'hui, ni demain d'armer les FAL pour qu'ils puissent faire face à l'armée israélienne, c'est un fait* ”, confirme notre source diplomatique occidentale, soulignant que cette question reste “ *inenviseable pour* ”.

les Américains qui feront pression à tous les niveaux". "Nous ne sommes pas dans l'optique de fournir des moyens antiaériens ou autres aux FAL que les chars et blindés qu'ils utilisent et qui datent parfois de la Seconde Guerre mondiale", admet cette source.

Réduite à un rôle de "grosse gendarmerie", destinée au "contrôle des frontières et à la préservation de la paix civile", selon les propos de ce diplomate, l'armée libanaise demeure sans réels moyens face à Israël. Le 3 octobre, pour la première fois depuis un an, l'armée a annoncé avoir riposté à des tirs israéliens. Et compte déjà trois soldats tués par des frappes israéliennes. "On ne peut pas sacrifier l'armée, qui est le seul pilier de l'État encore debout", estime le général Jaber qui rappelle que "lors de la guerre de 2006, elle a perdu 70 martyrs tués par l'aviation israélienne dans des bombardements israéliens qui l'ont visée partout sur le territoire".

(2) Premiers Belges rapatriés du Liban

- (a) P 13
- (b) Type : article
- (c) Axe : conséquences
- (d) Longueur : 1967 + 38 signes
- (e) Auteur : AFP et Belga
- (f) Tonalité critique : 0
- (g) Réminiscence : 380 signes (19 %)
- (h) Angle critique : Non
- (i) Illustrations : 0

Alors que les affrontements s'intensifient au Moyen-Orient, un avion militaire belge de 250 places sera affrété mercredi dans le but de rapatrier des citoyens belges et européens du Liban. Chargé de matériel médical pour venir en aide aux hôpitaux libanais, il partira de Cologne, en Allemagne.

Lundi, l'armée israélienne a affirmé qu'" *environ 135 projectiles* " tirés par le Hezbollah libanais avaient pénétré dans l'espace israélien. En parallèle, Tsahal a déclaré en début de soirée avoir frappé " *plus de 120 cibles* " du Hezbollah dans le sud du Liban " *en une heure* ". Une frappe a également été menée dans la banlieue sud de Beyrouth, bastion de la milice chiite, près de l'aéroport international, toujours opérationnel, a indiqué une source de sécurité à l'AFP.

En outre, au moins quatre projectiles ont été tirés vers l'État hébreu depuis la bande de Gaza toute proche, a indiqué l'armée israélienne dans un communiqué.

La branche armée du Hamas a revendiqué ces tirs, disant avoir visé un kibboutz, une base militaire et un rassemblement de soldats de Tsahal, ainsi que des tirs de roquettes sur Tel-Aviv, dans le centre du territoire israélien, où les sirènes d'alerte ont retenti.

Anniversaire du 7 octobre 2023

Encore traumatisé un an après l'attaque, Israël a commémoré lundi dans la douleur l'opération sans précédent menée le 7 octobre 2023 par le Hamas palestinien. Dans un discours ce lundi, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a affirmé que son gouvernement était en train de changer la réalité au Moyen-Orient " *pour le bien de nos enfants, pour notre avenir, et pour faire en sorte qu'il n'y ait plus jamais* " une telle journée de massacres. D'Amsterdam à Tokyo, de nombreuses déclarations ont marqué l'anniversaire de la journée la plus meurtrière dans l'histoire de l'État hébreu.

Se joignant aux déclarations internationales, le président américain Joe Biden s'est dit " *totalelement engagé* " pour la " *sécurité d'Israël* ". (AFP et Belga)

(3) À Gaza, “toutes les structures de santé ont été prises pour cible de manière spécifique” par Israël

- (a) P 13
- (b) Type : éclairage
- (c) Axe : conséquences
- (d) Longueur : 4051 +103 signes
- (e) Auteur : Suzy Wolfarth
- (f) Tonalité critique : 740 signes (18 %)
- (g) Réminiscence : 0
- (h) Angle critique : Oui
- (i) Illustrations : 0

Les femmes et les enfants sont les principales victimes des bombardements israéliens dans l'enclave palestinienne.

Depuis un an, Israël mène sans relâche des actions militaires intensives dans la bande de Gaza. Si l'armée israélienne assure diriger ses opérations exclusivement contre les combattants du Hamas, ce sont en réalité les civils palestiniens qui sont les principales victimes du conflit.

Présentes sur place, les équipes de Médecins sans frontières (MSF) ont pris en charge plus de 27 500 patients souffrant de blessures liées à la violence depuis le début de la guerre, dont 80 % ont été causées par des bombardements israéliens. Parmi ces derniers, “environ 60 % des cas reçus sont des femmes et des enfants”, déclare Emmanuel Massart, responsable des opérations de l'organisation humanitaire à Gaza.

“Blessures handicapantes à vie”

Depuis le 7 octobre 2023, alors que les besoins humanitaires ont explosé en raison des frappes intensifiées d'Israël, l'accès aux soins de santé a été considérablement réduit. Soumis à des critères flous et imprécis de la part des autorités israéliennes, beaucoup de convois transportant de l'aide humanitaire ne parviennent jamais à destination. “En ce moment, j'ai plus de vingt camions qui attendent de pouvoir rentrer à Gaza”, explique Emmanuel Massart. Essentiels à la survie des Gazaouis, ces camions transportent notamment du matériel médical et des médicaments essentiels “sensibles à la température et qui ne supportent absolument pas d'être stoppés pendant des jours au soleil”.

Mais aussi des prothèses et autres appareils primordiaux pour les plus de 22 500 personnes ayant subi ces derniers mois des “blessures handicapantes à vie”, et recensées par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) fin juillet. Parmi eux, l'Unicef estimait à plusieurs milliers le nombre d'enfants ayant perdu un ou deux membres au cours des trois premiers mois des hostilités. Pour autant, “il est extrêmement difficile de faire passer des prothèses, des béquilles ou des chaises roulantes à cause des contrôles israéliens”, constate le responsable humanitaire.

Les enfants handicapés courrent également un risque accru de mort ou de blessure en raison des difficultés supplémentaires auxquelles ils sont confrontés lorsqu'ils sont contraints de fuir les attaques. “Pour l'instant, il n'y a pas vraiment de solution pour eux. On espère un cessez-le-feu le plus rapidement possible pour limiter le nombre d'enfants handicapés après la guerre”, mais aussi pour pouvoir commencer leur rééducation.

Mise en danger du personnel humanitaire

Seuls 17 des 36 hôpitaux de l'ensemble de l'enclave sont “ *partiellement fonctionnels* ” pour accueillir les blessés. Depuis octobre 2023, le personnel et les patients de MSF ont dû évacuer quatorze complexes en raison d'incidents graves et de combats en cours, car “ *toutes les structures de santé ont été prises pour cibles de manière spécifique* ” par Israël. Au total, six membres de l'organisation ont été tués dans le cadre de leurs activités médicales depuis le début de la guerre. “ *Un de mes collègues a été abattu par un sniper israélien à travers la vitre d'un couloir de l'hôpital pendant qu'il soignait un patient* ”, déclare le médecin.

Les diverses organisations humanitaires présentes à Gaza communiquent pourtant leurs localisations à Tsahal, mais “ *il est arrivé à plusieurs reprises que ces lieux soient quand même bombardés* ” par l'armée israélienne. “ *C'est quelque chose d'inacceptable. Même la guerre a ses règles* ”, pointe Emmanuel Massart, qui condamne “ *la violation du droit international par Israël* ” depuis douze mois. Et dénonce la “ *complicité* ” des pays occidentaux, dont “ *les États-Unis, mais aussi la Belgique* ”, à ces violations par leur participation financière à l'effort militaire israélien. Fin juillet, la Cour internationale de justice (CIJ) avait pourtant demandé à tous les États de ne pas “ *prêter aide ou assistance* ” au maintien de la présence “ *illicite* ” d'Israël dans les Territoires palestiniens occupés, dont Gaza.

Suzy Wolfarth

C.LA DH

1. La DH—5/10/2024

Néant

2. La DH—7/10/2024

a. UNE

- (a) Espace occupé par le 7 octobre et ses conséquences : 14%
- (b) Images du 7 octobre : 14% (photos des otages)



- (1) *7 octobre, un an après. Les témoignages glaçants des victimes — pages 2 et 3*

- (a) Type : annonce
- (b) Axe : 7/10
- (c) Longueur : 66 signes
- (d) Auteur : Fabrice Melchior
- (e) Tonalité critique : 0
- (f) Réminiscence : 66 (100 %)
- (g) Angle critique : Non
- (h) Illustrations : 1 (photo de F.M.)

b. INTÉRIEUR

- (a) Estimation du nombre de signes par page (sur base du nombre de signes des pages 2 et 3 de La DH du 7/10) : $10417/2 = 5209$
- (b) Nombre de pages total info: 12
- (c) Publicités : $3 \times 0,5 + 0,33 + 0,27 + 1 = 3$
- (d) Estimations de signes nets info hors publicité : $9 \times 5209 = 46881$.
- (e) Articles axe 7/10 (en pourcentage de signes/édition) : 14,7 %
- (f) Réminiscence (en pourcentage de signes sur l'édition) : 11,1 %
- (g) Articles axe conséquences (en pourcentage de signes/édition) : 7,9 %
- (h) Tonalité critique (en pourcentage de signes sur l'édition) : 0 %

(1) *L'édito de fabrice melchior - Le monde doit à nouveau danser*

- (a) P 2
- (b) Type : édito
- (c) Axe : 7/10
- (d) Longueur : 1127 signes
- (e) Auteur : Fabrice Melchior
- (f) Tonalité critique : 0
- (g) Réminiscence : 988 signes (88 %)
- (h) Angle critique : Non
- (i) Illustrations : 1 (photo de F.M.)

Ce lundi, cela fait un an que le Hamas déclencheait en Israël sa furie meurtrière, s'attaquant à des innocents dans des actes de violence inouïe. Si, à 4 500 kilomètres de distance, le temps nous paraît déjà s'étirer en longueur, que doit-il en être pour les 101 otages toujours séquestrés par le Hamas, dans des conditions que l'on ose à peine imaginer ?

Kfir Bibas a passé plus de temps en captivité, dans les tentacules du mouvement terroriste, que dans sa famille. Et que dire du plus vieil otage toujours détenu, Shlomo Mansour (86 ans) ? Et comment sont traitées les femmes, en âge de profiter de la vie mais surtout de la donner ?

Tant de questions qui occupent les esprits depuis un an. Personne ne sait si ces 101 otages sont toujours en vie. L'angoisse pour les familles est terrible. Sur place, les Israéliens réclament à cor et à cri un accord pour libérer les otages mais la guerre ne laisse que peu de place à l'humain.

Pour faire écho à la phrase de l'ancienne otage Mia Schem, qu'elle arbore même en tatouage, le monde dansera à nouveau. Pas avant que les 101 otages soient libérés. Il faut les ramener à la maison...

(2) Témoignages - Il y a un an, la folie du Hamas s'abattait sur Israël

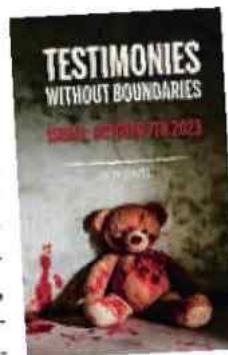
- (a) P 2
- (b) Type : article
- (c) Axe : 7/10
- (d) Longueur : 5628 + 71 signes
- (e) Auteur : Fabrice Melchior et Gauvain Dos Santos
- (f) Tonalité critique : 0
- (g) Réminiscence : 4075 signes (72 %)
- (h) Angle critique : Non
- (i) Illustrations : 3



■ Les vêtements de Naama Levy démontrent les horreurs qu'elle a subies. © D. R.



■ Une maison ravagée à Nir Oz, après les exactions des terroristes du Hamas. © BELGA



Le 7 octobre 2023, le Hamas lançait ses attaques meurtrières sur Israël. 1 200 civils y ont perdu la vie. 101 otages sont toujours détenus à Gaza. Compliqué pour les Israéliens de panser leurs plaies...

Un an après l'horreur, la douleur reste vive. Comme si le 7 octobre 2023 demeurait une cicatrice brûlante gravée dans la mémoire collective. **Il y a un an donc, déjà, le Hamas lançait des attaques insensées et meurtrières sur Israël, massacrant, violant, kidnappant, hommes, femmes et enfants, de tout âge et de toute confession.** Ce qui a provoqué une réponse musclée de l'armée israélienne, embrasant un Moyen-Orient où la moindre tension pourrait tout faire éclater.

117 tués au kibboutz Nir Oz

Un an plus tard, le monde continue de tourner, certes, mais ce jour demeure figé pour les Israéliens, comme si le calendrier marquait le 7 octobre 2023... + 365 jours. C'est sans doute le cas pour Irit Lahav, qui enseigne la philosophie bouddhiste. Elle vivait à Nir Oz, un kibboutz situé près de la frontière avec Gaza où ses parents se sont rencontrés en 1958. Le 7 octobre, cette communauté paisible, qui abritait des individus de nationalités diverses (Thaïlandais, Indiens, Philippins), a été frappée par la violente attaque du Hamas. Sur les 360 personnes présentes sur le lieu ce jour-là, 117 ont été tuées ou enlevées.

Irit et sa fille se trouvaient chez elles lorsqu'elles ont été surprises par des tirs de missiles et d'armes automatiques qui ont duré plusieurs heures. Irit explique comment elle a dû se cacher avec sa fille dans une pièce sécurisée, sous la menace constante que des terroristes pénètrent dans leur maison. “ Il était 6h30. Quand nous avons entendu que des missiles étaient tirés dans notre direction, nous nous sommes levées dans la seconde et nous avons couru en pyjama pour nous réfugier dans notre chambre forte. Nous avons

l'habitude. Les Palestiniens lancent des roquettes contre nous tous les mois. C'est alors que ma fille a dit : 'Maman, j'entends des tirs'. Cela ne s'est plus arrêté pendant toute la journée.'

Lorsqu'elle a compris qu'il ne s'agissait pas d'une attaque classique, Irit a cherché à sécuriser la pièce dans laquelle elle se trouvait. Mais ces abris ne sont pas conçus pour fermer de l'intérieur. C'est en attachant le tuyau métallique de l'aspirateur à la poignée de la porte qu'elle a réussi à la bloquer. *"Tout mon corps tremblait. À plusieurs reprises, nous avons entendu les terroristes entrer dans notre maison et donner des coups partout. J'ai ensuite construit un mur de livres avec ceux qui étaient dans la pièce. On entendait les grenades exploser à l'extérieur. À plusieurs reprises, les terroristes ont essayé de forcer la porte de notre abri, sans succès. En fin d'après-midi, quand nous sommes sortis, on a découvert que tout ce qu'on possédait de valeur avait été volé."*

Encore aujourd'hui, Irit Lahav ne comprend pas pourquoi ils ont été attaqués. *"Nous étions de grands soutiens des Palestiniens. Quasiment tout le kibbutz était politiquement de gauche. Nous avions l'habitude de conduire les Palestiniens de la frontière aux hôpitaux israéliens, dans nos propres voitures. Pourquoi ont-ils fait ça ?"*

Irit Lahav se dit toujours de gauche, mais explique avoir perdu cette illusion *"que tout le monde veut la paix"*. *"Les habitants de la bande de Gaza enseignent à leurs enfants que tuer est une chose dont ils peuvent être fiers. Ils nous détestent vraiment, nous les Israéliens. Ils veulent vraiment nous tuer, qu'il s'agisse de bébés, d'adolescents ou d'enfants."*

Des témoignages glaçants

L'horreur ne s'est pas seulement invitée dans les kibbutz, mais aussi au festival Nova, où 364 jeunes venus célébrer la vie l'ont perdue. Les témoignages sont glaçants et rendent compte des abjections, des viols, de la cruauté des terroristes du Hamas.

Dans son livre *Testimonies without Boundaries*, paru en anglais mais qui sera bientôt disponible en français, Alon Penzel livre les témoignages et des détails qui emprisonnent l'âme dans un frisson de terreur absolue. *"Ils ont inséré des fils métalliques dans leur estomac et dans leur corps et les ont attachés ensemble. Ils étaient tous les deux nus"*, peut-on y lire. Mais aussi : *"Il était ligoté et nu. Un objet métallique a été inséré dans son aine."*

Difficile de reconstruire une vie, quand on a vu que *"tous les outils que vous pouvez imaginer étaient utilisés pour s'enfoncer dans le corps des gens"* ou que les terroristes *"ont pris un pistolet à clous et ont cloué le gars à la porte. Ils ont enfoncé clou après clou dans son corps et l'ont crucifié verticalement."*

Les exemples sont nombreux et rendent compte d'une triste réalité. *"Nous avons besoin de montrer aux personnes qui remettent en question ce qu'il s'est passé avec des détails et endroits spécifiques, des incidents concernant les viols, des bébés qui ont été brûlés et décapités, des enfants qui ont été torturés, des familles entières qui ont été massacrées"*, nous raconte l'auteur de 23 ans qui parcourt le monde pour rendre compte de l'horreur vécue il y a un an.

Le 7 octobre 2023, après avoir tué près de 1 200 personnes, le Hamas a kidnappé 252 civils et en retient toujours 101. Dont la famille Bibas, avec le petit Kfir, qui a fêté son premier anniversaire à Gaza. Mais aussi la jeune Naama Levy, dont les images de l'enlèvement ont fait le triste tour du monde. Sans oublier Shlomo Mansour, le plus vieil otage détenu par le Hamas, à 86 ans.

La DH 7/10

Témoins de l'horreur, ces 101 otages, s'ils portent les cicatrices d'une violence insensée, n'ont pas vu l'évolution chaotique de la situation dans le Moyen-Orient...

Fabrice Melchior et Gauvain Dos Santos

(3) Analyse - "Il y a un climat hostile aux juifs de Belgique"

- (a) P 2
- (b) Type : article
- (c) Axe : Conséquences
- (d) Longueur : 3662 +62 signes
- (e) Auteur : Fabrice Melchior et Gauvain Dos Santos
- (f) Tonalité critique : 0
- (g) Réminiscence : 63 signes (2 %)
- (h) Angle critique : Non
- (i) Illustrations : 2



Le conflit a des répercussions néfastes en Belgique, dans la politique ou dans la société civile.

Bien que le territoire israélien se situe à 4500 kilomètres de chez nous, ce qu'il s'y passe occupe une place importante dans notre société.

Instrumentalisation politique

Dans la politique belge, la thématique du conflit israélo-palestinien a été mobilisée à tous les niveaux de pouvoir. Après le 7 octobre, la droite s'est saisie du sujet pour reprocher à la gauche un manque d'empathie envers les victimes et une incapacité à qualifier le Hamas de mouvement terroriste, voire à justifier ses actions. Le MR s'est battu pour pouvoir diffuser le film des violences du 7 octobre au parlement fédéral. PS, Ecolo et PTB ont refusé d'assister à la séance.

Avec la réplique d'Israël sur le Hamas, qui s'est traduit par des centaines de bombardements meurtriers sur Gaza, on a ensuite assisté à un renversement de la charge accusatoire. Ce n'était plus la droite qui accusait la gauche de ne pas être du côté des victimes, mais la gauche qui accusait la droite, le MR en particulier, de bloquer l'adoption d'actions de soutien à la Palestine.

Ce bras de fer a été visibilisé dans les différents parlements de Belgique, mais également dans les conseils communaux, dans les universités et dans les rues de notre pays. Le dossier est devenu si important qu'il est l'un des thèmes centraux de la dernière campagne électorale. Si la tension est redescendue après le 9 juin, elle est remontée à l'approche des élections communales.

Augmentation des actes antisémites

Les juifs, en Belgique, ne se sentent pas rassurés. En 2023, selon le rapport d'Unia (ex-Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme), 121 signalements d'actes antisémites ont été enregistrés, contre 31 en 2022. 91 l'ont été après le 7 octobre jusqu'en décembre. D'habitude, ce sont 4 à 5 signalements, par mois. "Il y a aujourd'hui un climat qui est relativement hostile aux juifs de Belgique, c'est-à-dire que dès qu'ils sont identifiés, perçus ou qu'ils se disent juifs, ils sont directement interpellés sur le conflit, comme

s'ils devaient soit se dédouaner, soit comme s'ils avaient une responsabilité individuelle, ce qui n'est pas le cas, estime Patrick Charlier, directeur d'Unia. *Et donc, il y a quelque chose qui rend le fait d'être juif en Belgique difficile. Il y a un climat de méfiance et d'hostilité auquel ils sont confrontés et qui ne génère pas des signalements : ce n'est pas de l'antisémitisme avec des faits graves, mais il y a un climat qui est difficile.*"

Le climat n'est pas propice à un épanouissement. Dans la communauté juive, certains se demandent s'ils ne devraient pas partir. Mais pas toujours en Israël.

48 dossiers d'Aliyah, soit des départs vers l'État hébreu, ont ainsi été rentrés de janvier à août 2024 (contre 65 à la même période en 2023). " *La situation des juifs dans un pays, c'est un peu l'état de santé du pays lui-même, c'est un baromètre*" , affirme Rachel Binhas, journaliste française et qui a écrit "["Victimes françaises du Hamas"](#)", un livre poignant de témoignages, qui dénonce aussi leur invisibilisation dans la société française [parce que ces otages sont juifs](#).

"Quand la situation des juifs est critique, cela veut dire que quelque chose est en train de pourrir. Le 7 octobre est un événement qui nous concerne tous parce qu'il raconte quelque chose de notre société. Mais il est encore temps d'agir. Il ne faut pas baisser les bras. Individuellement, il ne faut pas hésiter à prendre la parole quand une situation ne paraît pas saine, mais les politiques doivent s'emparer du sujet et travailler là-dessus."

Fabrice Melchior et Gauvain Dos Santos

3. La DH — 8/10/2024

a. UNE : Néant

b. INTÉRIEUR : Néant

D. L'AVENIR

1. L'Avenir — 4/10/2024

a. UNE : Néant

b. INTÉRIEUR

- (a) Estimation du nombre de signes par page (sur base du nombre de signes des pages 2 et 3 de L'Avenir du 5/10) : $9356/2 = 4678$
- (b) Nombre total de pages info (Non inclus pages locales) : 14
- (c) Publicités : $2 \frac{1}{2} p, 1 p, 3 * 0,36, 1 * 0,33 =$
- (d) Estimations de signes nets info hors publicité : $10,6x 4678 = 48587$.
- (e) Articles axe 7/10 (en pourcentage de signes/édition) : 0 %
- (f) Réminiscence (en pourcentage de signes sur l'édition) : 0 %
- (g) Articles axe conséquences (en pourcentage de signes/édition) : 9 %
- (h) Tonalité critique (en pourcentage de signes sur l'édition) : 0 %

(1) *Liban — Deux journalistes belges ont frôlé la mort*

- (a) P 12
- (b) Type : article
- (c) Axe : conséquences
- (d) Longueur : 3093 +54 signes
- (e) Auteur : Jonas Marko
- (f) Tonalité critique : 0
- (g) Réminiscence : 0
- (h) Angle critique : Non
- (i) Illustrations : 1



Les journalistes étrangers à Gaza doivent respecter de strictes consignes, notamment l'accord des autorités locales.

Deux journalistes belges ont frôlé la mort à Beyrouth, après avoir été pris pour des espions. Un incident qui met en lumière la montée de la parano a dans la capitale libanaise.

Jonas Marko

Deux journalistes belges de la chaîne VTM, le reporter Robin Ramaekers et son cameraman Stijn De Smet, ont échappé de peu à la mort après avoir été pris à partie par des miliciens dans un quartier contrôlé par Amal – le deuxième plus grand parti chiite après le Hezbollah – qui venait d'être la cible d'une frappe israélienne.

Dans la nuit de mercredi, vers minuit, un missile a frappé un centre de secours du Hezbollah, situé à moins de 200 mètres de l'ambassade belge, dans le centre de Beyrouth. Waël, un vigile de l'ambassade, témoigne: " *C'est insensé. Israël a frappé à moins de 200 mètres de plusieurs ambassades. Ils auraient pu tuer des ambassadeurs. Il y a l'ambassade britannique juste à côté, et les Nations unies à moins de 100 mètres. C'est de la folie pure .*"

Quelques instants après la frappe, les deux journalistes belges ont pris la décision de se rendre sur place pour couvrir l'événement, l'explosion ayant eu lieu à proximité des résidences des correspondants étrangers. Équipés de leurs caméras, gilets pare-balles et casques, ils ont été interceptés par des partisans d'Amal. Persuadés qu'il s'agissait d'espions israéliens, ces miliciens les ont rapidement pris pour cibles. Face à une vingtaine de partisans furieux, les journalistes ont tenté de fuir tandis qu'un déferlement de violence s'abattait sur eux.

Stijn De Smet a reçu deux balles dans une jambe, alors que Robin Ramaekers a subi plusieurs fractures au visage. Tous deux ont finalement pu être mis en sécurité et soignés. Ils se remettent doucement de leur agression, selon la rédaction en chef de VTM Nieuws.

Un climat de parano aiguë

Cet épisode survient alors qu'un climat de tension extrême règne dans la capitale libanaise. Dans les quartiers sous contrôle d'Amal et du Hezbollah, où en temps normal les correspondants internationaux savent déjà que la prudence s'impose, la crainte d'une nouvelle frappe israélienne alimente une paranoïa croissante.

La méfiance envers d'éventuels espions israéliens ne cesse de croître dans tout le pays, notamment chez les militants des groupes islamistes.

Un partisan rencontré à Bachoura, sur les lieux de la frappe, affirme ainsi qu'" *Israël est partout ici. Ils ont des espions à chaque coin de rue, mais on ne sait pas où. Nasrallah a été tué à cause des espions. Nous devons les traquer, nous devons nettoyer nos rues .*" Chacun peut désormais être perçu comme un espion potentiel.

Les habitants de Beyrouth vivent sous une pression constante. Les drones israéliens survolant constamment la ville, laissant derrière eux une traînée sonore incessante qui pèse sur le moral de la population.

Les journalistes présents dans la capitale libanaise doivent désormais respecter une consigne stricte: ne jamais se rendre sur les lieux d'une frappe israélienne sans avoir obtenu l'autorisation préalable des autorités locales, en particulier du groupe politique qui contrôle la zone visée.

(2) Israël/Liban - Israël annonce avoir frappé le QG du renseignement du Hezbollah

- (a) P 12
- (b) Type : article
- (c) Axe : conséquences
- (d) Longueur : 1142 +82 signes
- (e) Auteur : Jonas Marko
- (f) Tonalité critique : 0
- (g) Réminiscence : 0
- (h) Angle critique : Non
- (i) Illustrations : 0

Israël a affirmé, ce jeudi, avoir bombardé le quartier général du renseignement du Hezbollah près de Beyrouth, pendant que les combats au sol accompagnés de frappes aériennes se poursuivent contre le mouvement armé dans le sud du Liban.

Après une campagne de bombardements aériens massifs contre le Hezbollah, qui a fait des centaines de morts à travers le Liban, l'armée israélienne mène depuis lundi des opérations au sol en plusieurs endroits dans le sud du pays, un des bastions du puissant mouvement libanais soutenu par l'Iran.

L'aviation israélienne poursuit pendant ce temps ses frappes aériennes, notamment sur Beyrouth et sa banlieue, dont l'une a touché jeudi "*le quartier général du renseignement*" du Hezbollah près de la capitale libanaise, a annoncé l'armée.

L'armée a publié une vidéo de mauvaise qualité montrant une frappe détruisant ce qui semble être un bâtiment isolé sur une colline.

Israël affirme vouloir affaiblir le Hezbollah, allié du Hamas, et permettre le retour d'environ 60 000 habitants des régions frontalières déplacés depuis un an par les tirs de roquettes incessants du mouvement vers le nord de son territoire.

2. L'Avenir — 5/10/2024

a. UNE : Néant

b. INTÉRIEUR

- (a) Estimation du nombre de signes par page (sur base du nombre de signes des pages 2 et 3 de L'Avenir du 5/10) : $9356/2 = 4678$
- (b) Nombre total de pages info (Non inclus pages locales) : 15
- (c) Publicités : 3,2 p
- (d) Estimations de signes nets info hors publicité : $11,8 \times 4678 = 55200$.
- (e) Articles axe 7/10 (en pourcentage de signes/édition) : 11,3 %
- (f) Réminiscence (en pourcentage de signes sur l'édition) : 3,6 %
- (g) Articles axe conséquences (en pourcentage de signes/édition) : 8,7 %
- (h) Tonalité critique (en pourcentage de signes sur l'édition) : 3,7 %

(1) *Moyen-Orient — L'avion rapatriant des Belges depuis le Liban a atterri à Eindhoven*

- (a) P 7
- (b) Type : article
- (c) Axe : conséquences
- (d) Longueur : 1110 +86signes
- (e) Auteur : Rédaction
- (f) Tonalité critique : 0
- (g) Réminiscence : 0
- (h) Angle critique : Non
- (i) Illustrations : 1



55 Belges qui étaient au Liban sont arrivés à l'aéroport d'Eindhoven vendredi soir.

L'airbus rapatriant 55 Belges depuis le Liban a atterri à l'aéroport d'Eindhoven, aux Pays-Bas, vers 20 h 53, selon le site Flightradar 24. Les Belges devaient ensuite prendre la direction de Bruxelles en bus. L'avion avait décollé de Beyrouth à 16 h 30 (heure belge) vendredi après-midi. Il avait décollé vers la capitale libanaise depuis l'aéroport d'Eindhoven vendredi matin à 9 h 20.

D'autres Belges pourront quitter le Liban grâce à des sièges négociés avec Middle East Airlines, à destination de Chypre et d'Istanbul. Des consultations sont également en cours avec la France, par exemple, qui envoie un navire sur place.

Si nécessaire, la Défense peut être sollicitée dans un deuxième temps, mais la ministre des Affaires étrangères Hadja Lahbib a qualifié cette éventualité de prématurée à la Chambre jeudi. En effet, l'aéroport de Beyrouth est toujours ouvert aux vols commerciaux.

L'ambassade de Belgique à Beyrouth a contacté tous les Belges inscrits sur le site d'enregistrement des Affaires étrangères Travellers online, a complété la ministre. Vendredi après-midi ce nombre s'élevait à 200 personnes.

(2) Attaque du 7 octobre - *Netanyahu, l'unique gagnant du conflit?*

- (a) P 14
- (b) Type : analyse
- (c) Axe : conséquences
- (d) Longueur : 3563 +67 signes
- (e) Auteur : Aymeric Debongnie
- (f) Tonalité critique : 1101 signes (30 %)
- (g) Réminiscence : 33 signes (1 %)
- (h) Angle critique : Oui
- (i) Illustrations : 1



Un an après, Netanyahu a tout intérêt à ce que le conflit se poursuive.

Le premier Ministre israélien semble vouloir poursuivre les affrontements contre que contre. **Et ce n'est pas un hasard, car il risque gros si le conflit venait à s'arrêter.**

Aymeric Debongnie

Un an après l'attaque meurtrière du 7 octobre, tous les protagonistes semblent être perdants: la bande de Gaza et le Liban sont en ruines et comptent des milliers de victimes, l'Iran subit et tente de garder la face en ripostant. Israël non plus n'en sort pas indemne. Entre les pertes humaines, des secteurs économiques en difficulté et la situation des otages – dont une centaine sont encore détenus par le Hamas – difficile de parler de victoire, si ce n'est à la Pyrrhus.

Procès Netanyahu

Un acteur prépondérant peut toutefois être considéré comme le grand, mais aussi l'unique, gagnant de la situation actuelle: le premier Ministre israélien Benyamin Netanyahu. " Il a son calendrier personnel qui se nourrit des conflits en cours ", analyse Raoul Delcorde, professeur de relations internationales à l'UCLouvain et spécialiste du Moyen-Orient. " Il prétend être ouvert à toutes les solutions, mais je pense que la clé réside dans l'après Netanyahu. Tant qu'il sera là, il n'y aura pas la paix tout simplement. "

Cet agenda personnel dont parle Raoul Delcorde, c'est bien entendu le procès qui le suit. Netanyahu est poursuivi depuis 2019 pour corruption, fraude et abus de confiance. Son procès avait été interrompu après les attaques du 7 octobre 2023, mais devrait reprendre d'ici début septembre, selon le Times of Israël. Mais, " il fait tout pour le reporter ", avance Raoul Delcorde. " Et en ça, c'est une réussite pour l'instant. "

Survie politique

Outre ses intérêts personnels, Netanyahu joue également sa survie en politique. **Et la guerre lui apporte plus que cela ne lui coûte. " Il a récupéré du crédit en cassant l'axe de la résistance établie par l'Iran et ses proxys ",** souligne Raoul Delcorde. Une victoire personnelle, mais aussi pour certains autres acteurs régionaux. Parce que " *contrairement à ce que certains pensent, Israël n'est pas isolé. Il y a une série de pays arabes qui, sans le dire, sont assez contents de voir que Netanyahu ait infligé des pertes sérieuses aux Hamas et au Hezbollah.* "

Mais cela ne lui suffit actuellement pas. " *Il y a trois objectifs israéliens dans cette guerre. Les deux premiers, annoncés par le gouvernement Netanyahu, c'est anéantir le Hamas et libérer les otages , rappelle-t-il. Or, le Hamas est affaibli mais loin d'être anéanti. Quant aux otages, un certain nombre restent aux mains du Hamas. Le troisième objectif, pas vraiment annoncé mais qui a quand même fait l'objet de déclarations de responsables militaires, c'est la destruction des conditions de vie à Gaza .*"

Échéance importante

Ces objectifs-là ne sont clairement pas remplis. Raison pour laquelle " *arrêter la guerre serait admettre sa défaite* " développe Raoul Delcorde. **Tant que le conflit se poursuit, c'est donc bénéfique pour Netanyahu. Et l'élargissement du conflit, avec l'Iran et le Hezbollah, est également positif pour le premier Ministre israélien. Cela lui permet de faire oublier quelque peu le sujet des otages en se focalisant sur les autres conflits.**

S'il semble donc être le seul, ou presque, gagnant de la situation actuelle, il sait néanmoins que ce n'est que provisoire. Car une échéance très importante peut rebattre les cartes: les élections américaines. " *Il doit engendrer le maximum de succès avant ces élections. Si Trump gagne, ce sera plus facile pour lui. Mais si c'est Harris, il sait que ça le sera moins*", conclut-il.

(3) "Je pense que le Hamas a sous-estimé les conséquences de l'attaque"

- (a) P 14
- (b) Type : analyse
- (c) Axe : 7/10
- (d) Longueur : 2267 + 71 signes
- (e) Auteur : Aymeric Debongnie
- (f) Tonalité critique : 293 signes (13 %)
- (g) Réminiscence : 1222 signes (52 %)
- (h) Angle critique : Non
- (i) Illustrations : 0

Israël a répondu par la force à l'attaque du 7 octobre. Peut être davantage que ce à quoi s'attendait le Hamas.

Aymeric Debongnie

Le 7 octobre 2023, l'attaque terroriste du Hamas fait plus de 1 200 morts. Une attaque des plus sanglantes sur le sol israélien. Un an plus tard, difficile de dire si oui ou non le Hamas avait bien prévu de taper aussi fort. " *On n'a pour le moment pas assez de recul pour expliquer si on était dans un calcul cynique et barbare ou un dérapage* , confirme Raoul Delcorde. *Certains disent que tout a été bien calculé. D'autres disent que non, ils ne savaient pas qu'il y avait un rassemblement de jeunes festivaliers israéliens et que la hiérarchie du Hamas n'a pas vraiment contrôlé la situation .*"

"Même l'Iran a été surpris"

Une chose est cependant certaine, " *on a vite basculé dans ce qui est un acte d'une barbarie inimaginable* ". À un point tel, que même des alliés du Hamas ont sans doute été pris de court. " *Je crois sincèrement que l'Iran, qui est quand même le parrain de tous ces mouvements anti-israéliens, a lui-même été surpris*, estime-t-il. *Ils ont probablement dû indiquer, discrètement en tout cas, qu'ils ne cautionnaient pas ce carnage.*"

Popularité chez les jeunes

Un carnage, " *qui s'est retourné contre eux*, analyse Raoul Delcorde. *Le Hamas a désinhibé le gouvernement israélien qui a dû se dire "puisqu'on a tué plus 1 200 Israéliens, il n'y a plus de ligne rouge". Parce que, en Israël, ce pogrom est sans précédent et il a traumatisé même les Israéliens modérés.* "

Et au vu de la réplique israélienne depuis cette attaque, Raoul Delcorde s'accorde à dire que " *le Hamas a sous-estimé les conséquences de son attaque* ". Et s'il ne manque pas de qualifier l'attaque du 7 octobre " *d'horreur* ", il estime tout de même que cela ne " *justifie évidemment pas les 40 000 morts à Gaza non plus. De part et d'autre, on a franchi la ligne rouge de très loin* ".

Mais malgré la situation actuelle, " *le Hamas a probablement gagné en popularité chez les jeunes par rapport à l'autorité palestinienne* ", avance-t-il. Une éventualité qui l'inquiète. " *On prépare une autre génération de jeunes Palestiniens qui seront également mus par un désir de revanche et de vengeance. On prépare des lendemains peut-être encore plus difficiles* ".

(4) *Le traumatisme absolu et une punition implacable*

- (a) P 15
- (b) Type : article (pratiquement identique à La Libre, 5/10, Intérieur — 1
- (c) Axe : 7/10
- (d) Longueur : 3864 +52 signes
- (e) Auteur : V.B.
- (f) Tonalité critique : 641 signes (16 %)
- (g) Réminiscence : 707 signes (18 %)
- (h) Angle critique : Non
- (i) Illustrations : 1



En une année, une grande partie de Gaza a été rasée par les bombardements israéliens.

Au traumatisme israélien du 7 octobre 2023 a succédé un déluge de feu sur Gaza. Rétroactes d'un an d'atrocités.

V.B. (avec AFP)

Le 7 octobre 2023 restera à jamais gravé dans la mémoire collective d'Israël. Il y aura un an ce lundi, à l'aube, des centaines de combattants du Hamas percent la barrière de sécurité de la bande de Gaza et s'infiltrent en Israël pour se livrer à des massacres dans des localités frontalières et un festival de musique.

L'attaque entraîne la mort de 1 205 personnes côté israélien, en grande majorité des civils, selon un bilan établi sur la base de chiffres officiels israéliens. Ce jour-là, 251 personnes sont aussi prises en otages et emmenées dans la bande de Gaza. Près d'un an plus tard, 97 sont toujours retenus, dont 33 déclarés morts.

Pris par surprise, Israël est sous le choc. Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, jure d'anéantir le Hamas, une organisation terroriste selon son pays, les États-Unis et l'Union européenne, une composante de l'Axe de résistance à l'occupation et la colonisation des territoires palestiniens par Israël pour d'autres.

Après des bombardements intensifs sur la bande de Gaza, soumise à un siège complet, Israël appelle le 13 octobre les habitants de la ville de Gaza à évacuer vers le sud.

Le 27 octobre, l'armée israélienne lance une campagne terrestre afin d'aller détruire les tunnels aménagés par le Hamas. Mais Israël est de plus en plus critiqué pour une opération qui tourne rapidement à la punition collective pour les quelque deux millions de Gazaouis.

Depuis un an, près de 42 000 personnes sont mortes dans la bande de Gaza, dont au moins la moitié de civils.

Une trêve humanitaire d'une semaine débute le 24 novembre et permet la libération de 80 otages israéliens ou binationaux (et 25 étrangers), en échange de celle de 240 prisonniers palestiniens détenus par Israël. La trêve permet l'entrée, depuis l'Égypte, de convois humanitaires plus massifs, mais toujours insuffisants selon l'Onu.

À la reprise des hostilités, des chars israéliens entrent le 4 décembre dans le sud de Gaza, où l'armée multiplie raids aériens et combats au sol.

Gaza menacée de famine

Le 29 février 2024, 120 personnes sont tuées par des tirs israéliens, selon le Hamas, lors d'une distribution d'aide humanitaire à Gaza Ville. Début mars, plusieurs pays, dont les États-Unis, commencent des largages aériens d'aide sur Gaza, menacée de famine selon l'Onu. Le premier navire chargé d'aide parti de Chypre arrive le 15 mars. Sept collaborateurs de l'ONG américaine World Central Kitchen sont tués le 1er avril dans une frappe, l'armée israélienne reconnaît "une grave erreur".

L'Iran, qui soutient le Hamas, lance le 13 avril une attaque sans précédent de drones et missiles sur le territoire israélien, en représailles à une frappe contre son consulat à Damas le 1er avril, attribuée à Israël. Le 29 mai, Tsahal prend le contrôle du passage frontalier avec l'Égypte.

Des frappes le 13 juillet près de Khan Younès tuent notamment le chef de la branche armée du Hamas, Mohammed Deif, l'un des artisans de l'attaque du 7 Octobre. Le 20 juillet, Israël bombarde le port yéménite de Hodeida, en représailles à une frappe de drone meurtrière sur Tel-Aviv par les rebelles houthis, soutenus par l'Iran. À la frontière israélo-libanaise, les échanges de tirs entre armée israélienne et mouvement islamiste libanais Hezbollah, pro-iranien, s'intensifient.

Le 30 juillet, une attaque imputée à Israël tue, à Téhéran, le chef politique du Hamas, Ismaïl Haniyeh. Après la découverte par l'armée de six otages morts dans un tunnel, la pression en Israël monte pour des libérations. Au Liban, sur un autre front de cette guerre, deux vagues d'explosions contre le Hezbollah font au moins 39 morts et près de 3 000 blessés les 17 et 18 septembre. Le 27, le chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, est tué près de Beyrouth.

3. L'Avenir — 7/10/2024

a. UNE : Néant

b. INTÉRIEUR

- (a) Estimation du nombre de signes par page (sur base du nombre de signes des pages 2 et 3 de L'Avenir du 5/10) : $9356/2 = 4678$
- (b) Nombre total de pages info (Non inclus pages locales) : 9
- (c) Publicités : $2 \frac{1}{2} p, 1 * 0,33 = 1,33$
- (d) Estimations de signes nets info hors publicité : $7,67 \times 4678 = 35880$.
- (e) Articles axe 7/10 (en pourcentage de signes/édition) : 0%
- (f) Réminiscence (en pourcentage de signes sur l'édition) : 0,6%
- (g) Articles axe conséquences (en pourcentage de signes/édition) : 24,6%
- (h) Tonalité critique (en pourcentage de signes sur l'édition) : 3,7 %

(1) Israël— En état d'alerte, Israël prépare une riposte contre l'Iran

- (a) P 9
- (b) Type : article
- (c) Axe : conséquences
- (d) Longueur : $3207 + 70$ signes
- (e) Auteur : Rédaction
- (f) Tonalité critique : 78 signes (2 %)
- (g) Réminiscence : 75 signes (2 %)
- (h) Angle critique : Non
- (i) Illustrations : 1



La presse libanaise fait état de « plus de 30 frappes » israéliennes dans la nuit de samedi à dimanche.

Ce 7 octobre 2024 marque un an de combats entre Israël et le Hamas. Des combats qui touchent aussi de plein fouet le Liban.

L'armée israélienne est en état d'alerte par crainte d'attentats, à l'occasion **du triste anniversaire de l'attaque du Hamas**, et prépare une réponse à la salve de missiles tirés par l'Iran, soutien du **mouvement islamiste palestinien et du Hezbollah libanais**.

Le chef d'état-major israélien Herzi Halevi a par ailleurs affirmé sa détermination à frapper "sans répit" le Hezbollah, contre lequel il a récemment intensifié son offensive.

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu doit prononcer ce lundi un discours à la nation pour marquer **l'anniversaire de cette attaque**, qui a déclenché la guerre à Gaza.

Après la salve de missiles lancée mardi par l'Iran contre Israël, l'armée "prépare une réponse", a assuré à l'AFP un responsable militaire israélien sous le couvert de l'anonymat. *"L'Iran a déjà lancé à deux reprises des centaines de missiles sur notre territoire [...] Israël a le devoir et le droit de se défendre et de répondre à ces attaques"*, a aussi affirmé Netanyahu.

L'escalade

Depuis Damas, le chef de la diplomatie iranienne Abbas Araghchi a prévenu que "pour chaque action, il y aura une réaction proportionnelle et similaire de l'Iran, et même plus forte".

Selon Téhéran, les quelque 200 missiles tirés mardi vers Israël sont une réponse "légitime" à l'assassinat de Hassan Nasrallah, tué le 27 septembre dans un raid israélien sur la banlieue sud de Beyrouth, et à celui le 31 juillet d'Ismaïl Haniyeh, le chef du Hamas, mort dans une explosion à Téhéran imputée à Israël.

Le président américain Joe Biden a déconseillé à Israël de s'en prendre aux sites pétroliers iraniens. Son prédécesseur et candidat républicain à la présidentielle, Donald Trump, a lui suggéré des frappes sur les installations nucléaires de l'Iran.

Après avoir affaibli le Hamas lors de représailles toujours en cours dans la bande de Gaza assiégée, Israël a déplacé mi-septembre l'essentiel de ses opérations vers le front libanais.

Le gouvernement Netanyahu veut en finir avec les tirs de roquettes du Hezbollah et permettre le retour des dizaines de milliers de déplacés chez eux dans le nord d'Israël.

Son armée a entrepris une campagne de bombardements aériens **violents et meurtriers** sur les fiefs du Hezbollah. L'agence officielle de presse libanaise a fait état de *"plus de 30 frappes"* israéliennes dans la nuit de samedi à dimanche, sur la banlieue sud de Beyrouth et ses environs. L'armée israélienne a affirmé avoir, depuis le 30 septembre, *"éliminé environ 440 terroristes dont 30 commandants"* du Hezbollah.

Le président français Emmanuel Macron a demandé samedi d'arrêter les livraisons à Israël d'armes servant à Gaza, suscitant la colère du Premier ministre israélien. Les échanges ont rapidement pris des allures de crise entre les deux pays. À un tel point que l'Élysée a publié samedi soir une mise au point assurant que la France *"est l'amie indéfectible d'Israël"* et déplorant les mots "excessifs" de Benjamin Netanyahu. *"Honte"*, avait répliqué le dirigeant israélien, à l'adresse du président français et des autres Occidentaux appelant à des embargos d'armes contre son pays.

(2) *Pour des médecins de guerre au Liban, un terrible air de déjà-vu*

- (a) P 9
- (b) Type : article
- (c) Axe : conséquences
- (d) Longueur : 2160 + 68 signes
- (e) Auteur : Rédaction
- (f) Tonalité critique : 235 signes (11 %)
- (g) Réminiscence : 0
- (h) Angle critique : Oui
- (i) Illustrations : 1

Les médecins déployés au Liban racontent tous la même chose: Israël pilonne les centres médicaux et les hôpitaux.

Dans un hôpital du sud du Liban, le docteur norvégien Mads Gilbert travaille une nouvelle fois au rythme des bombardements israéliens, 42 ans après sa première mission dans le pays. "Rien n'a changé, soupire le médecin anesthésiste, qui a vécu l'invasion israélienne et le siège de Beyrouth en 1982. C'est une expérience horrible."

Le conflit dans le sud du Liban, déclenché il y a un an par le Hezbollah en soutien au Hamas palestinien, a tourné à la guerre ouverte depuis le 23 septembre, avec une campagne de bombardements massifs d'Israël sur le Liban.

L'escalade a depuis fait plus d'un millier de morts, plus de 3 600 blessés, et plus d'un million de déplacés selon les chiffres officiels libanais. Depuis une semaine, des incursions terrestres des militaires israéliens, donnent lieu à de violents combats avec le mouvement libanais pro-iranien.

Mais les blessés n'arrivent pas jusqu'à Nabatiyeh. "Les attaques sont tellement brutales qu'ils ne peuvent pas être évacués", dit le Dr Gilbert, en montrant en vidéo par la fenêtre les secouristes attendant à côté des ambulances garées dans le parking de l'hôpital.

Nabatiyeh n'est pourtant pas à l'abri. Cette semaine, l'armée israélienne a appelé à évacuer les habitants de 25 localités dans la région, dont la ville éponyme. Au moins quatre hôpitaux, dans le sud du pays et dans la banlieue sud de Beyrouth, fief du Hezbollah pilonné par Israël, ont dû suspendre leurs activités vendredi, et 11 secouristes travaillant pour des organisations affiliées au Hezbollah ont été tués au cours des derniers jours.

Israël se justifie dénonçant une "utilisation croissante de véhicules de secours par les membres du Hezbollah pour transporter des agents et du matériel pour les combats".

À Beyrouth, le chirurgien palestino-britannique Ghassan Abou Sittah voit lui trop de parallèles entre la situation au Liban **et ce qui se passe à Gaza. Selon lui, plus d'un quart des blessés qu'il a traités sont des mineurs. L'Unicef estime à 690 le nombre d'enfants blessés au Liban au cours des dernières semaines.**

(3) 90 Belges ont quitté le Liban

- (a) P 9
- (b) Type : article
- (c) Axe : conséquences
- (d) Longueur : 954 + 33 signes
- (e) Auteur : Rédaction
- (f) Tonalité critique : 0
- (g) Réminiscence : 0
- (h) Angle critique : Non
- (i) Illustrations : 0

Vendredi soir, 55 Belges ont pu quitter le Liban à bord d'un avion militaire affrété par les Pays-Bas. Ils ont atterri vendredi soir vers 23h30 et sont arrivés à l'hôpital militaire de Neder-Over-Heembeek.

Un deuxième vol, à nouveau en collaboration avec les Pays-Bas a été organisé samedi. Il a atterri samedi soir à 20h50 à Eindhoven. À bord se trouvaient 170 passagers, dont 35 Belges. Parmi ceux-ci, le journaliste Robin Ramaekers et le caméraman Stijn De Smet de VTM, blessés plus tôt dans la semaine.

L'avion a été déployé pour rapatrier des civils depuis le Liban. Selon un porte-parole du SPF Affaires étrangères, une quarantaine de Belges s'étaient portés candidats au vol de samedi soir, mais sept d'entre eux ne se sont finalement pas présentés à l'aéroport de Beyrouth. Le SPF va à présent évaluer le nombre de personnes désirant encore quitter le Liban et envisagera, éventuellement avec l'aide de partenaires, des possibilités de les évacuer.

(4) *Édito. Un an après, l'embrasement total.*

- (a) P 49
- (b) Type : éditorial
- (c) Axe : conséquences
- (d) Longueur : 2349 signes
- (e) Auteur : Hugues Féron
- (f) Tonalité critique : 1020 signes (43 %)
- (g) Réminiscence : 146 signes (6 %)
- (h) Angle critique : Oui
- (i) Illustrations : 0

Hugues Feron

Il y a un an, le 7 octobre 2023, l'acte d'extermination, le "pogrom" commis par des hommes du Hamas, a provoqué un véritable traumatisme israélien. Et a précipité le conflit israélo-palestinien dans une nouvelle phase tragique et radicale. Un véritable déluge de feu s'est abattu sur Gaza, et désormais aussi sur le Liban. **La riposte d'Israël a vite dépassé la légitime défense pour prendre la forme d'une vengeance sans limite.**

Un an plus tard, peut-on dire qu'Israël a vaincu l'ennemi, ou est en passe de le faire? Non. **Seul Benyamin Netanyahu a gagné, en étant sans doute l'un des seuls à désirer poursuivre la guerre le plus longtemps possible. Ce qui lui permet de garder ses prérogatives de Premier ministre, tout en reportant davantage son procès pour corruption, fraude et abus de confiance.**

Tous les autres acteurs sont perdants: la bande de Gaza, et désormais aussi **le Liban, sont dévastés**, les victimes se comptent et se compteront par dizaines de milliers. Le Hamas et le Hezbollah ont certes perdu de nombreux chefs de guerre, mais ceux-ci sont et seront remplacés par d'autres animés du même esprit, à savoir éradiquer Israël. Et ce, avec le soutien de l'Iran, qui tente de garder la face en ripostant à son niveau, très faible, **contre le Dôme de fer.**

Israël n'a rien gagné pour autant, que ce soit au niveau économique ou humain. À commencer par **la centaine d'otages toujours détenus à Gaza et dont le sort ne semble même plus pris en compte.**

Benyamin Netanyahu continue, lui, à profiter du soutien inconditionnel des États-Unis. Joe Biden ne changera pas sa politique à un mois des élections présidentielles. La solution ne dépendra pas essentiellement de son successeur, masculin ou féminin. Et ce, même si de nombreuses voix, onusiennes et surtout européennes (y compris du président français Emmanuel Macron), s'élèvent de plus en plus contre l'envoi d'armes en Israël.

Non, la solution dépendra essentiellement de l'après-Netanyahu, dans quelques semaines, mois... ou années. Tant qu'il sera là, il n'y aura pas la paix. Ni même la possibilité d'en discuter. En attendant, le Premier ministre israélien dicte sa loi, en n'écoulant même pas les recommandations américaines. S'il se permet d'attaquer le secteur pétrolier iranien, l'embrasement économique et politique sera total et planétaire. Au propre comme au figuré.

4. L'Avenir — 8/10/2024

a. UNE : Néant

b. INTÉRIEUR

- (a) Estimation du nombre de signes par page (sur base du nombre de signes des pages 2 et 3 de L'Avenir du 5/10) : $9356/2 = 4678$
- (b) Nombre total de pages info (Non inclus pages locales) : 12
- (c) Publicités : $1 \times \frac{1}{2}, 1 \times 0,36 ; 1 \times 0,33 = 1,18$
- (d) Estimations de signes nets info hors publicité : $10,82 \times 4678 = 50616$.
- (e) Articles axe 7/10 (en pourcentage de signes/édition) : 7,7 %
- (f) Réminiscence (en pourcentage de signes sur l'édition) : 4 %
- (g) Articles axe conséquences (en pourcentage de signes/édition) : 4 %
- (h) Tonalité critique (en pourcentage de signes sur l'édition) : 0,5 %

(1) *Israël - Son fils a été enlevé par le Hamas: il témoigne à Bruxelles*

- (a) P 12
- (b) Type : article
- (c) Axe : 7/10
- (d) Longueur : $3817 + 72$ signes
- (e) Auteur : Emmanuel Huet
- (f) Tonalité critique : 107 (3 %)
- (g) Réminiscence : 1801 (46 %)
- (h) Angle critique : Non
- (i) Illustrations : 1



Alon Nimrodi est le père du soldat israélien Tamir Nimrodi, enlevé le 7 octobre 2023 et toujours détenu à Gaza.

Tamir Nimrondi, 1 ans, a été enlevé par le Hamas le 7 octobre 2023. Son papa est à Bruxelles afin de solliciter une mobilisation politique internationale pour libérer les otages.

Emmanuel Huet

"Tamir a beaucoup de valeurs", raconte son papa en visite à Bruxelles. Il les avait écrites "sur un petit papier que nous avons trouvé dans ses affaires à la base (militaire). Les valeurs sont réussir, aider beaucoup de gens, créer de grands groupes de bons amis, et ne nuire à personne." Tamir avait 18 ans lorsqu'il a été enlevé par le Hamas le 7 octobre 2023 à 7 h 12. Depuis, sa famille est sans nouvelle du jeune homme. Son papa, en visite à Bruxelles, a livré un témoignage devant plusieurs journalistes. Il raconte

l'enfer que sa famille vit depuis les attaques terroristes du 7 octobre. "C'est très difficile de célébrer les fêtes sans savoir quoi que ce soit sur Tamir. Notre cœur est brisé."

Tamir était enrôlé dans le service militaire obligatoire. Son papa le rappelle: ce n'était pas un milicien. "C'est un soldat non combattant. Il est enseignant à l'armée." Et il décrit un peu plus son fils: "Ses intérêts sont la science, la géographie, l'histoire, la Bible. Il n'aime pas le football, le basket-ball ou quelque chose comme ça."

"S'il est en vie, il survivra"

Lors de son enlèvement, Tamir se trouvait au passage d'Erez, un poste frontière entre Gaza et Israël. C'est un passage piétonnier par lequel les Gazaouis accèdent à Israël pour aller s'y faire soigner dans les hôpitaux. Deux amis de Tamir ont été enlevés en même temps, et ils ont été retrouvés morts dans des tunnels en décembre dernier. Son papa s'accroche à l'espoir de le retrouver en vie. "Il a été capturé et il était en bonne santé. Mais personne, au sein des services secrets israéliens ne nous a donné des indices. S'il est en vie, il survivra..."

À l'exception de la vidéo de l'enlèvement envoyée par le Hamas, la famille n'a plus eu aucune nouvelle. "Il y a une grande peur pour les otages qui sont encore vivants. Parce qu'ils sont dans un très mauvais état." Tout au long de son témoignage, Alon Nimrodi tient le portrait de son fils. Il a cessé de travailler pour mobiliser le monde politique à la cause des otages. Pour le papa, l'Europe peut agir en faveur de sa cause.

Il a ainsi rencontré ce lundi le premier ministre De Croo ainsi que la présidente de la Commission européenne, Ursula Von der Leyen. "Je dois pousser mon cri jusqu'à ce qu'ils soient tous de retour à la maison". Il compte sur l'influence des grandes nations pour faire avancer ce dossier des otages israéliens. "De grands pays, des pays puissants en Europe et aussi les États-Unis pourraient faire plus, beaucoup mieux. Et ils auraient pu les ramener à la maison il y a quelques mois s'ils avaient fait des choses un peu différemment." Pour le papa de Tamir, c'est insupportable que la Turquie, en tant que membre de l'OTAN, continue à soutenir le Hamas: "Ils savent que la Turquie donne de l'argent au Hamas." C'est avec cet "allié" du Hamas qu'il faudrait entreprendre des négociations, assure Alon Nimrodi. "Le gouvernement israélien et les services secrets ont dit que la Turquie ne pouvait pas aider. Mais je pense le contraire. Je pense que si nous appuyons sur le bon bouton, ils aideront."

Reste la politique du gouvernement Netanyahu, probablement responsable du maintien en captivité des otages. Le papa n'en dit pas plus sur le chef du gouvernement. "J'ai rencontré Netanyahu il y a dix mois. Je ne peux pas dire quelque chose de bien sûr lui. Je préfère ne rien dire."

Lors de l'attaque terroriste du 7 octobre 2023, le Hamas prenait en otages 218 Israéliens. Certains ont été libérés, d'autres ont été exécutés ou ont trouvé la mort dans les tunnels bombardés par Israël. On estime que 63 otages sont toujours présumés en vie, dont Tamir Nimrodi.

(2) Moyen-Orient

- (a) P 12
- (b) Type : brèves
- (c) Axe : Conséquences
- (d) Longueur : 2017 + 16 signes
- (e) Auteur : Emmanuel Huet
- (f) Tonalité critique : 135 signes (7 %)
- (g) Réminiscence : 237 signes (12 %)
- (h) Angle critique : Non
- (i) Illustrations : 1

Le Hamas jure de mener une "bataille d'usure longue" contre Israël

La branche armée du mouvement palestinien Hamas a annoncé lundi vouloir mener une "bataille d'usure longue" contre Israël, **un an après son attaque sanglante le 7 octobre contre le territoire israélien** qui a déclenché la guerre à Gaza. Il a également mis en avant **les risques pesant sur les 97 otages toujours détenus à Gaza, dont 34 ont été déclarés morts par l'armée israélienne, sur les 251 personnes enlevées ce jour-là.**

Alors que la riposte israélienne **a fait au moins 41 909 morts dans la bande de Gaza en un an**, la branche armée du mouvement a affirmé qu'elle continuera à combattre l'armée israélienne.

Le Hezbollah vise des soldats israéliens dans le sud du Liban

Le Hezbollah libanais a affirmé lundi viser des soldats israéliens dans plusieurs villages du sud du Liban, où Israël mène une offensive terrestre depuis une semaine. Plus tôt, le Hezbollah a annoncé avoir bombardé plusieurs localités et positions militaires dans le nord d'Israël, frontalier du sud du Liban.

Lundi, l'armée israélienne a dit avoir perdu au total 13 soldats dans les combats dans cette zone, après de violents affrontements avec des combattants du Hezbollah à la frontière. L'armée a également assuré avoir frappé 120 cibles du Hezbollah "en une heure" dans le sud du Liban.

Depuis le 23 septembre, les frappes d'Israël ont tué plus de 1 100 personnes

Liaisons aériennes suspendues

Air France et sa filiale low-cost Transavia ont annoncé lundi prolonger la suspension de leurs vols vers Tel-Aviv jusqu'au 15 octobre inclus et vers Beyrouth jusqu'au 26 octobre inclus " *en raison de la situation sécuritaire* ". KLM, la compagnie néerlandaise, est allé plus loin début octobre en suspendant toute desserte vers Israël jusqu'à la fin de l'année, tandis que l'allemande Lufthansa a annoncé prolonger la suspension de ses vols vers Beyrouth jusqu'au 30 novembre, Tel-Aviv jusqu'au 31 octobre et maintenu l'interruption de ses liaisons vers Téhéran jusqu'au 14 octobre inclus.

Note : L'Avenir du 9/10 : une brève de 817 signes sur le démantèlement d'un tunnel du Hezbollah. Rien en une.

E. LA CAPITALE Sudpresse

1. La Capitale — 4/10/2024

a. UNE : Néant

b. INTÉRIEUR : Néant

2. La Capitale — 5/10/2024

a. UNE : Néant

b. INTÉRIEUR

- (a) Estimation du nombre de signes par page (sur base du nombre de signes de la page 19 de La Capitale du 7/10) : 3932
- (b) Nombre total de pages info (Non inclus pages locales, auto, détente) : 25
- (c) Publicités : 6,6 pages
- (d) Estimations de signes nets info hors publicité : $19,4 \times 3932 = 76281$.
- (e) Articles axe 7/10 (en pourcentage de signes/édition) : 0 %
- (f) Réminiscence (en pourcentage de signes sur l'édition) : 0 %
- (g) Articles axe conséquences (en pourcentage de signes/édition) : 0,6 %
- (h) Tonalité critique (en pourcentage de signes sur l'édition) : 0 %

(1) *Sud Liban. Israël aurait frappé plus de 2.000 sites*

- (a) P 25
- (b) Type : brève
- (c) Axe : conséquences
- (d) Longueur : 425 + 55 signes
- (e) Auteur : Rédaction
- (f) Tonalité critique : 0
- (g) Réminiscence : 0
- (h) Angle critique :
- (i) Illustrations : 0

L'armée israélienne a affirmé vendredi avoir frappé plus de 2.000 sites, notamment des infrastructures et des armements, dans le sud du Liban depuis le début de son offensive au sol lundi contre le mouvement islamiste Hezbollah, soutenu par l'Iran. « Au total 250 terroristes du Hezbollah parmi lesquels 21 commandants ont été éliminés en quatre jours d'opérations dans le sud du Liban », a ajouté l'armée dans un communiqué.

3. La Capitale — 7/10/2024

a. UNE : Néant

b. INTÉRIEUR

- (a) Estimation du nombre de signes par page (sur base du nombre de signes de la page 19 de la Capitale du 7/10 : 3932)
- (b) Nombre total de pages info (Non inclus pages locales) : 24
- (c) Publicités : $4 \times 1/2$ page = 2 pages
- (d) Estimations de signes nets info hors publicité : $22 \times 3932 = 86504$.
- (e) Articles axe 7/10 (en pourcentage de signes/édition) : 3,3 %
- (f) Réminiscence (en pourcentage de signes sur l'édition) : 2,0 %
- (g) Articles axe conséquences (en pourcentage de signes/édition) : 4,4 %
- (h) Tonalité critique (en pourcentage de signes sur l'édition) : 1,9 %

(1) *Commémorations du 7 octobre - Gaza: le terrifiant bilan humain d'une année de guerre*

- (a) P 19
- (b) Type : article
- (c) Axe : 7/10
- (d) Longueur : 2257 + 88 signes
- (e) Auteur : Rédaction
- (f) Tonalité critique : 249 signes (11 %)
- (g) Réminiscence : 1145 signes (49 %)
- (h) Angle critique : Non
- (i) Illustrations : 1



A Gaza, les gens n'ont plus rien. © AFP

C'était il y a un an jour pour jour. Suite au pogrom mené par le Hamas lors d'un festival de musique sur le sol israélien, le Proche Orient s'est embrasé. **Le bilan humain est hallucinant**

1.205 Le nombre de morts dans le pogrom du 7 octobre

Israël commémorera ce lundi l'attaque sans précédent du Hamas, survenue le 7 octobre 2023, sur son territoire. Une opération qui a provoqué la sidération dans le pays et déclenché la guerre dans la bande de Gaza.

Le 7 octobre, des commandos du Hamas ont pénétré, depuis Gaza, dans le sud d'Israël, utilisant des explosifs et des bulldozers pour franchir la barrière séparant le territoire palestinien de l'État hébreu, tuant à l'aveugle dans des kibbutz, des bases militaires et sur le site du festival de musique Nova.

Le bilan de cette attaque s'élève à 1.205 morts, en majorité des civils, selon un décompte de l'AFP réalisé à partir de données officielles israéliennes et incluant les otages morts ou tués en captivité dans la bande de Gaza.

251 Le nombre d'otages capturés par le Hamas

251 otages avaient été emmenés dans la bande de Gaza par les hommes du Hamas. Un an plus tard, 97 sont toujours retenus en captivité, et 33 ont été déclarés morts.

41.825 Les Palestiniens tués en représailles, dans la bande de Gaza

Dans les heures qui ont suivi l'attaque du Hamas au festival Nova, Benjmain Netanyahu a déclaré qu'Israël était « en guerre » et que l'objectif était de détruire le Hamas, au pouvoir à Gaza depuis 2007. Au moins 41.825 Palestiniens y ont été tués, en majorité des civils, selon les données du ministère de la Santé du gouvernement du Hamas pour Gaza, jugées fiables par l'ONU.

2,4M le nombre de personnes déplacées

Depuis le début des bombardements sur Gaza, des secteurs entiers ont été réduits à l'état de ruines et la quasi-totalité de ses 2,4 millions d'habitants ont été déplacés au moins une fois pendant la guerre, ce qui a provoqué grave une crise humanitaire.

440 Le nombre de combattants du Hezbollah tués par Israël

La guerre contre le Hamas s'est étendue au Liban voisin contre le Hezbollah. Netanyahu a affirmé ce week-end que l'armée israélienne avait détruit « une grande partie » de l'arsenal du Hezbollah au Liban, l'armée indiquant y avoir tué 440 combattants du mouvement depuis lundi.

(2) *Macron choque Netanyahu*

- (a) P 19
- (b) Type : article
- (c) Axe : Conséquences
- (d) Longueur : 1178 + 27 signes
- (e) Auteur : Rédaction
- (f) Tonalité critique : 0
- (g) Réminiscence : 46 signes (4 %)
- (h) Angle critique : Non
- (i) Illustrations : 0

Emmanuel Macron a demandé samedi l'arrêt des livraisons d'armes à Israël servant à Gaza, suscitant la colère du Premier ministre israélien [avant l'anniversaire des attaques du 7 octobre](#). « Si on appelle à un cessez-le-feu, la cohérence c'est de ne pas fournir les armes de la guerre », a déclaré le président français sur France Inter.

Les échanges ont rapidement pris des allures de crise entre les deux pays. À tel point que l'Élysée a publié dans la soirée une mise au point assurant que la France « est l'amie indéfectible d'Israël » et déplorant les mots « excessifs » de Benjamin Netanyahu.

« Honte ! », s'était emporté le dirigeant israélien à l'adresse du président français et des autres Occidentaux appelant à des embargos d'armes contre son pays.

Le Qatar, un médiateur clé dans les pourparlers sur un cessez-le-feu à Gaza, a jugé de son côté que la déclaration d'Emmanuel Macron était « un pas important et apprécié vers l'arrêt de la guerre ». Un appel aussi salué par la Jordanie. « Je pense qu'aujourd'hui, la priorité, c'est qu'on revienne à une solution politique, qu'on cesse de livrer les armes pour mener les combats sur Gaza », a précisé le président français.

(3) *L'édito du jour - Le pire danger pour Israël, c'est Netanyahu*

- (a) P 39
- (b) Type : édito
- (c) Axe : Conséquences
- (d) Longueur : 1885 + 65signes
- (e) Auteur : Romain Goffinet
- (f) Tonalité critique : 1113 signes (57 %)
- (g) Réminiscence : 261 signes (13 %)
- (h) Angle critique : Oui
- (i) Illustrations : 0

C'était il y a un an jour pour jour. Le 7 octobre 2023, des terroristes du Hamas pénétraient depuis Gaza en territoire israélien pour semer le chaos. Viols, meurtres, torture... Le bilan est terrible, avec 1.205 morts et des otages. On connaît les répercussions : bombardements sur Gaza, déplacement des populations **dans des conditions abominables**, représailles envers le Hamas et le Hezbollah, mort de dizaines de milliers de civils innocents, etc.

S'appuyant sur le traumatisme du 7 octobre, Netanyahu n'a pas fait dans le détail pour éradiquer les ennemis d'Israël. Pourtant, le plus grand danger de son pays, c'est lui.

C'est lui en effet qui, pendant des années, a laissé prospérer le **Hamas**, histoire de mieux affaiblir le Fatah et l'OLP, et d'empêcher la création d'un État de Palestine. **Ce ne sont pourtant pas les occasions qui ont manqué pour décapiter le groupe terroriste.** Il faut lire l'interview très éclairante de l'ancien Général Yaïr Golan dans Le Point. Le chef de la gauche israélienne, partisan d'une solution à deux États, pointe l'absence de stratégie du Premier ministre : « Dès 2020, je disais, moi, l'homme de gauche, que la branche armée du **Hamas** devait être démantelée. Mais le gouvernement n'était pas prêt à combattre le **Hamas**, parce que Netanyahu est un lâche. Il n'a pas de stratégie. Même quand il a eu des occasions, il a choisi l'approche la plus modérée possible. Il a acheté le calme, avec de l'argent, des milliards donné au **Hamas**. Il est complètement passif et cette passivité nous a tués ».

Aujourd'hui, l'unique stratégie de Netanyahu, c'est la guerre. Car c'est ce que veut l'extrême droite, qui le maintient au pouvoir. Il ne faudrait pas que son gouvernement s'effondre, sans quoi « Bibi » est cuit : non seulement il ne sera pas réélu, car il est loin de faire l'unanimité dans son pays, mais il a en plus la Cour Pénale Internationale sur le dos...

4. La Capitale — 8/10/2024

a. UNE

- (a) Espace occupé par le 7 octobre et ses conséquences : 30,89%
- (b) Images du 7 octobre : 30,89% (indirect : photo du père d'un otage)



(1) Bruxelles P6 — *Le fils d'Alon détenu par le Hamas !*

- (a) Type : annonce
- (b) Axe : 7/10
- (c) Longueur : 101 + 36 signes
- (d) Auteur : Rédaction
- (e) Tonalité critique : 0
- (f) Réminiscence : 37 signes (27 %)
- (g) Angle critique : Non
- (h) Illustrations : 1

Ce père de famille a choisi de témoigner à Bruxelles, où l'antisémitisme prend une ampleur alarmante.

b. INTÉRIEUR

- (a) Estimation du nombre de signes par page (sur base du nombre de signes de la page 19 de la Capitale du 7/10 : 3932
- (b) Nombre total de pages info : 26
- (c) Publicités : $3 \times 0,5 + 0,33 + 0,36 = 2,24$
- (d) Estimations de signes nets info hors publicité : $23,76 \times 3932 = 93424$.
- (e) Articles axe 7/10 (en pourcentage de signes/édition) : 3,3 %
- (f) Réminiscence (en pourcentage de signes sur l'édition) : 1,5 %
- (g) Articles axe conséquences (en pourcentage de signes/édition) : 1,5 %
- (h) Tonalité critique (en pourcentage de signes sur l'édition) : 0,0%

(1) *Bruxelles - Alon Nimrodi se bat pour la libération de son fils retenu en otage à Gaza*

- (a) P 6
- (b) Type : article
- (c) Axe : 7/10
- (d) Longueur : 2884 + 75 signes
- (e) Auteur : Jeanne Hoste
- (f) Tonalité critique : 0
- (g) Réminiscence : 1347 signes (46 %)
- (h) Angle critique : Non
- (i) Illustrations : 1



Le 7 octobre 2023, Tamir Nimrodi, un jeune soldat de 19 ans, a été enlevé par le Hamas. Un an plus tard, son père a mis sa vie entre parenthèses pour essayer de le retrouver et interroger les institutions européennes face à son désespoir.

Jeanne Hoste

« C'est un enfant fantastique, très gentil et toujours souriant. Il est créatif et intelligent ; il voulait être professeur », décrit Alon Nimrodi, le père de Tamir, retenu captif par le Hamas depuis un an. Le 7 octobre 2023, le Hamas a lancé son offensive depuis la bande de Gaza, prenant pour cible plusieurs villes israéliennes. Des massacres terribles ont été perpétrés contre des populations civiles, et près de 200 personnes ont été kidnappées.

Tamir faisait partie de ces otages. Ce jeune soldat, affecté à un poste non-combattant, se trouvait à un point de passage humanitaire entre Israël et Gaza, aidant à évacuer les blessés. Lors de l'attaque, deux de ses camarades ont été tués sur-le-champ. Depuis ce jour, Alon Nimrodi, père de Tamir et de deux filles, est sans nouvelles. « Je n'ai aucune information à propos de mon fils depuis ce jour. Tout ce que nous avons pu apprendre, c'est grâce à une vidéo diffusée sur Telegram par le groupe Hamas. On y voit qu'ils le détiennent, qu'il est debout, en vie, et semble en bonne santé ».

Son combat pour son fils

Ce père de famille a mis de côté sa carrière d'agent immobilier pour se consacrer entièrement à la recherche de son fils. Un combat qu'il entend mener jusqu'au bout, dans l'espoir de revoir un jour son enfant. « J'ai toujours été une personne optimiste dans ma vie, je dois garder cet esprit optimiste jusqu'au bout et l'espoir, car j'ai de grosses responsabilités vis-à-vis de mon fils, de mes filles et de moi-même ».

Son fils partageait ces valeurs, comme l'indique un morceau de papier retrouvé parmi ses affaires, sur lequel il avait noté des principes importants pour lui : « Réussir en aidant les gens, se créer un grand groupe d'amis, ne blesser personne ».

Selon Alon, l'Europe a un rôle crucial à jouer dans ce conflit qui perdure depuis des années. « Ce n'est pas seulement pour moi. S'ils m'aident, ils aideront d'autres familles en Israël. **C'est pour lutter contre la terreur ; m'aider, c'est aider beaucoup plus de gens** ».

Un appel à l'Europe

Son fils, ayant la double nationalité germano-israélienne, Alon est reconnaissant pour l'aide que l'Allemagne leur a apportée, **mais regrette l'inaction d'autres pays**. « Les pays européens auraient pu aider à libérer les otages il y a des mois déjà. Ils auraient pu agir, mais ont plutôt choisi de fermer les yeux. Ils pourraient aussi arrêter leur alliance avec la Turquie, qui soutient le Hamas ».

Cette semaine, Alon rencontrera des personnalités politiques, dont des dirigeants européens comme le Premier ministre Alexander De Croo (Open VLD), et la Présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen.

(2) *Antisémitisme à Bruxelles - « Les enfants vivent discrètement pour être plus tranquilles »*

- (a) P 6
- (b) Type : article
- (c) Axe : Conséquences
- (d) Longueur : 1407 +94 signes
- (e) Auteur : Jeanne Hoste
- (f) Tonalité critique :
- (g) Réminiscence : 43 signes (3 %)
- (h) Angle critique : Non
- (i) Illustrations : 1

Le Centre Communautaire La c Juif CCLJ exprime des préoccupations croissantes face à l'augmentation des attaques antisémites et au climat de crainte qui s'est intensifié au sein de la communauté juive depuis l'attaque du Hamas le 7 octobre 2023.

Depuis un an, le CCLJ David Susskind constate une détérioration du climat pour les membres de la communauté juive, en particulier pour ceux qui affichent ouvertement leur foi. « La communauté religieuse juive, qui porte des signes distinctifs de leur conviction, et surtout les enfants, sont souvent les premières cibles d'altercations. Ils sont plus rapidement importunés. On remarque qu'ils essaient de vivre discrètement pour être plus tranquilles finalement », explique un représentant du centre.

Cette discréption s'étend même à des gestes quotidiens comme la réception du courrier. « Nous publions un magazine et recevons de nombreuses demandes de la part de personnes souhaitant que leur exemplaire ne soit plus envoyé de manière visible. Elles préfèrent désormais le recevoir sous enveloppe ».

Le service public fédéral Unia, chargé de la lutte contre le racisme et les discriminations, a enregistré 91 signalements d'actes antisémites liés au conflit Israël-Hamas entre le 7 octobre et le 7 décembre 2023.

À titre de comparaison, Unia recensait en moyenne 4 à 5 signalements mensuels d'antisémitisme en 2022, soulignant ainsi l'ampleur de la hausse.

J. H.

F. Rapport lexical sommaire

« Viol » ainsi que violence s sexuelle s , violence envers les Israéliennes

Le Soir (7) (2 références opposées)

5/10 - article 6 : 1 (viol à Sde Teiman)

5/10 - 7 : 1 (violences contre les femmes à Gaza) rapporté

5/10 article 11 (Sylvie Lausberg) : 7 occurrences rapportées

La Libre (2)

5/10 - 6 : 1 x viols sur otages à Gaza rapporté

7/10 - 2 : 1 x viols kibbutz et Nova, rapporté

La DH (2)

7/10 - 2 : 2x

« Br l » br le, br lé s , br ler, br lant 3, dont 1 par journaliste

Le Soir (1)

4/10 - 1 : 1x (rapporté)

La Libre (1)

7/10 - 3 : 1x (journaliste)

La DH (1)

7/10 - 2 : 1x (rapporté)

Immol immolé, immolation

Néant

Décapit décapiter, décapité, décapités, décapitatio 1, rapporté

La DH (1x)

7/10 - 2 : 1 x (rapporté)

Kibbutz kibbutznik, kibbutzim 33

Le Soir (21)

Rapport lexical sommaire

4/10 - 1 : 1x rapporté

5/10 - 9 : 1x journaliste

7/10 - 4 : 1x « kibboutznik », 2 x « kibbutzim », 16 x « kibbutz »

La Libre (7)

5/10 une : 1x « kibbutz »

5/10 - 2 : 5 x « kibbutz »

5/10 - 4 : 1 x « kibbutz »

8/10 - 3 : 1x « kibbutz » (mais pas dans le cadre du 7/10)

La DH (3)

7/10 - 2 : 3x « kibbutz »

La Capitale (1)

7/10 - 1 : 1x « kibbutz »

Famille massacrées : 2

Le Soir (1)

7/10 - 4 : 1x

La DH (1)

7/10 - 2 : 1x

« bout portant » :

néant.

Génocide :

Le Soir (2)

4/10-1 : 1x rapporté : parallèle entre le 7/10 et le génocide nazi

5/10 – une : 1x journaliste (caractère possiblement génocidaire de la guerre à Gaza).

5/10 - 10 : 1x (rapporté)

5/10 - 12 : 1x (rapporté)

7/10 – 2 : 2x (rapporté : ceux qui retournent l'accusation de génocide contre les victimes (juives) de génocide.

La Libre (3)

7/10 - 1 : 2x (plausible génocide ; gouvernement accusé de génocide — rapporté)

7/10 - 4 (édito) : 1 x (journaliste) : Israël poursuivi pour génocide.

Rapport lexical sommaire

« **Barbar** »

Le Soir (1)

4/10 - 1 : 1x (rapporté)

L'Avenir (2)

5/10 - 4 : 2x « intervenant doute du mot barbare et évoque un « dérapage » ; L'utilise ensuite pour confirmer « un acte d'une barbarie inimaginable »

17.000 nombre de « terroristes » tués selon Israël

Le Soir (1 (avec doute)) — 2 utilisations de 17.000 pour le nombre d'enfants tués.

5/10 - 4 : 1x, rapporté, précisant « un chiffre impossible à corroborer. »

Le Soir rapporte aussi 17.000 enfants tués, sans préciser que le chiffre est, lui aussi impossible à corroborer, alors que le chiffre donné par le Hamas au 31 août est de 11.355 identifiés (source OCHAOPT).

5/10 - 1 (éditorial) : « parmi les morts ,environ 17.000 enfants. Et ce n'est pas fini. »

5/10 - 12 : « tuant [...] 14.000 à 17.000 enfants. »

« **Massacr** »

Par le Hamas

Le Soir (23)

4/10 - 1 : 1x (propos rapportés)

5/10 - 1 : 2x

5/10 - 3 : 1x (le pire massacre de Juifs)

5/10 - 5 : 2x

5/10 - 6 : 1x

5/10 - 8 : 1x

7/10 - 2 : 2x

7/10 - 4 : 1x dans le titre, 7x dans le texte

8/10 - 1 : 1x dans le titre, 4x dans le texte

La Libre (5)

5/10 - 1 : 1x

5/10 - 2 : 1x

5/10 - 4 : 1x

7/10 - 2 : 1x (rapporté)

7/10 - 3 : 1x (rapporté)

La DH (2)

7/10 - 2 : 2x

L'Avenir (1)

5/10 - 5 : (1x)

Rapport lexical sommaire

La Capitale (1)

8/10 - 1 : 1x

Par Israël :

Le Soir (6)

4/10 - 1 (« massacre de Gaza » entre guillemets)

4/10 - 3 : éventualité d'un massacre dans les camps palestiniens libanais (rapporté)

5/10 Une - 1 (éditorial) : 1x « Israël de se fourvoyer dans un massacre dont la justice internationale examine le caractère possiblement génocidaire »

5/10 - 6 : 1x (massacre dans la bande [de Gaza])

5/10 - 10 : 1x massacres au Liban

La Libre (3)

7/10 art 1 : « massacre [de la population de Gaza] » (3x — propos rapportés)

Pogrom pour qualifier le massacre du Hamas

La Libre (1 — en négatif)

7/10 - 1 : 1x (en négatif)

L'Avenir (2)

5/10 - 4 : 1

7/10 - 4 (edito) : 1x entre guillemets

Venge dans le contexte israélien

Le Soir : (7)

5/10 - 2 : 2x

5/10 - 3 : 2x

5/10 - 6 : 2x

5/10 - 9 : 1x (rapporté Netanyahu)

La Libre (0)

5/10 : 1x (de la part de l'Iran)

L'Avenir (1)

5/10 - 4 : 1x (de la part des Palestiniens)

7/10 - 4 (edito) : 1x (vengeance sans limite)

Terroriste, isme — concernant le Hamas, le Hezbollah ou Israël

Le Soir (10, dont 1 en négatif) 7 x attaque (dont 1 en négatif), 2 x Hamas, 1x terrorisme palestinien,

Rapport lexical sommaire

4/10 — 1x concernant l'attaque, pour exiger le respect du droit humanitaire (rapporté de Alexander De Croo)

5/10 Une 2 – 1x concernant l'attaque

5/10 — 3 : 1x concernant l'attaque ; 1x entre guillemets concernant le Hamas ; 1x en général (terrorisme palestinien).

5/10 — 4 : 1x concernant le Hamas « terroristes » est entre guillemets

5/10 — 6 : 1x concernant l'attaque

5/10 — 11 : 1x journaliste, 1x « terroristes »,

5/10 — 13 : 1x rapporté en négatif.

7/10 — 4 : 1x attaque

La Libre (11, dont un relativisé) 5 x attaque, 4x Hezbollah ou Hamas, 2 en général

5/10 — 1 : 1x expliquant que le Hamas serait terroriste selon Israël, les États-Unis et l'Union européenne, mais une composante de l'axe de résistance à l'occupation et la colonisation pour d'autres.

5/10 — 4 : 1 x rapporté (fils de parents morts du terrorisme).

5/10 — 5 : 1x rapporté

5/10 — 1x concernant l'attaque ; 1x qualifiant le Hezbollah : « une organisation terroriste ».

5/10 — 9 : 1x (rapporté)

7/10 — 1 : 1 x rapporté, terrorisme musulman en général

7/10 — 2 : 1 x rapporté (terroristes concernant les assaillants du 7/10)

7/10 — 3 : 1x rapporté (du président Herzog) 1x rapporté (IDF)

7/10 — 4 : 1x attaque

La DH (5) Hamas ou assaillants.

7/10 — 1 : 1x pour qualifier le Hamas

7/10 — 2 : 3x pour qualifier les assaillants du 7/10 ; dont 2x rapporté

7/10 — 3 : 1x (le MR fustigeant la gauche qui avait du mal à qualifier le Hamas de terroriste)

L'Avenir (5, dont 1 relativisé) 3 pour qualifier l'attaque, 1 pour qualifier le Hamas etc.

5/10 — 3 : 1x pour qualifier l'attaque , 1x en relativisant (voir La Libre 5/10 — 1)

7/10 — 1 : 1x rapporté (IDF)

8/10 — 1 : 2x attaque

La Capitale (3) Hamas ou Hezbollah

5/10 — 1 : 1x rapporté (à propos de membres du Hezbollah) par IDF

7/10 — 3 : 1x « des terroristes du Hamas », 1 x Hamas qualifié de groupe terroriste